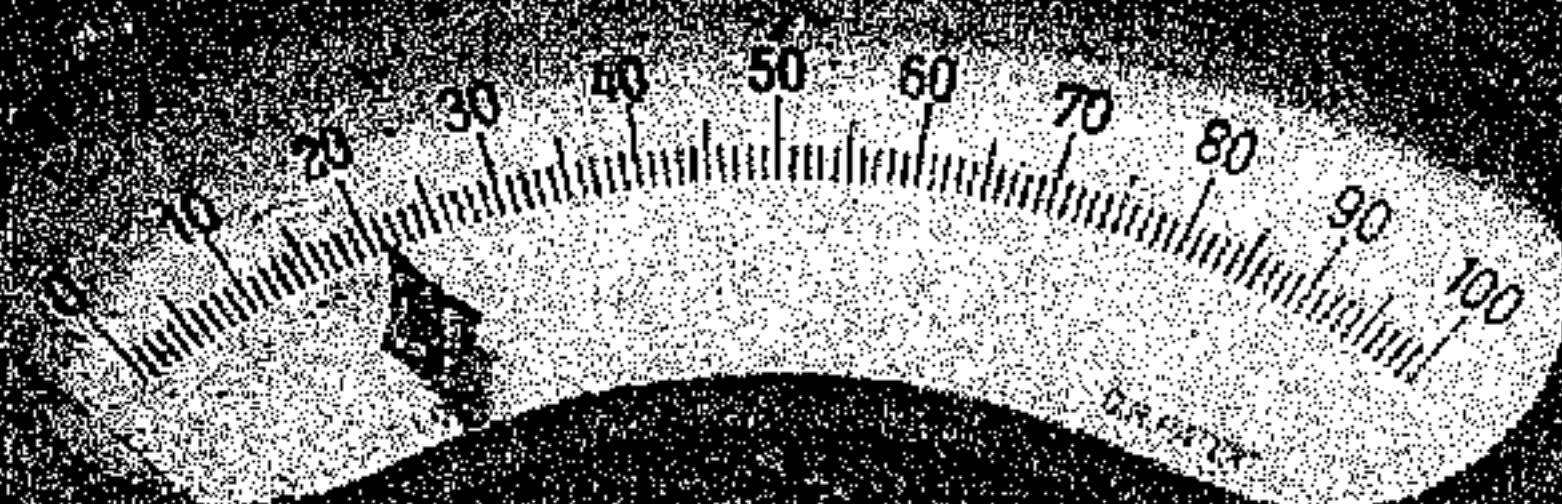


Le Pétroleur

Revue d'expression libertaire

La Décroissance ?



c'est par là...



Revue du Groupe Autonome Anarchiste Marée Noire

5 Avril 2006

Prix Libre



Sommaire



- ★ **Édito** p. 3
- ★ **Ne devenons pas des automates...**, Gijomo p. 5-9
- ★ **Une autre foi en crise : le Progrès**, Luce Fabbri p. 10-12
- ★ **L'informatique : une impasse ?**, Gijomo p. 13-16
- ★ **Paroles anarchistes...** p. 17
- ★ **Énergie mon amour**, Radis p. 18-19
- ★ **Développement durable ou décroissance ?** p. 20
- ★ **Bure zone libre**, p. 21-28
- ★ **Dossier transports** p. 29-37
- ★ **Voyage et tourisme de masse**, Thierry Libertad p. 30-33
- ★ **Petit Lexique anarchiste** p. 38-41
- ★ **L'empreinte écologique, article de *Passerelle Eco*** p. 44-50
- ★ **Test calculez votre empreinte écologique** p. 51-56
- ★ **Décroissance et végétarisme**, André Sulfide p. 57-62
- ★ **« Tout doit disparaître ! »**, Mala(la)testa p. 63-65
- ★ **Pour des pratiques anticapitalistes et autogestionnaires** p. 66-73
- ★ **Néo-malthusianisme et décroissance**, Thierry Libertad p. 74-76
- ★ **Bibliographie** p. 77-79
- ★ **Une toute petite histoire de l'anarchisme**, Marianne Enckell, 6ème partie p. 80-83



MARÉE NOIRE

Groupe Autonome Anarchiste

C/o Planète Verte BP 22 54002 Nancy Cedex

Site : <http://maree-noire.info>

Mail : contact@maree-noire.info

petroleur@maree-noire.info

La Décroissance ?

La décroissance n'est pas qu'un slogan. C'est aussi un concept qui nous oblige à prendre en compte les limites physiques de la planète auxquelles nous nous heurtons. Elle nous contraint à une remise en cause de la notion de confort, de besoin.

La décroissance n'est pas une idéologie, elle est une nécessité absolue : depuis deux siècles, le colonialisme, la révolution industrielle, l'urbanisation, le recours aux énergies fossiles, le développement effréné et l'utilisation de la chimie, de la physique et de la biologie ont accéléré considérablement les dégâts commis à l'encontre du milieu naturel. Mais c'est surtout à partir de la seconde guerre mondiale que les problèmes d'ordre écologique vont s'orienter vers une dimension planétaire. L'aide au « développement » des pays pauvres (c'est-à-dire, en réalité, la recherche de débouchés pour le potentiel économique américain) va justifier une croissance économique de plus en plus forte et faire naître la « société de consommation ».

Or tout acte de consommation est un acte de destruction : prélèvement d'énergie et de matières

premières, en amont ; rejet de déchets, en aval. Si bien que le bilan écologique est aujourd'hui catastrophique : changements climatiques, déforestation, disparition de l'eau douce, dégradation des sols, perte de biodiversité, pollution chimique, nucléaire, accumulation de déchets, épuisement des ressources non renouvelables. La croissance, indispensable à la survie du capitalisme, nous conduit à une impasse certaine. Seule la décroissance, c'est-à-dire l'adoption de modes de vie, d'habitat, de déplacement, de consommation beaucoup plus économes en ressources naturelles, peut ouvrir des perspectives.

Mais la décroissance ne se limite pas à ce seul aspect écologique. C'est également une réflexion sur l'aspect économique et social de la production, de la consommation et du partage des richesses, ainsi qu'une critique de l'idéologie du progrès, de l'industrialisation, des techniques et du scientisme.

La décroissance ne sera pas ce « retour à la bougie », ce repoussoir que certains agitent pour sauvegarder le profit capitaliste. Elle sera, au contraire, l'occasion de prendre conscience que le bonheur ne se mesure pas aux volumes de production, que c'est l'altération des valeurs humaines essentielles (respect,

É
D
I
T
O
R
I
A
L



tolérance, solidarité), la perte du sens (dans le travail comme dans la vie en général) qui nous entraînent vers cette boulimie de consommation de biens matériels. Elle peut être, pour l'homme, la chance à ne pas manquer de construire une autre société, de développer des pratiques et des expériences fondées sur l'autonomie, la créativité, la solidarité et la convivialité.

La décroissance c'est aussi aller à l'encontre, dès aujourd'hui, de ce système capitaliste, industriel et spectaculaire. C'est un grain de sable dans l'engrenage de la méga-machine. Un grain de sable parmi tant d'autres afin d'abattre ce système en minimisant la violence. La décroissance, ce n'est pas qu'un concept, c'est aussi et surtout des pratiques à mettre en œuvre, ici et maintenant : vivre autrement (squats, écovillages), produire autrement, consommer autrement, etc. Autant de

voies que l'on peut suivre concrètement aujourd'hui sans attendre une hypothétique « grève générale ». Mais attention, pris séparément, chacune de ces pratiques peuvent-être récupérés par ce système, tout comme l'isolement des ces expérimentations et alternatives peuvent conduire aux pièges des communautés sectaires, utopiques et autarciques. Pour éviter ces écueils la critique anticapitaliste, anti-industrielle et anti-autoritaire ainsi que le fédéralisme sont nécessaires.

Puisque la décroissance est une nécessité de plus en plus pressante, le choix n'est pas entre décroissance ou croissance, mais entre une société libertaire où les populations maîtriseront la décroissance ou une société où des mesures draconiennes seront imposées par des gouvernements autoritaires !

Construisons un autre présent !

Groupe Marée Noire



Si Le Pétroleur est le porte-voix de Marée Noire, il n'en est pas moins une tribune ouverte à tous ceux et celles qui, partageant notre idéal, désirent participer. Plus nombreux nous serons, plus notre voix se fera entendre. Nous sommes également prêts à la discussion, au débat. La richesse vient de l'autre, de sa rencontre et de la confrontation des idées.

Nous n'avons pas la prétention de détenir la vérité, nous avons seulement des idées et l'énergie pour les propager.

Alors n'hésitez pas à collaborer ou à débattre avec nous. Envoyez nous vos réflexions, vos textes, vos photos, vos poèmes... à l'adresse postale du groupe ou par Internet : petroleur@maree-noire.info

Ne devenons pas des automates : réapproprions nous notre autonomie

(introduction à une réflexion sur la technique)



Depuis que, grâce à la technique, l'homme est passé d'australopithèques à *homo habilis*, il y a de cela environ trois millions d'années, il a réussi à sortir d'une « aliénation naturelle ». Mais alors que la technique a été un outil d'émancipation, depuis le début de l'ère industrielle, et plus encore depuis l'essor la physique nucléaire et des biotechnologies, la technique induit à son tour sa propre aliénation.

En fait, la technique est ambivalente, c'est-à-dire qu'elle est à la fois bonne et mauvaise. Mais attention, entendons nous bien par ce

que nous entendons par là. Je ne dis pas que la technique dépend de l'usage que nous en faisons, mais que par essence, la technique comporte de manière inséparable des effets positifs et des effets négatifs. L'exemple bien connu est celui du train : tout en permettant de transporter plus facilement, plus loin et plus rapidement des personnes et des objets (le côté positif, quoique discutable dans ces conséquences), nous avons les déraillements. Précisons que la technique ne se limite pas aux seuls objets techniques mais aussi à des méthodes et des modes de fonctionnement dont le seul but est





l'efficacité.

Aveuglés par les petits plus qu'elle nous apporte, nous ne voyons pas toujours les conséquences, directes ou indirectes, de la technique. Par exemple l'usage de l'automobile est étroitement lié à la course aux pétroles (et donc les guerres du Golfe, le maintien aux pouvoirs de certaines dictatures, etc.), au fordisme (travail à la chaîne, les 3x8, la robotisation, etc.), à la pollution (gaz d'échappement, construction d'autoroutes, bruit, etc.) et enfin aux accidents. Nous ne pouvons avoir l'automobile sans ces inconvénients. Nous devons donc nous poser la question du bien fait de certaines techniques.

Mais au delà de ces conséquences, la technique pose d'autres problèmes. En effet, comme l'explique Jacques Ellul, dans *la Technique ou l'enjeu du siècle*, la technique ne cesse de s'auto-accroître : « Les techniques se combinent entre elles et plus il y a de données techniques à combiner, plus il y a de combinaisons possibles. Ainsi, presque sans volonté délibérée, par la simple combinaison de données nouvelles, il y a des découvertes incessantes dans tous les domaines et, bien plus, des champs entiers, jusqu'alors inconnus, souvent s'ouvrent à la technique parce que plusieurs courants se rencontrent ». Or, une fois découvertes, ces nouvelles techniques vont, à court ou à long terme, être utilisées, du moins essayées, même si elles comportent plus d'inconvénients que d'avantages. Malheureusement il n'est pas possible d'oublier ces

« mauvaises » techniques, encore moins lorsque, comme pour le nucléaire, elles ont été déployées à grande échelle.

Un autre travers est la croyance que l'on peut résoudre tout problème engendré par la technique par une nouvelle technique. Or comme toute technique, elle engendrera à son tour de nouveaux inconvénients ! Cette fuite en avant ne fait qu'accélérer la spirale infernale de la croissance. Comme souvent, au lieu de s'attaquer à la racine du problème, le système technicien, nous ne nous attaquons uniquement à ses conséquences les plus visibles.

La technique induit également du pouvoir. Effectivement, à partir d'une certaine sophistication, la technique ne peut exister sans spécialistes et experts ayant fait de longues études et recherches afin d'appréhender des concepts abstraits, des phénomènes complexes ou même d'autres techniques avancées. C'est le cas par exemple de la physique relativiste, de la génétique, etc. Être spécialiste, en tant que tel, c'est-à-dire avoir des connaissances approfondies dans un domaine, ne pose pas de problèmes. Par contre lorsque l'expert devient la seule personne compétente, la seule personne qui comprend, du moins en partie, le sujet, l'expert devient alors celui qui décide : il a un pouvoir sur les autres (Bakounine, à son époque avait déjà souligné les dangers de la relation entre le pouvoir et la science). Et là, l'autogestion en prend un coup ! Bien sur, dans une

optique libertaire, nous devons construire une société dont les structures minimisent le rôle des experts. Ce ne sont pas eux qui décideront autoritairement, mais les choix que la population fera seront tout de même aiguillés par ce que les spécialistes auront expliqué. Il faut aussi en finir avec le mythe de la neutralité des experts : un expert n'a d'importance que lorsque la technique qu'il connaît est utilisée. Son rôle dans la société est donc inextricablement liée à l'importance de la technique qu'il maîtrise.

Pourquoi, alors, ne pas supprimer le rôle des experts ? Tout



simplement car on ne peut revenir en arrière. Certaines techniques ont été développées et nous devons vivre avec. Le cas du nucléaire est l'exemple le plus flagrant : nous avons produit des déchets radioactifs, et il va bien falloir les gérer. Et pour cela, il faudra bien avoir encore des experts de physique nucléaire afin de minimiser les risques. Bien évidemment, ce ne sera pas à ces experts de prendre les décisions, et la première décision à prendre en la matière, préalable à toutes réflexions sur la gestion de ces déchets, est l'arrêt immédiat du nucléaire.

Pour minimiser le rôle des experts, outre des structures antiautoritaires et autogestionnaires, nécessaires mais insuffisantes, nous devons rendre possible pour tous l'apprentissage des sciences et des techniques. Cela est également insuffisant et insatisfaisant. En effet que faire des gens qui ne veulent ou ne peuvent s'adapter aux nouvelles technologies ? Doit-on les exclure du débat sous prétexte d'ignorance ? Doit-on prendre en compte leur avis, même si cela risque d'entraîner des catastrophes ? Je pense qu'il faut surtout retourné vers des techniques plus abordables, compréhensibles par le plus grand nombre.

Nous arrivons là à un autre point clé de la critique de la technique : la perte d'autonomie. Cela peut sembler contradictoire, alors que la technique a toujours été développée dans le but d'échapper à des aliénations que nous « impose » la nature, donc dans le but de nous rendre plus autonome. La





complexification sans cesse croissante des techniques nous a fait perdre notre lien à notre environnement. Nous ne l'abordons plus que sous une vision technicienne : les distances par la vitesse des véhicules, la communication par les téléphones ou l'informatique, la production par les machines, l'énergie par le pétrole ou le nucléaire. Que ces techniques tombent en panne, et nous voilà désemparés. Cette complexité devient alors une aliénation.

Bien d'autres points seraient à aborder ici, comme par exemple les liens entre la technique, l'État et le capitalisme ou même l'uniformisation des sociétés, mais je préfère vous renvoyer aux ouvrages de Jacques Ellul, Ivan Illich et Cornélius Castoriadis pour approfondir cette introduction à une réflexion sur la technique.

On ne peut parler de la technique sans parler du Progrès et surtout de l'idéologie du Progrès. Mettons les choses au clair tout de suite. Lorsque l'on aborde ce sujet, on est vite considéré comme réactionnaire et obscurantiste. Je n'ai rien contre des progrès (quoiqu'il faut voire au cas par cas), mais je milite contre LE Progrès qui, lui, est une idéologie totalitaire qui, en nous faisant croire qu'il nous aide à nous émanciper, ne fait que nous rendre de plus en plus dépendant des technologies et des experts et nous enlève toute autonomie.

Être contre l'idéologie du progrès, c'est donc refuser la logique, ou plutôt la croyance, que toute innovation apporte un plus, qu'il y a une marche irrésistible vers un avenir meilleur. Des livres tels que *1984*, *le Meilleur des Mondes* ou *Frankenstein*, montrent bien ce que peut donner le progrès. Lutter contre cette idéologie, ce n'est pas lutter contre toutes les techniques, contre tous les progrès. C'est principalement lutter contre une logique totalitarisante, même si dans les faits, cela se fait en luttant contre certaines techniques (ogm, nucléaire, etc.) qui ont plus d'effets négatifs que positifs.

Ce n'est pas forcément réactionnaire d'être contre certaines choses, ou bien il faut redéfinir ce mot. Être contre les ogm, contre la pollution croissante, contre des armes de plus en plus meurtrières, contre... est-ce réactionnaire ? Si c'est être contre des nouveautés ou des progrès que l'on juge absurdes, dangereux ou totalitaires, alors, oui, sans hésitation, je le suis. Personnellement j'en ai une toute autre définition : refuser tout changement (pas forcément, voire même rarement technique, mais plutôt politique, sociale) qui va à l'encontre de l'intérêt des dominants. Là bien évidemment, je ne pense pas y être.

De même, peut-on parler d'obscurantisme lorsque l'on essaie de comprendre les implications de la science et des techniques dans notre vie quotidienne. Lorsque l'on refuse,



La capacité destructrice des armes est passée d'un indice pour des armes « légères » (mesurant la puissance, la mobilité, la fiabilité et le nombre de cibles potentielles) 20 (de l'antiquité jusqu'au XVIII^e siècle) à un indice 800 à la première guerre mondiale, 18 000 à la seconde guerre mondiale, et 1 500 000 aujourd'hui. Pour les armes lourdes, nous sommes passés de 230 au XVIII^e siècle, à 600 000 à la seconde guerre mondiale et 60 000 000 aujourd'hui pour un missile tactique et 240 000 000 000 pour un missile stratégique à tête nucléaire !

voire critique, les techniques qui ont tendance à nous transformer en automate, à nous ôter toute autonomie et nous rendre dépendants (d'autres techniques, de personnes, ...), lorsque l'on choisit consciemment quelles sont les techniques que nous souhaitons utiliser ?

Pour moi l'obscurantisme, ce serait celui qui refuse toutes techniques sans comprendre les raisons de son choix (mais est-ce un choix à ce moment) et surtout qui tente de les interdire de manière autoritaire. Le scientisme serait aussi pour moi une sorte d'obscurantisme scientifique qui, au contraire, accepte toutes « avancées » sans réfléchir à leurs conséquences et qui tente de les imposer.

Comme on le voit, il importe plus de lutter contre l'idéologie du Progrès, que contre la technique, qui n'est que la somme de toutes les techniques existantes. Il reste néanmoins primordial de réfléchir et de se positionner par rapport aux différentes techniques : quelles techniques voulons-nous ou quelles techniques sont compatibles avec nos idéaux antiautoritaires et

autogestionnaires. Cela implique de lutter, voire d'abandonner, certaines de ces techniques aliénantes et néfastes et de retrouver et renouer avec d'anciennes techniques soucieuses de l'homme et de son environnement, ce qu'Ivan Illich appelait des outils conviviaux : « *L'outil est convivial dans la mesure où chacun peut l'utiliser, sans difficulté, aussi souvent ou aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même.* »

Laissons donc le mot de la fin à Ivan Illich : « *La solution de la crise exige une radicale volte-face : ce n'est qu'en renversant la structure profonde qui règle le rapport de l'homme à l'outil que nous pourrions nous donner des outils justes. L'outil juste répond à trois exigences : il est générateur d'efficacité sans dégrader l'autonomie personnelle, il ne suscite ni esclaves ni maîtres, il élargit le rayon d'action personnel. L'homme a besoin d'un outil avec lequel travailler, non d'un outillage qui travaille à sa place. Il a besoin d'une technologie qui tire le meilleur parti de l'énergie et de l'imagination personnelle, non d'une technologie qui l'asservisse et le programme.* »

Gijomo



Une autre foi en crise : Le Progrès

Luce Fabbri



A la fin de ce second millénaire, dans notre monde sans cesse en évolution, il faut se recycler régulièrement et à intervalles toujours plus courts, pour ne pas se débattre inutilement dans un contexte abstrait. Si les fins et l'esprit demeurent les mêmes, le langage et les moyens, en revanche, pour avancer et se faire entendre doivent changer. Car la réalité dans laquelle nous devons évoluer et les personnes à qui nous nous adressons se trouvent dans un processus continu et accéléré de transformations successives, plus intense que jamais dans toute l'histoire.

Cela fait déjà longtemps que l'on parle d'« actualisation » de l'anarchisme et quelques tentatives ont été menées dans cette direction. Dans certains pays même, il a déjà été fait beaucoup et de manière sérieuse.

En Amérique Latine, c'est un peu différent : nous sommes prisonniers de nos gloires passées, quand La FORA argentine monopolisait le mouvement ouvrier et quand le 1^{er} mai était, dans la conscience de tous, la commémoration douloureuse et enthousiaste de la mort des « martyrs de Chicago », avant qu'il ne se transforme en une journée routinière de congé et un meeting.

Il ne s'agit pas de rénovations totales, car nous n'en avons pas besoin. Il s'agit d'observer sans a priori la réalité, pour mesurer les dangers et les possibilités et découvrir de nouveaux chemins. Il y a des mots, que la gauche utilise toujours régulièrement, mais qui, aujourd'hui, sont en crise tout comme les concepts leur correspondant. Parmi ces concepts, le plus important, parce que nous sommes habitués à voir en lui l'un des axes autour duquel s'articule l'espoir, est sûrement celui de « progrès ».

Pour le moins depuis deux siècles, je dirais à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'époque des Lumières, il existe une sorte d'accord général sur la signification et la portée de ce mot. L'espèce humaine – pensait-on alors – grâce à la raison et, en particulier, à une de ses applications, la science, dont les connaissances sont cumulatives, améliore indéfiniment, à

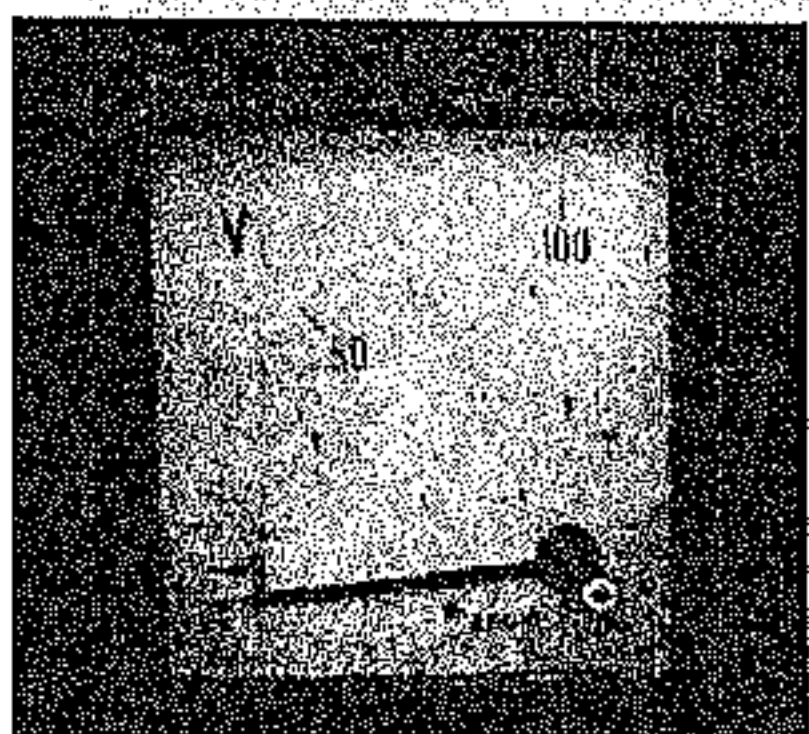
travers le temps, sa compréhension du monde et ses conditions matérielles de vie, en soumettant toujours plus les forces de la nature et en les transformant en instruments à son service. Il y en a bien quelques-uns qui ont signalé « les dangers du progrès », mais sur la nature même du progrès, sur son aspect positif et sa continuité comme caractéristique de la civilisation, le consensus était général.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'opinion générale considérait aussi que la société s'acheminait vers des formes démocratiques toujours plus avancées. Le mot « progressiste » est devenu synonyme de « militant de gauche », en opposition à « réactionnaire ».

En réalité, depuis peu de temps, un ensemble de transformations dans le monde qui nous entoure nous oblige à nous interroger sur la notion de progrès et à définir quels changements constituent un progrès et quels autres non.

Et, bien évidemment, ce qui se révèle être un progrès pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres.

La fracture est apparue dans nos relations avec la nature et se révèle être particulièrement grave. Dans son enfance, l'humanité, pauvre rassemblement de faibles créatures, avait dû lutter contre la nature pour survivre, et grâce à son intelligence,



était parvenu à la dominer. C'était l'orgueil du début de ce XX^e siècle moribond. La droite et la

gauche élevaient des hymnes à la science qui avait rendu possible ce miracle.

Aujourd'hui, l'enthousiasme est retombé. Certaines de ses prétendues avancées sont à l'origine de tels reculs et certaines autres présentent de tels dangers, qu'elles effacent complètement l'idée, auparavant monolithique, de progrès, liée à l'accumulation continue des connaissances.

Le choc produit chez les scientifiques par l'explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima, à la fin de la seconde guerre mondiale, fut tel, que l'un d'eux, le mathématicien Beppo Levi, alla jusqu'à proposer la fermeture, durant un demi-siècle, de tous les laboratoires de recherche scientifique.

Naturellement, les laboratoires ne furent pas fermés et, aujourd'hui, tous les États veulent posséder leur réserve de bombes atomiques, ou tout du moins, avoir la possibilité de les fabriquer en cas de nécessité, et les grandes puissances poursuivent le perfectionnement, à travers de dangereuses expérimentations, de leur pouvoir de destruction, pendant que les déchets s'accumulent, menaçant la vie de nos petits-enfants.

Le néolibéralisme économique tout-puissant recherche la « rentabilité » immédiate du capital et considère comme progrès tout ce qui peut augmenter le profit. Le marché, de par sa nature, ne se préoccupe pas de ce qui peut arriver demain, en effet, il n'a pas d'enfants.

Dans ces conditions, il semble indispensable de maintenir la recherche





scientifique le plus éloigné possible du marché, ce qui est très difficile, car il s'agit d'activités extrêmement coûteuses ; ainsi les Universités (dont l'indépendance est techniquement possible) n'ont pas les moyens suffisants, alors que l'État – qui lui non plus n'a pas d'enfants – ne finance sérieusement que les recherches liées à l'armement (La fission nucléaire fut permise pendant et grâce à la guerre. Les canons – disait Hitler – sont plus important que le beurre).

Au début du siècle, les anarchistes partageaient cet enthousiasme général pour la science. Kropotkine soutenait, dans son livre *La science moderne et l'Anarchie*, que l'aspiration à une société organisée d'en bas, sans autorité, et basée sur la solidarité n'était que le reflet de l'harmonie spontanée qui règne dans la nature, harmonie que la science reconnaît et étudie.

Contre cet optimisme, qui était celui de l'époque, s'éleva la voix de Malatesta, qui affirmait que cette aspiration ne provient pas de faits scientifiquement prouvés, mais de la volonté de l'être humain, poussé par l'amour des autres et le besoin de liberté. Tout progrès dans ce sens est donc le résultat, non d'un ordre naturel, mais de l'activité consciente et responsable, et il peut être suivi d'un recul, si une volonté contraire l'emporte.

Le progrès n'est donc pas quelque chose qui existe indépendamment de nous, mais quelque chose qui existe si, jour après jour, nous le construisons. Ce réalisme, apparemment simpliste, mais qui rend

à l'espèce humaine la dignité d'être le propre acteur de son histoire, nous permet aujourd'hui, à nous les anarchistes, d'affronter dans de meilleures conditions la crise que traverse actuellement toute doctrine « scientifique » et l'idée même de progrès, exploitée si abondamment par la rhétorique de la gauche.

Mais il est nécessaire également pour nous de prendre conscience de cette crise, produit de la séparation entre « connaissance » et « progrès », pour surveiller notre discours et affiner notre esprit critique, évitant ainsi autant la tentation d'une idéalisation de la vie primitive, que l'exaltation facile, confuse et habituelle des formidables avancées scientifiques et de leurs applications techniques propres.

Luce Fabbri

(Traduction de l'espagnol :

Thierry Libertad)

Luce Fabbri (1908-2000) est la fille de l'anarchiste italien Luigi Fabbri. Exilée en Uruguay où elle fut le fascisme, elle devient professeur de littérature à l'université de Montevideo. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages (sur Machiavel, Elisée Reclus...), brochures, articles (sur l'anarchisme, le fascisme...). Cet article fut initialement publié dans *Opción Libertaria*, Montevideo, n° 26, septembre 1996. La traduction se base sur le texte reproduit dans l'ouvrage Luce Fabbri, *La libertad entre la Historia y la utopía*, édition à la charge de Sonya Torres Planells et Antonia Fontanillas Borrás (que je remercie au passage), 1998, 145 p.

T.T.

L'informatique : une impasse ?

L'informatique nous est souvent présentée comme un outil nous facilitant la vie, un outil d'échange d'information (plus vite, avec plus de personnes et en plus grande quantité) voire comme un divertissement. Ceci a permis à l'informatique d'entrer dans presque tous les domaines de nos vies.

Durant tout le cycle de vie d'un ordinateur, de sa production à la décharge, la réalité est moins « rose ». En effet, posons-nous la question de savoir qui a produit et qui « recycle » tous ces ordinateurs (et les logiciels qui vont avec), dans quelles conditions de travail (rythmes effrénés, conditions sanitaires dues à l'utilisation de produits chimiques toxiques : entre 500 et 1000 produits chimiques entrent dans la composition d'un processeur, certains sont connus pour leurs propriétés cancérogènes, tel l'arsenic qui améliore le transport des informations électriques, etc.). La plupart du temps, les composants électroniques ont été fabriqués dans les pays du tiers monde, dans de très mauvaises conditions de travail. On peut aussi réfléchir sur les personnes qui financent la recherche et la production informatique : très souvent ce sont les militaires ou de grandes multinationales, et on peut se douter



que dans ces cas là, ce n'est pas par philanthropisme !

L'impact écologique est lui aussi non négligeable. Cet impact ne se limite pas seulement à la production de l'ordinateur. Outre la pollution et le pillage des ressources naturelles lors de la construction d'ordinateur (d'après un rapport de l'ONU, il est nécessaire d'utiliser 240 kg de carburants fossiles, 22 kg de produits chimiques et 1 500 litres d'eau, soit, proportionnellement, plus que pour la production d'une voiture, pour obtenir un PC standard), il faut aussi ajouter toute l'infrastructure mise en place pour la distribution d'énergie et pour la communication. Il existe également une pollution dite « électromagnétique » due aux rayonnements d'ondes émis par les

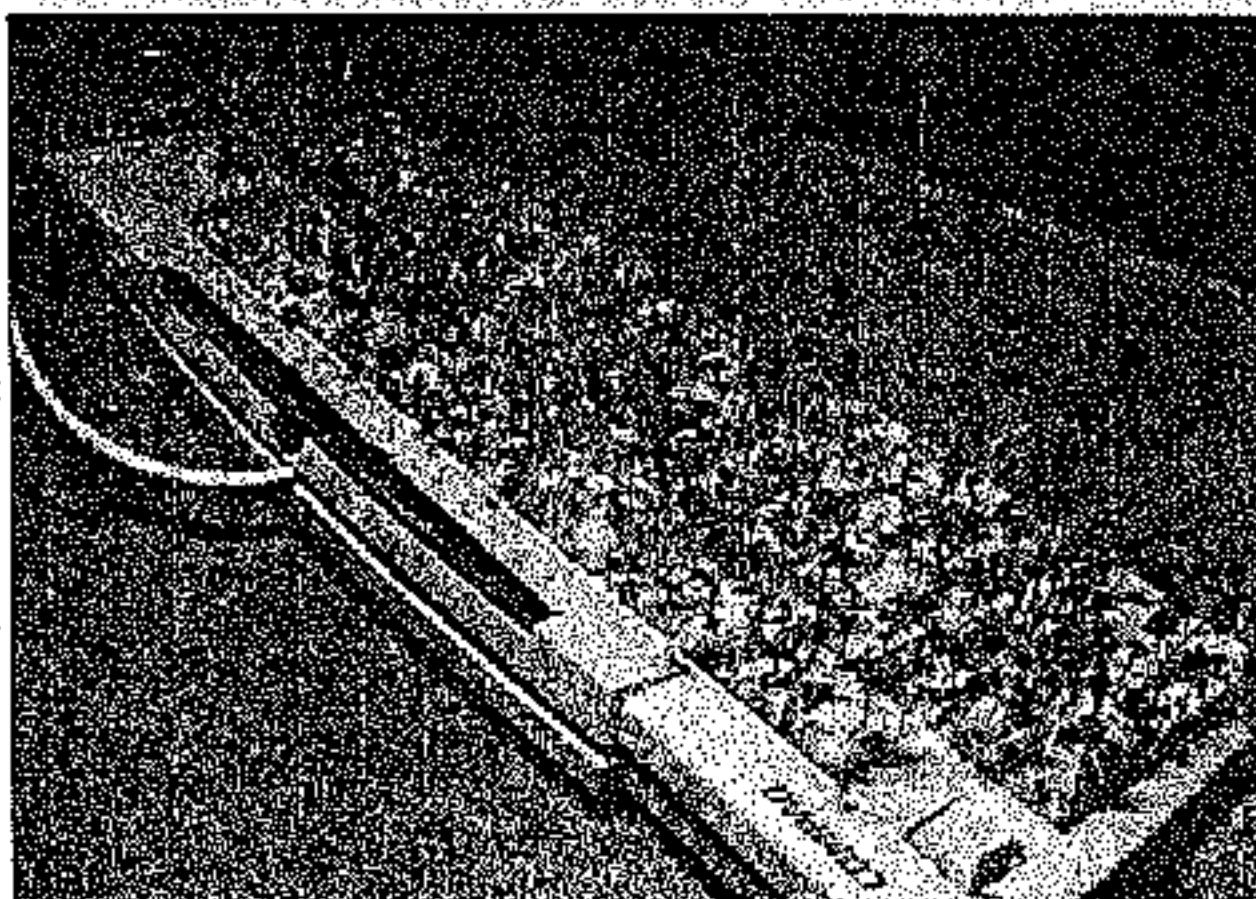




ordinateurs (surtout pour les écrans cathodiques) ayant des conséquences sur la santé. Enfin, même à la fin du cycle de vie de l'ordinateur, celui-ci pollue encore du fait qu'une partie de ces composants n'est pas recyclable de manière écologique : les pays en voie de développement qui recyclent les ordinateurs utilisent des bains d'acide. On connaît aussi les effets des métaux lourds (cadmium, plomb, mercure, etc.) contenus dans les écrans, qui posent également problème lorsque les ordinateurs sont jetés en décharge ou laissés à l'abandon.

Le cycle effréné d'amélioration des machines, qui doivent toujours aller plus vite (mais pourquoi ?), stocker plus d'information... ne fait qu'accélérer ce problème : en trois ans, un ordinateur n'est déjà plus performant et la plupart des nouveaux logiciels ne tourne plus, ou mal, dessus. Cela force les utilisateurs à changer régulièrement d'équipement et donc à polluer.

Au delà de ces deux problèmes, il existe aussi celui de la technique. L'informatique est un domaine - en fait elle représente même plusieurs domaines - extrêmement spécialisé où les « techniciens » ont un réel pouvoir sur les utilisateurs lambda. Qui, n'ayant ni le temps ni l'envie de « regarder » sous le capot, ne s'est pas retrouvé pieds et mains liés devant le bon vouloir d'un service après-vente ou d'une hotline ? L'entrée de l'informatique dans notre vie quotidienne et l'habitude de la « facilité » informatique nous rendent démunis lorsque les ordinateurs nous « lâchent ». Nous perdons notre



autonomie face au monde qui nous entoure, car de plus en plus la technique devient l'interface obligatoire entre le monde et nous.

Et tout cela pour quoi ? Si on regarde d'un peu plus près l'utilisation de l'informatique, on s'aperçoit vite qu'elle est principalement utilisée dans les domaines militaires, de la communication (mais laquelle ?), financiers et marketing, du contrôle social (pas seulement avec des lois sécuritaires mais aussi, par exemple, par le contrôle informatisé d'une chaîne de production), des divertissements-abrutissements véhiculant en général des valeurs de violence, de compétition et de sexisme.

L'avènement d'Internet a été présenté comme un grand pas vers la communication et l'abolition des frontières. Nous serions tous membres d'une grande communauté mondiale. Pourtant dès l'origine, ce projet était piloté par l'armée américaine. Désormais Internet est au main de fondations composées de grandes corporations. Si Internet est une grande communauté, elle est principalement une grande communauté de consommation ! La pub « fleurit » sur la grande majorité des pages et nos

mails sont pourris par les spams. De plus, les frontières que l'on disait abolies sont encore là. Peut-être plus sous une forme physique, géographique, mais au moins économique. En France, moins d'un foyer sur deux est équipé en micro-informatique (40% en 2003). Sur ces personnes, 28% ne sont pas connectées au net. On compte également plus de 50% de la population française qui ne s'y serait jamais connectée. Et nous ne parlons même pas des pays en voie de « développement » ! Même si ces chiffres tendent à diminuer, on ne peut que constater que ce réseau n'est pas si mondial qu'ils le prétendent. Même si ce n'est pas forcément du qu'à des problèmes économiques, on ne peut que constater que ce sont dans les pays les plus riches que les taux d'équipement et de connexions sont les plus grands.



On voit bien également que la soi-disante gratuité d'Internet est aussi un leurre : il faut payer pour s'équiper, puis payer un fournisseur d'accès, et encore payer pour avoir accès à d'autres services (ou accepter la publicité). Il en va de même pour le libre échange de l'information, même si nous ne le voyons pas forcément, il existe tout un contrôle des échanges de données. Le réseau Échelon, les récentes lois sécuritaires (LEN, LSI, LSQ), les dernières arrestations pour téléchargement illégaux le rendent de plus en plus criant.

Bien que ce bilan soit relativement sombre, on peut avoir l'impression que l'informatique est nuisible et qu'il serait souhaitable de l'abandonner, du moins l'informatique telle que nous la connaissons. Cela est peut-être vrai, mais le problème est bien plus complexe. En effet peut-on laisser cette technique à nos seuls « ennemis », qui eux continueront à l'utiliser pour nous dominer et nous exploiter ? Est-ce que l'informatique peut-être « réformée » ou « révolutionnée » ? Comment l'informatique pourrait exister dans une société libertaire et de décroissance ?

Une première lueur d'espoir vient du monde des logiciels libres. Rappelons que les logiciels libres (dont les plus connus sont le système d'exploitation GNU/Linux, la suite office OpenOffice.Org, le logiciel de dessin Gimp et le navigateur Internet Mozilla) sont des logiciels disposant d'une licence d'utilisation (en général la GPL : General Public Licence) qui garantit quatre « libertés » : liberté d'exécuter, d'étudier (ce qui impose de





distribuer le code source avec le logiciel), de modifier et de redistribuer ce logiciel. La gratuité ne sera qu'une conséquence de ces libertés et non l'un des objectifs des logiciels libres. Pour que ces libertés soient réelles, elles doivent être irrévocables. Le monde du logiciel libre est extrêmement varié et pas forcément (voire rarement) politisé. Bien que leur but n'est pas l'abolition du capitalisme, il se trouve que le mode de conception de ces logiciels, de par la licence, ne se situe plus sur la compétition mais sur la collaboration et l'aide entre utilisateurs. Malheureusement les logiciels libres restent souvent liés à l'Etat (par le biais soit de subventions soit par la collaboration d'universitaires qui peuvent développer, ou aider au développement, dans le cadre de leur travail) et aux entreprises commerciales (soit par des subventions de grandes entreprises dans une logique de guerre commerciale, soit par le développement de logiciels libres dans l'optique de vendre des prestations de service associées à ces logiciels). Les logiciels libres sont, au niveau informatique, le mouvement le plus proche des anarchistes, mais leur non-remise en cause du capitalisme ni même de la surproduction montrent les limites de cette voie.

Un second espoir serait la mise en place d'une récupération et d'une mise en commun de vieux ordinateurs. Le but est triple : tout

d'abord permettre de réduire les inégalités économiques à l'accès pour tous à l'informatique, ensuite de rompre le cycle de la consommation effrénée, et enfin de lutter contre la pollution. Toutefois, la récupération ne prend place que dans des sociétés de surconsommation. Ce n'est pas à proprement parler une solution, du moins d'un point de vue radical, mais plutôt une régulation. Cette « solution » reste de l'ordre du développement durable, et d'autres propositions devront être trouvées dans une optique de décroissance.

Enfin, une dernière perspective est celle des médias alternatifs, via Internet, comme moyen de propagation et d'explication de nos idées et de nos actions. Encore une fois, les limites de cette solution apparaissent vite : quelles informations veut-on publier (trop d'information ne tue-t-elle pas l'information ?), est-ce que le temps passé à s'informer (et à informer), à analyser et à vérifier, nous laisse le temps pour agir ?

Ces solutions restent tout de même des solutions par défaut. Elles ne s'attaquent pas réellement à la racine du problème, mais plutôt à ses conséquences. Mais existe-t-il vraiment une solution ?

Gijomo

Il est nécessaire d'utiliser 240 kg de carburants fossiles, 22 kg de produits chimiques et 1 500 litres d'eau, soit, proportionnellement, plus que pour la production d'une voiture, pour obtenir un PC standard.

Paroles Anarchistes

« A peine les chemins de fer inventés Je Me sens à nouveau infirme parce que Je ne peux, comme l'oiseau, fendre les airs ; à peine résolu un problème dont l'obscurité tourmentait Mon esprit, et une infinité d'autres M'attendent déjà, dont l'incompréhension entrave Mon progrès, assombrissant Mon libre regard et Me rendant douloureusement sensibles les limites de Ma liberté ».

Max Stirner

« La pauvreté est décente ; ses habits ne sont pas troués comme le manteau du cynique ; son habitation est propre, salubre et close ; elle change de linge une fois au moins par semaine ; elle n'est ni pâle, ni affamée. Comme les compagnons de Daniel, elle rayonne de santé en mangeant ses légumes ; elle a le pain quotidien, elle est heureuse ».

Pierre-Joseph Proudhon

« La science est [...] l'immolation perpétuelle de la vie, fugitive, passagère, mais réelle, sur l'autel des abstractions éternelles ».

Michel Bakounine

« Avec la techno-science, l'homme moderne croit s'être donné la maîtrise. En réalité, s'il exerce un nombre grandissant de "maîtrises" ponctuelles, il est moins puissant que jamais devant la totalité des effets de ses actions, précisément parce que celles-ci se sont tellement multipliées, et parce qu'elles atteignent des strates de l'étant physique et biologique sur lesquelles il ne sait rien ».

Cornélius Castoriadis

« Pour qu'il y ait liberté, il faut la destruction radicale de l'État bureaucratique et centraliseur, le refus de toute technique de puissance, refus de la croissance économique, refus de l'expansion, refus de l'instrumentalité généralisée ».

Jacques Ellul

« La productivité se conjugue en terme d'avoir, la convivialité en terme d'être. »

Ivan Illich

Sur la décroissance





Énergie, mon amour !

L'énergie est une notion très employée et qui se retrouve partout, mais qu'est-ce que l'énergie ? C'est une chose immatérielle difficile à définir et la plupart des personnes seraient bien incapable de donner un début de signification à ce mot. Pourtant l'énergie, bien que métaphysique, est un des nombreux moyens d'oppression utilisés par les classes dominantes et, utilisé comme tel, sa production devient un réel danger écologique.

La production d'énergie (sous forme électrique essentiellement mais aussi sous forme de carburants ou autres) est organisée de façon totalement centralisée. Cela n'est pas dû au hasard, ainsi la structure devient totalement opaque, et l'on ignore les conditions de travail à l'intérieur des centrales ou autres, la façon dont est produite l'énergie, la quantité produite, la quantité vendue, le devenir de l'excédent, à qui profite la vente d'énergie...etc. La centralisation est un moyen complètement aliénant et dangereux de produire de l'énergie car sa concentration en un point augmente les risques d'accident et leur intensité. De plus les moyens de production de l'énergie ne sont décidés que par une infime partie de la population (cf : la mise en place d'EPR en France, le

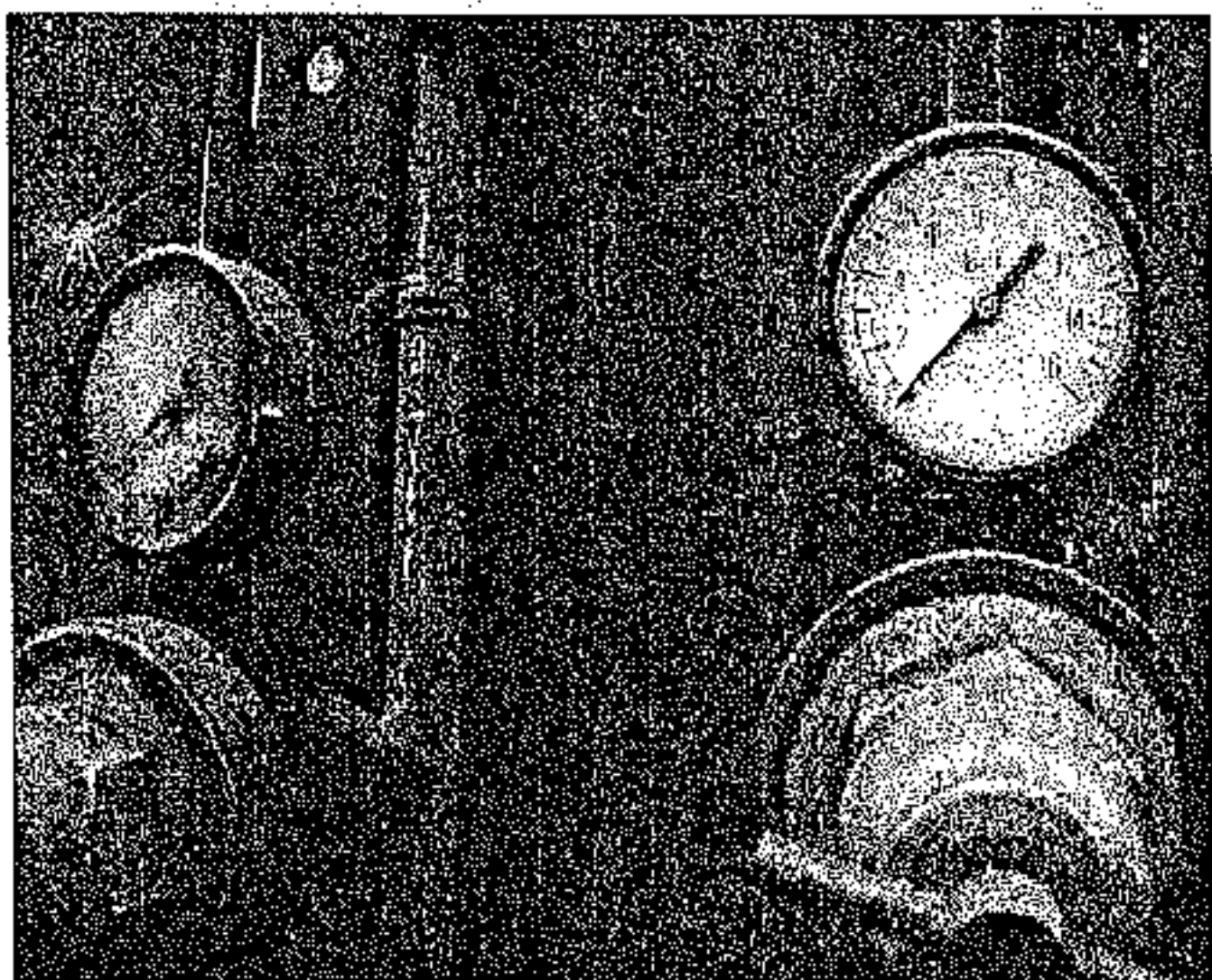
projet ITER,...etc.) alors que les conséquences ont un effet direct et important sur l'humanité et sur l'environnement, renforçant ainsi l'aveuglement de la population. « Obscurantisme et dictature » sont les maîtres mots de nos dirigeants qui, sacralisant le pouvoir et le profit, trouvent dans cette façon de produire de l'énergie un moyen d'aliéner et d'assouvir les peuples !

Alors que faire ? Si la doctrine du développement (durable ou pas) demeure, il faudra une production de plus en plus importante d'énergie, et donc, il faudra nécessairement utiliser des centrales nucléaires ou de grosses structures qui ne peuvent être gérées que de façon centralisée. Et comme le nucléaire ne peut être une source fiable et durable de production d'énergie et que sa production effrénée, par n'importe quel moyen que ce soit, ne peut mener qu'à une aggravation de l'empreinte écologique (car demandant d'exploiter de plus en plus les entrailles de la terre), l'impasse sera inévitable et l'oppression de la population continuera.



En 2000, la quantité totale mondiale accumulée de combustible nucléaire usage était de 220 000 tonnes, et elle croît d'environ 10 000 tonnes chaque année.

C'est pourquoi la seule solution est de décroître énergiquement. Cela permettrait non seulement d'utiliser des énergies moins polluantes mais en plus donnerait l'occasion à chacun, dans chaque foyer, de produire sa propre énergie. Rétablissant ainsi une véritable gestion énergétique par les personnes concernées et non plus par un groupe de personne qui, du coup s'en servent comme moyen de domination.



Alors qu'il est possible de produire de l'énergie en utilisant des petites structures qui peuvent être géré par les usagés eux-mêmes. En voici quelques exemples ; pour chauffer son habitat : on peut utiliser la géothermie, utiliser des matériaux mieux appropriés (pour isoler, réguler la température,...etc.) ainsi on minimise le besoin en gaz, électricité

ou autres ; pour produire de l'électricité : on peut utiliser des éoliennes, des panneaux solaires, des structures hydrauliques,...etc. ; pour faire fonctionner son véhicule : on peut utiliser des moteur à biocarburants ou mieux des moteurs Pantone qui utilisent un mélange de 75% d'eau et 25% de carburant fossile (par exemple l'huile de colza que toute personne peut produire), des moteurs à gaz naturel (qui ne sont disponibles que pour les bus parce que les multinationales, possédant les brevets, ne veulent pas les installer sur les voitures risquant de perdre le marché du pétrole), ,...etc. Cette liste non exhaustive prouve bien que si l'on produit et consomme moins d'énergie, il est possible de préserver au maximum la planète sans perdre le confort nécessaire à chaque être humain.

« Répartition et autogestion » sont les maîtres mots de ceux qui ne veulent plus de maîtres, de ceux qui prône la liberté et la solidarité afin de construire un monde plus sain sans oppression ni pouvoir !

Radis



Il resterait 40 ans de réserves de pétrole, 70 ans de Gaz et 55 ans d'uranium.



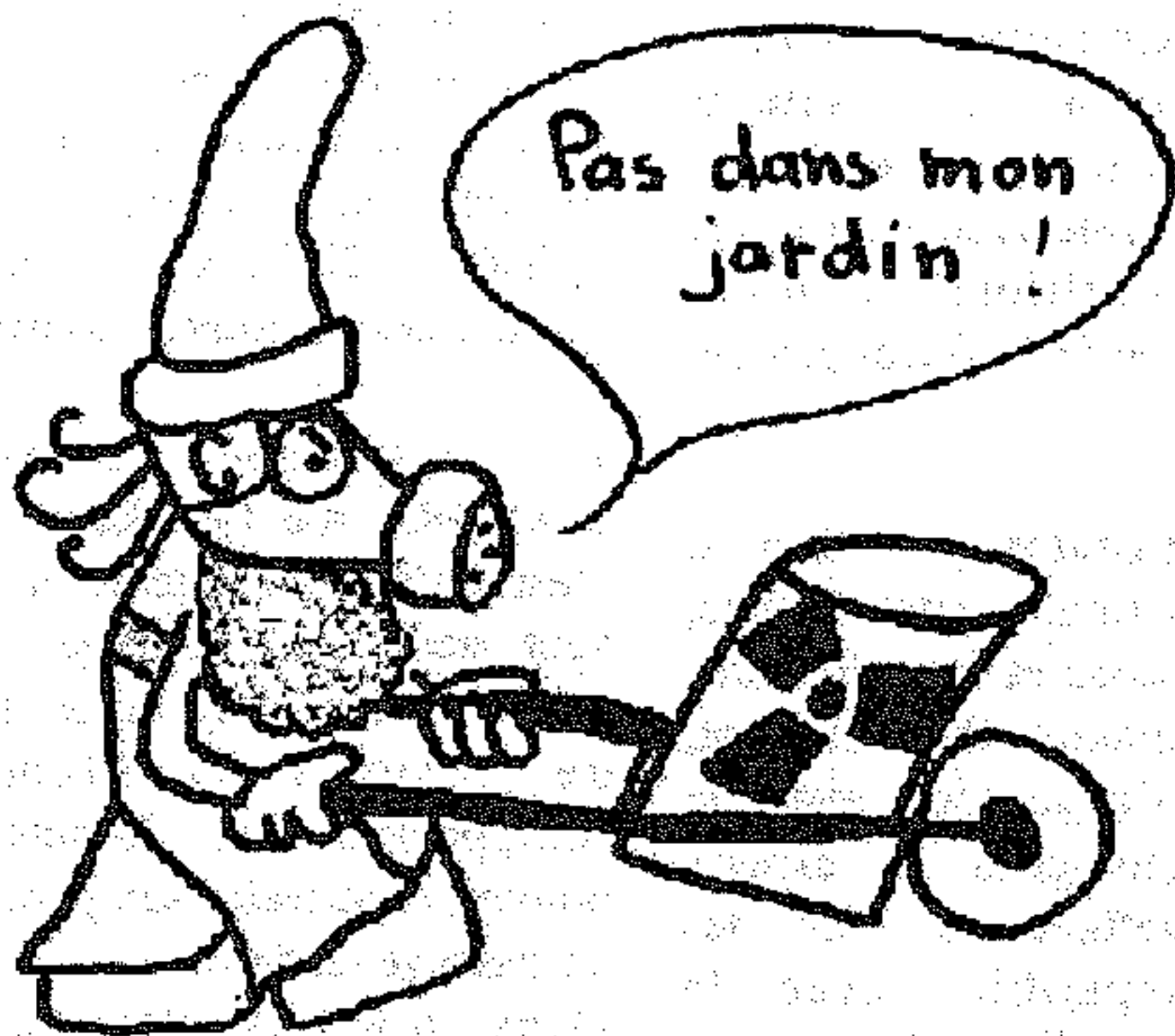
Développement durable ou décroissance ?

Politiques de croissance	Politiques de développement durable	Politiques de décroissance
Consommer des voitures pour donner du travail à l'industrie automobile	Subventionner des pots catalytiques, recycler un peu les déchets de la production automobiles (15 tonnes par voiture)	Favoriser les transports en commun. Et les plans de partage des véhicules (covoiturage, copropriété des voitures)
Construire des routes pour donner du travail aux entreprises de travaux publics	Favoriser le ferroutage (pour pouvoir continuer d'augmenter le trafic)	Favoriser la production et la consommation locale. Taxer lourdement les transports
Les français ont le moral donc ils consomment	Les français ont une conscience écologique donc ils consomment vert	Les français sont joyeux et s'en foutent d'avoir des voitures ou quoi que ce soit pourvu qu'on soit ensemble et qu'on rigole
Donner une prime aux chômeurs pour relancer la consommation des ménages	Faire travailler les RMIstes à ramasser les poubelles et les crottes de chien	Donner de la terre/un logement à tout le monde pour gagner plus d'autonomie
Fabriquer des objets fragiles et irréparables pour qu'on revienne vite en acheter	Fabriquer des gadgets "nature", faire du business avec du bio	Fabriquer uniquement des objets utiles, solides et réparables pour qu'ils servent longtemps
Être malade pour donner du travail à l'industrie pharmaceutique	Être malade pour donner du travail à l'industrie pharmaceutique, en plus consommer des médecines douces	Adopter une hygiène de vie en accord avec ses idées. Se débarrasser des trucs toxiques
Faire la guerre pour faire tourner l'industrie de l'armement	Faire la guerre pour faire tourner l'industrie de l'armement	Juger les marchands de canons dans des tribunaux de guerre, démanteler les usines nocives
Polluer et s'en foutre	Polluer pour donner du travail aux dépollueurs	Éliminer la pollution à la source, fermer l'usine s'il le faut

Bure Zone Libre

Une maison de résistance à la poubelle Nucléaire en Lorraine/Champagne

LES DÉCHETS NUCLÉAIRES



"Ni sur ma planète"

Nous appelons tous ceux qui se sentent concernés par le sort de cette région, de ses habitants et de leurs descendants à nous rejoindre en apportant leur pierre à l'édifice : les militants d'ici ou d'ailleurs qui pensent solidairement : « tous terriens, tous buriens »





1. Problématique locale

- **Le cadeau empoisonné :** En 1993 l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) décide « d'offrir » un laboratoire de recherche aux Lorrains et Champagne Ardennais. Il s'agit en réalité d'un prétexte servant à imposer aux deux régions l'enfouissement des déchets hautement radioactifs (à vie longue) en couches géologiques profondes, à - 500 m.

Le site s'implante rapidement à Bure, entre la Meuse et la Haute-Marne sans que les populations soient informées ou consultées, mais avec tout de même l'accord des Conseils Généraux concernés qui ouvrent ainsi la porte de leurs départements respectifs au pseudo labo en même temps qu'à une manne de 9 millions d'euros/an distribuée par le GIP. (Groupement d'Intérêt Public)

- **La réalité géologique :** Depuis, le chantier accumule contretemps, difficultés techniques et inconformités dans tous les domaines. Parallèlement, les opposants s'organisent avec le concours de géologues et experts indépendants mettant au jour des données incompatibles avec la dangerosité des matières destinées à l'enfouissement. Le fameux « coffre fort » d'argile s'avère après études truffé de failles, il est situé dans une zone fortement sismique susceptible d'augmenter constamment les fractures du sous sol. Les infiltrations (10l/mn dans le puits principal) peuvent alors par le jeu des failles constituer des voies de migration privilégiées pour les

radio éléments tant en direction des nappes phréatiques que des aquifères locaux. Le creusement s'opère qui plus est à l'aplomb d'un gisement géothermique potentiel dont il condamnerait la future exploitation au mépris de la « Règle Fondamentale de Sécurité » du 10/07/91.

- **La zone de transposition :** Les explosions dues au forage ayant endommagé la qualité des roches, le chantier se prépare à déménager dans « un triangle de transposition » situé au nord-est des puits actuels pour y établir le véritable centre d'enfouissement. Les ingénieurs ne prennent pas la peine d'expliquer comment le nouveau forage pourra lui, éviter d'endommager le terrain, ni comment les très courtes expériences réalisées à 20 Kms de là pourront être extrapolées au nouvel environnement.

- **L'impasse du nucléaire :** L'ANDRA nie l'évidence, s'obstine : c'est qu'aucune région en France ne veut accepter l'héritage maudit des centrales. Le lobby nucléaire contraint de trouver rapidement une échappatoire aux déchets s'il veut pouvoir renouveler son parc doit opérer un passage en force.

Dans d'autres départements (la Mayenne, le Cantal), de fortes mobilisations ont permis d'empêcher l'implantation de sites équivalents. Notre refus doit être unanime face à l'enfouissement, il s'agit là d'une étape décisive vers la sortie du nucléaire.

- **Aujourd'hui, l'urgence :** En juin 2004, les expériences scientifiques

« in situ » n'avaient pas encore commencé que la CNE (Commission Nationale d'Evaluation rebaptisée « Commission Nationale d'Enfouissement ») rendait un rapport annuel ambigu et contradictoire concluant prématurément que Bure pouvait être qualifié comme site d'enfouissement.

C'est après quelques mois de recherche seulement (censés anticiper une évolution géologique de plusieurs milliers d'années) fin 2005 que les scientifiques rendront leur rapport définitif aux Parlementaires. Ceux ci devront se prononcer dans l'urgence et soumis à la pression d'un lobby tout puissant habitué à dicter ses lois aux politiques.

En cela, Bure est une exception européenne et même mondiale : nulle part ailleurs l'obscur besoin de fossoyeur du nucléaire n'aura été accomplie si promptement et en dépit des précautions élémentaires.

En 2004, les députés locaux réagissent enfin... en demandant une compensation financière réévaluée : c'est ce qui s'appelle vendre sa terre, mais aussi les êtres humains qui sont dessus.



BURE STOP

2. Historique du projet : une forte dynamique

- 14 décembre 2003 : Une réunion dans le village de Bure rassemble 60 personnes issues d'associations locales et étrangères qui confirment la nécessité d'établir un lieu de résistance face au chantier de l'Andra. Les grandes orientations du projet sont décidées communément.

- 31 janvier/1^{er} février 2004 : Présenté à l'Assemblée Générale du Réseau Sortir du Nucléaire, le projet est bien accueilli. L'AG vote le parrainage officiel du Réseau à la maison de Bure et un don de 2000 euros destinés à l'achat d'un terrain, sous condition qu'une association soit créée.

- 22 février 2004 : L'Association « Bure Zone Libre » voit le jour suite à une réunion stratégique des collectifs BureStop, elle s'inscrit dans les objectifs et dans l'esprit des opposants à l'enfouissement. Les trois fondateurs et premiers membres du bureau sont Franco-Allemands.

- 3 et 4 avril 2004 : L'association se présente à l'Assemblée Générale de la Coordination Nationale des Collectifs dans l'Orne. L'approbation est quasi-unanime et le parrainage de Bure Zone Libre est voté.

- 25 au 29 août 2004 : 1^{re} assemblée générale de l'association et 1^{re} action médiatique le dimanche 29 août sur le rond point devant le chantier.

- 13 novembre 2004 : Bure Zone Libre rencontre la Coordination Nationale des Elus Opposés à l'Enfouissement lors de son assemblée générale en Meuse.

Le parrainage de BZL est





unanimentement accepté. La coopération se renforce entre élus et citoyens.

-23 novembre 2004 : Les opposants acquièrent une ferme de près de 600 m² assortie d'un terrain d'1/4 d'hectare à Bure même, face au bureau du CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi). Les travaux commencent presque immédiatement avec quelques volontaires.

-5 décembre 2004 : L'annonce officielle est faite devant la presse locale en compagnie des collectifs locaux. Un appel à bénévoles, dons et matériaux de construction est lancé pour permettre la restauration et le remboursement du prêt.

-8 et 9 janvier 2005 : Bure Zone Libre s'associe avec le Réseau Sortir Du Nucléaire pour créer une SCI (Société Civile Immobilière) chargée d'assurer la gestion financière de la maison.

Des professionnels du bâtiment et des énergies renouvelables s'engagent bénévolement à nos côtés dans la rénovation du lieu.

3. Pourquoi une maison à Bure ?

- **Une résistance indéracinable :**

Après des années d'opposition, nous sommes désormais installés face au chantier, notre présence permanente témoigne de notre ténacité. C'est le premier pas symbolique vers une réappropriation citoyenne de ces terres.

- **Un site stratégique :**

C'est ici en grande partie que se joue

l'avenir de la filière nucléaire. De l'aveu même du député Christian Bataille (grand défenseur de cette industrie et auteur de la loi de 1991 sur les déchets radioactifs) : " Il n'y aura pas de relance du nucléaire, si le problème des déchets n'est pas résolu " Cette maison permettra d'attirer en permanence l'attention de la presse et du public sur une zone qui risque de devenir un jour l'oubliette radioactive du pays.

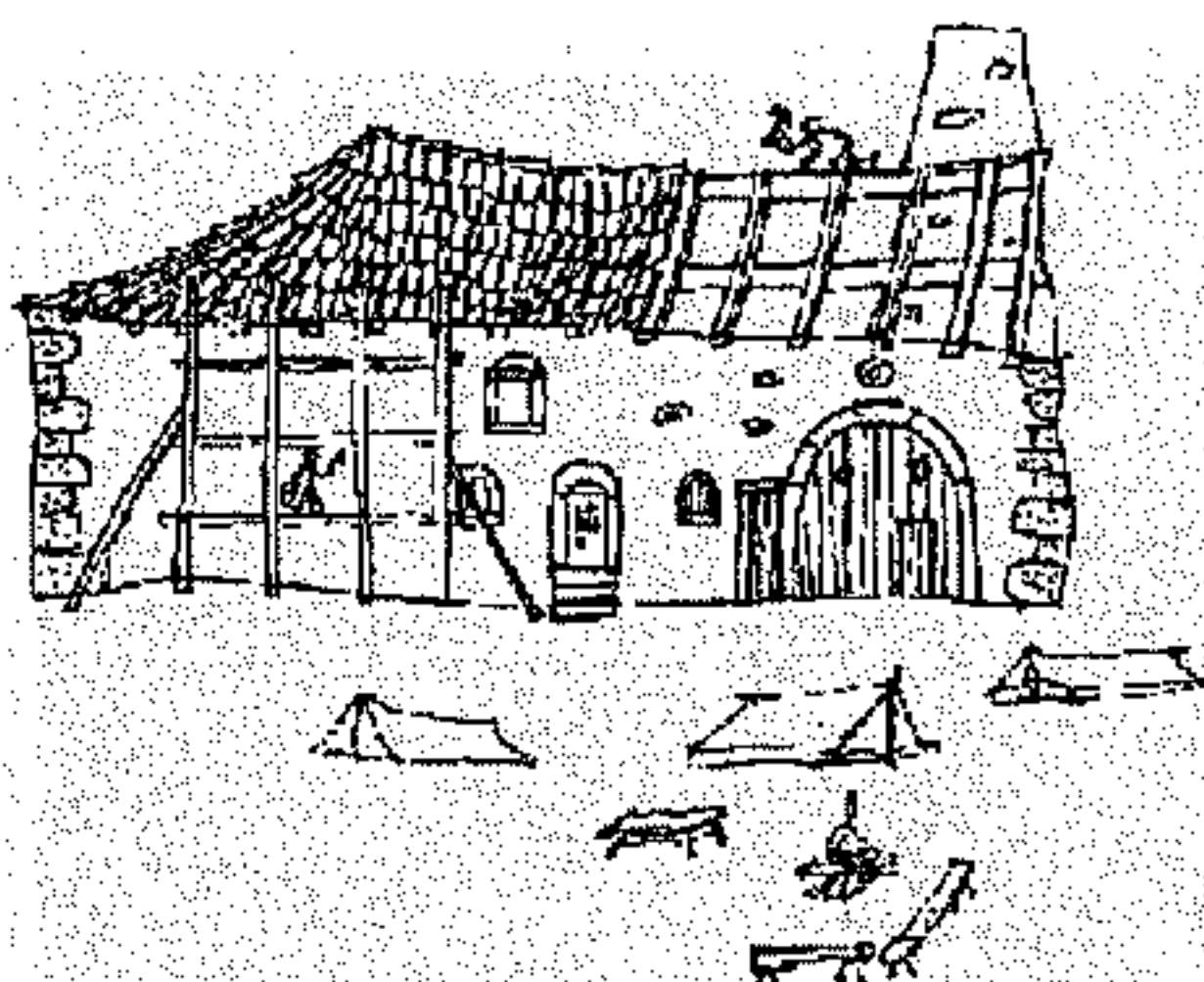
Il s'agit d'une région trop peu peuplée et isolée pour réagir fortement et ces conditions socio démographiques ont été bien plus déterminantes dans le choix du site que les qualités géologiques du sous-sol.

La maison formera un point d'ancrage local pour aller à la rencontre des habitants et se mettre à leur diapason.

- **Objectifs :**

Devenir un outil d'information et de communication : Situé à côté du bureau du CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi) notre espace d'accueil offrira une information indépendante permettant de contrer la propagande de l'ANDRA à sa source. Tables de presse avec documents multimédias, livres et panneaux d'exposition seront quotidiennement à disposition du public. Nous persisterons à démontrer qu'il n'existe aucune solution au problème des déchets

Renforcer la mobilisation : Dès 2005, nous devons être forts et unis pour peser sur la décision des parlementaires et barrer massivement la route à



l'enfouissement. Cette maison a pour but de renforcer la dynamique militante autour de Bure en y attirant de nouvelles personnes et en leur permettant de s'impliquer plus durablement.

Les collectifs y trouveront un lieu de réunion, d'expression, d'échanges et une base pour toutes leurs actions locales.

Développer les énergies renouvelables comme alternative au nucléaire : La maison offrira des solutions concrètes basées sur les économies d'énergies et sur une production propre et autonome.

L'alternative énergétique remet en cause concrètement la pollution irréversible causée par le nucléaire, elle étaye par la démonstration le discours des opposants en le prolongeant dans le domaine de la pédagogie.

Internationaliser la lutte : 40% des Européens refusent qu'un centre de stockage soit situé à moins de 1000 Kms de chez eux. C'est parce que la pollution radioactive ne s'arrête pas aux frontières que nos voisins Européens peuvent légitimement s'engager à nos côtés. D'autres centres

d'enfouissement sont actuellement en projet en Allemagne, Suisse, et Finlande, mais celui de Bure qui porte déjà le titre de « prototype industriel » risque d'ouvrir une voie bien périlleuse aux autres pays d'Europe. La maison facilitera l'accueil et les échanges d'informations avec nos collègues étrangers dans un esprit solidaire.

Ouvrir un espace démocratique : Partout le nucléaire s'impose sans réelle consultation, les instances locales perdent leurs prérogatives, les citoyens sont écartés des débats, et l'argent seul semble conditionner des prises de décisions capitales qui nous engagent pour des milliers d'années.

Les associations ne sont invitées qu'à de pseudo débats censés donner l'illusion d'un processus démocratique et qui ne laissent personne dupe.

L'alternative politique consiste à prendre des initiatives collectives, elle amorce une reconquête du droit à décider et à agir dans un contexte réducteur, face à un lobby nucléaire souverain.

Libres de déchets nucléaires et debouts !

Une Charte de vie et de fonctionnement a été élaborée afin de susciter la responsabilité personnelle de chacun et surtout pour faire de cette maison un lieu de respect mutuel.

4. Planification des travaux

Les aménagements seront programmés sur le long terme par tranches successives en fonction de l'importance des dons, des offres de





Charte de Bure Zone Libre

Considérant la menace que fait peser l'enfouissement des déchets radioactifs sur notre région, ses habitants et leurs descendants.

Considérant que cette menace s'étendra à moyen ou long terme à une partie de l'Europe.

Considérant que les processus de décisions démocratiques concernant la gestion des déchets nucléaires n'ont pas été respectés localement ou nationalement.

Considérant que les sources officielles d'information concernant l'enfouissement et ses risques sanitaires ne rendant pas compte de la réalité.

Considérant que les objections soulevées par les citoyens, associations ou scientifiques indépendants sont simplement ignorées.

Considérant qu'il n'existe aucune solution à la gestion de ses déchets nucléaires et que la filière elle-même se trouve dans une impasse.

Dans un contexte d'urgence où les politiques avouent le renouvellement du parc nucléaire français et menacent de voter dans la précipitation l'autorisation d'enfouir les poisons radioactifs à Bure.

Nous, citoyens issus de plusieurs nationalités, regroupés au sein de l'association Bure Zone Libre demandons :

L'arrêt des projets d'enfouissement ici et ailleurs.

Le non renouvellement du programme nucléaire français et européen.

La fermeture et le démantèlement de tous les réacteurs en fonctionnement sur le territoire.

La mise en place d'un plan de sortie immédiate du nucléaire par les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Association Bure Zone Libre

matériaux de construction et de la présence de volontaires.

- La sécurité : Une des premières activités sera de consolider la structure de l'édifice, notamment la toiture. Nous devons nous conformer aux normes en vigueur pour les bâtiments publics. (sécurité incendie...)

- Devenir un lieu d'accueil : Nous aménagerons d'abord un bureau qui permettra d'accueillir le public, puis nous entamerons la rénovation du corps de logis. (sanitaires, dortoirs, cuisine puis bibliothèque)

Aux beaux jours, le terrain situé derrière la maison pourra recevoir

quelques campeurs.

Nous y planterons arbres et haies dès le printemps.

Ensuite, nous projetons de faire une grande salle de réunion et d'exposition dans les actuelles dépendances, un centre d'information permanent sur le nucléaire et ses déchets, porteur de propositions alternatives.

Enfin, nous seront amenés à agrandir la structure d'hébergement et le lieu de vie dans l'actuelle grange.

Nous voulons être prêts dès l'été 2005 à tous vous accueillir à Bure. L'inauguration est prévue pour le 31 juillet.

5. Financement

L'achat de la maison s'est fait grâce à un prêt privé, sans l'aide d'aucune subvention, ce qui est une garantie d'indépendance pour le projet.

- Bilan : Nous avons reçu environ 8000 euros de dons pour l'année 2004.

Depuis l'achat de la maison, nous avons observé une motivation croissante pour le projet. Plusieurs associations et Fédérations ont choisi de nous parrainer.

En s'associant avec nous dans la SCI, le Réseau Sortir Du Nucléaire apporte 10 000 euros supplémentaires ainsi qu'une garantie sur le financement à venir.

- Projet : ? Augmenter les dons et adhésions en touchant plus largement la presse.

Organiser le chantier sur la base du volontariat

Acheter des matériaux à prix réduits, récupération ou dons en nature.

Travailler en partenariat avec des professionnels.

Développer de nouveaux parrainages associatifs.

Rencontrer des Fondations pour obtenir un financement annuel.

Vente de matériel (communication)

Nous effectuerons l'essentiel de la rénovation nous même afin de baisser

les coûts du chantier et conserver son caractère formateur.

Le partenariat professionnel est déjà bien engagé, deux entreprises nous ont promis le matériel nécessaire à un chauffage solaire.

6. Qui sommes nous ?

- Le Collectif d'Administration est composé de neuf personnes et de trois nationalités : Française, Suisse et Allemande.

- L'équipe de pilotage est formée des 9 membres du CA ainsi que d'une demi douzaine de personnes relais. L'essentiel de l'équipe est locale, issue de toutes les classes d'âges et de tous les horizons sociaux.

- Le permanent : Un bénévole s'est déjà installé sur place, il accueille les visiteurs, et maintient de bonnes relations avec les gens du village.

Le permanent a commencé à effectuer les travaux de première urgence et a rendu les locaux provisoirement habitables. Il apporte chaque jour des améliorations à la maison.

Il peut en sa qualité de maçon coordonner le chantier et encadrer les volontaires

- Les volontaires : Ils sont nombreux à avoir déjà proposé leurs services dans des domaines très divers : construction, menuiserie, jardinage, cuisine, techniques des énergies renouvelables, architecture, informatique et accueil du public.

Pendant la tenue des chantiers, il y aura toujours une personne responsable de la sécurité et du respect de la Charte de vie.





7. Qui nous soutient ?

- Localement : L'association compte une centaine d'adhérents et de donateurs et autant de sympathisants. Les collectifs BureStop, les élus locaux opposants (AEMHM)

- En France : La Coordination Nationale des Collectifs Opposés à l'Enfouissement ainsi que celle des Elus, les Alternatifs, Ecologie-Solidarité et le Réseau Sortir du Nucléaire. (Fédération de 700 associations) www.sortirdunucleaire.org

Nous comptons des adhérents et sympathisants dans une trentaine de départements.

- En Europe : Les collectifs Allemands soutiennent notre projet et se battent à nos côtés depuis le début, ils se montrent très concernés par le problème de l'enfouissement dans sa globalité et pas seulement à Gorleben (site retenu pour enfouir les déchets radioactifs dans d'anciennes mines de sel)...

Nous avons reçu également un soutien de la part des Suisses Romands et Allemands menacés par un enfouissement aux sources du Rhin à Benken.

8. Recherche de nouveaux adhérents et donateurs

Nous appelons à nous rejoindre tous ceux qui veulent bâtir une résistance citoyenne de terrain.

- Les associations qui s'investissent dans la défense de l'environnement et la promotion des énergies renouvelables.

- Les élus locaux qui prennent conscience d'avoir été bernés et qui veulent rejoindre un fort courant d'opposition.

- Les collectifs anti-nucléaires étrangers qui veulent renforcer les liens internationaux existant déjà et prendre pied dans un espace d'échange.

- Les entreprises soucieuses de préserver l'environnement, proposant des produits du terroir ou travaillant dans les énergies renouvelables.

9. Le parrainage associatif

Nos parrains sont pour l'instant le Réseau Sortir Du Nucléaire, les Coordinations Nationales de Collectifs et d'Elus contre l'enfouissement, les Alternatifs, Ecologie-Solidarité et des collectifs Allemands.

Le parrainage implique la signature de notre Charte, une participation financière et la diffusion de l'information sur le projet (dossier, plaquettes, articles...)

Contact :

03 83 47 57 71 / 06 33 79 05 91 /

guillaume@free.fr

Site : www.burestop.org

Dossier Décroissance & transports



Voyage, tourisme de masse et décroissance

le guide du SALOPARD



Le thème de la décroissance offre une excellente occasion pour aborder le sujet des transports et, plus particulièrement ici, du tourisme de masse, ou voyage organisé, sous sa forme spectaculaire et marchande et pointer du doigt certains comportements.

« Il n'est rien de plus noble que de s'accommoder des quelques désagréments que nous apportent les serpents et la poussière pour jouir d'une liberté absolue ».

Jack Kerouac

Avantage concédé grâce aux congés payés, ainsi qu'à tous les acquis sociaux que le capitalisme a accordé, de peur de sombrer sous la coupe d'un capitalisme d'État à caractère totalitaire (Cf. le communisme étatique russe, chinois, j'en passe et des meilleurs...), le voyage touristique a longtemps été considéré comme un progrès social, une preuve de l'amélioration des conditions de vie générales et l'affirmation d'un développement prospère.

Cependant, si nous étudions de plus près ce phénomène, nous découvrons rapidement ses limites et ses effets néfastes, autant pour ceux qui en « profitent » que ceux qui en subissent les conséquences.

Grâce aux prix toujours plus attractifs des tour-opérateurs, des distances réduites par des moyens de transports toujours plus rapides, il est désormais possible (évidemment pas pour tout le monde mais pour une part non négligeable de nos semblables) de partir en voyage à l'autre bout du monde comme on va au petit coin. Si une semaine en Tunisie coûte moins cher qu'un week-end en Normandie, pourquoi s'en priver ? Sans aucun

effort, à part celui de payer, on peut donc se la couler douce, la tête dans les nuages et les pieds dans l'eau.

Néanmoins, comme tous les plaisirs offerts par cette société du spectacle et du loisir, il y a le revers de la médaille. En effet, comme le souligne Franck Michel : « La télévision et le sport, ou les loisirs et les vacances, représentent aujourd'hui ce qu'étaient durant l'Antiquité romaine le pain et les jeux. Autrement dit, ces occupations du bon peuple sont ce que les tyrans d'hier et les démocrates d'aujourd'hui ont trouvé de mieux pour combler et contenter leurs sujets, le pacifier et les abrutir, les rendre dépendants et volontairement serviles. Les vacances organisées, sous prétexte d'occuper le temps restreint et minutieusement compté des congés payés, relève de la même philosophie : empêcher les gens de penser et les citoyens de penser politique » (1). Le tourisme est ainsi considéré comme un divertissement. Or divertir et diversion n'ont-ils pas la même racine commune ? (2). Le tourisme, entendu comme voyage organisé, est donc un instrument de contrôle social.

Cependant voyager, aller à la rencontre de l'autre, de ses conditions de vie, pourrait se révéler subversif, en permettant au voyageur de se rendre compte concrètement du système général d'exploitation auxquels nous sommes tous soumis, à des degrés divers selon les endroits, certes. Mais, encadré comme l'est le

(1) Franck MICHEL, *L'autre sens du voyage, Manifeste pour un nouveau départ*, Paris, Éditions Homnisphères, 2003, p. 22. Excellent ouvrage que j'invite tout le monde à lire et auquel j'emprunte bon nombre d'idées pour cet article.

(2) *Idem*, p. 25.





touriste moyen, tant par les représentations mentales qui l'habitent et que lui vendent les agences (peuples accueillants et chaleureux, richesses culturelles et historiques, folklore, traditions...) que par les structures d'accueil qui l'attendent lors de son séjour (hôtels sécurisés, guides touristiques, sorties encadrées...), il a peu de chances, s'il n'est pas doué d'un minimum de sens critique, de percevoir même une infime partie de la réalité qui l'entoure.

De plus, ce type de voyage peut servir également d'exutoire, en donnant au voyageur, frustré par un quotidien morne, un sentiment de toute puissance que lui confère un pouvoir d'achat accru. Dans les cas les plus extrêmes, il lui donne l'occasion d'expérimenter des « plaisirs » ici interdits. Abuser sexuellement d'enfants n'a alors pas le même sens en fonction du lieu où l'on se trouve. Ici, c'est un crime, la-bas ça augmente le PIB ! Alors pourquoi se gêner ? C'est presque un acte humanitaire...

Le voyage organisé n'est finalement que la forme actuelle d'un colonialisme qui a troqué casques, épées et crucifix contre casquettes, maillots de bains et billets de banque. La volonté de dominer et d'exploiter les ressources des pays dits du « tiers-monde » reste la même. Sous couvert de développement économique, les multinationales du tourisme, alliées aux oligarchies locales, imposent leur loi.

Or le prix à payer pour les populations locales est bien supérieur aux avantages qu'elles seraient censées recevoir :

- Pollution et dégradation du système écologique, tant par les travaux d'aménagement d'infrastructures, que par les comportements irresponsables des usagers, auxquelles il faut ajouter celles liées à leur transport.

- Dépendance des populations locales envers un système économique unique, au détriment souvent des ressources traditionnelles.

- Imposition de valeurs, de coutumes, de modes de vie étrangers aux leurs...

Le voyage, lié aux transports qui ont permis son essor, doit donc faire l'objet d'une réflexion nouvelle et radicale. Et c'est là que le concept de décroissance intervient.

S'engager sur la voie de la décroissance, c'est aller vers des structures où l'on produirait et consommerait moins et autrement, avec une finalité qui ne serait plus l'intérêt de quelques-uns mais qui répondrait à la volonté de tous.

C'est donc la conception même de voyage qu'il faut renouveler. Pourquoi voyager, comment, dans quelles conditions ? Si la recherche de l'autre et la découverte de l'ailleurs, pour mieux se retrouver et comprendre le monde dans lequel nous vivons, sont effectivement les véritables motivations, ne pourrait-on pas alors imaginer le voyage comme une expérience donnant à chacun la possibilité de s'intégrer à l'endroit où il





arrive et de participer activement à la vie locale ?

Cela signifierait alors devenir un voyageur actif, autonome et indépendant et non passif, soumis aux lois du tour-opérateur, mais également adopter une attitude

ouverte et respectueuse, et non frileuse, hautaine ou charitable. Cela signifierait instaurer un véritable rapport d'égalité et d'échange au lieu de celui, dominant et marchand, qui régit actuellement les relations entre le touriste et l'« autochtone ». Cela signifierait certainement voyager moins (en terme de quantités de voyages) mais mieux (dans le sens où la recherche d'altérité serait effective), mais aussi plus longtemps (intégrer une autre culture nécessite quelque temps, certaines connaissances et expériences qui ne s'acquièrent pas en une semaine). Cela signifierait s'exposer à certains dangers, mais n'est-ce pas là le propre de l'aventure ? Cela signifierait réintégrer le voyage en tant qu'expérience faisant une avec notre vie, et ne plus le considérer, à l'image des autres activités (apprentissage, travail salarié, loisirs...) comme séparée du reste de notre existence (mais, pour cela, il nous faut lutter contre la segmentation de notre vie, calquée sur le mode de production (Cf. taylorisme). En effet, n'est-il pas possible de joindre l'utile à l'agréable, le nécessaire au « futile » ?). Cela signifierait enfin utiliser des moyens de transports autres, certainement plus

lents. Mais qu'importe, si l'on peut retrouver le plaisir de flâner, de se laisser guider par nos pas, prendre le temps de se retrouver et de découvrir, de comprendre...

Voyager autrement serait donc mettre un coup de pied dans la fourmilière, faire un premier pas vers la révolution libertaire que nous souhaitons, car c'est repenser le monde et son rapport à l'autre. Néanmoins, encore une fois, et à l'image du concept de décroissance même, ce type de comportement ne suffit pas, excepté peut-être d'un point de vue purement individuel, si d'une façon plus générale ne sont pas remis en cause le principe d'autorité et les structures étatiques et économiques qui régissent nos existences.

Prenons donc nos sacs à dos, mais équipons-les de notre volonté et de notre détermination à changer le monde. N'attendons plus le « Grand Soir » mais préparons nous à de grands voyages !

Thierry Libertad

PS : Cet article se penche essentiellement sur le voyage touristique « exotique », c'est-à-dire hors des frontières de notre monde occidental. Un bilan tout aussi catastrophique, peut-être moins en terme social mais tout autant concernant l'aspect écologique, pourrait être tiré du tourisme « intra-muros » : Destruction des écosystèmes, par le bétonnage systématique des côtes, par la construction d'autoroutes, d'aéroports, etc., pollution de l'air due aux trajets des millions de voitures sur les routes, ...



Les voitures nous font-elles vraiment gagner du temps ?

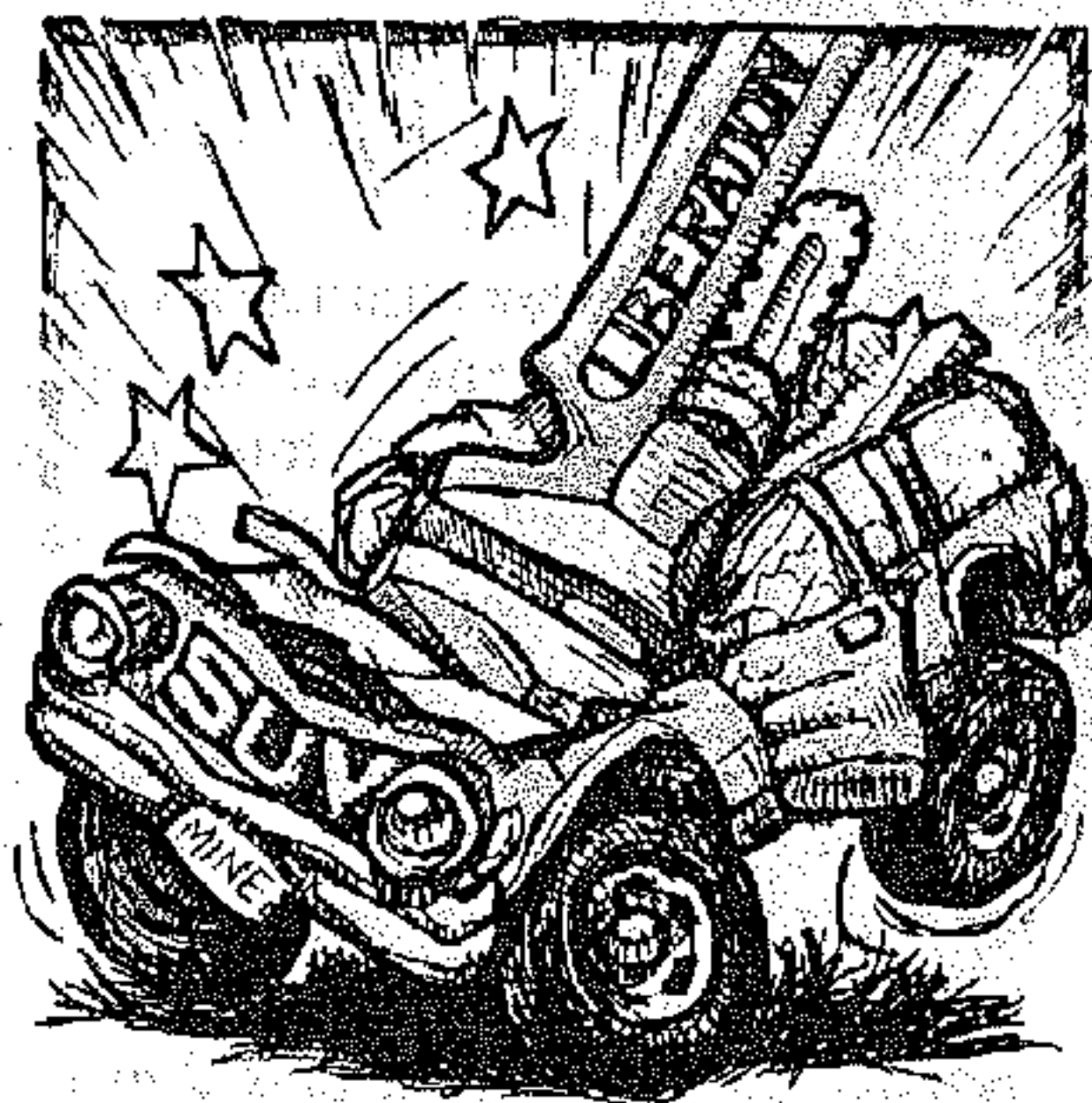
■ van Illich écrivait en 1973 dans "La convivialité" :

« L'américain type consacre, pour sa part, plus de 1 500 heures par an à sa voiture : il y est assis, en marche ou à l'arrêt, il travaille pour la payer, pour acquitter l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contravention et les impôts. Il consacre donc quatre heures par jour à sa voiture, qu'il s'en serve, s'en occupe ou travaille pour elle. Et encore, ici ne sont pas prises en compte toutes ses activités orientées par le transport : le temps passé à l'hôpital, au tribunal ou au garage, le temps passé à regarder à la télévision la publicité automobile, le temps passé à gagner de l'argent pour voyager pendant ces vacances, etc. A cet Américain, il faut environ 1 500 heures pour faire 10 000 kilomètres de route ; environ 6 kilomètres lui prennent une heure ».

La vitesse

Si, comme toute technologie, les moyens de transports peuvent nous sortir d'une aliénation « naturelle », ils ont également des travers qui leurs sont inhérents.

On ne peut séparer les transports des notions d'espace et de temps (et donc de la vitesse qui n'est que le rapport de ces deux notions). De nos jours, la vitesse nous aveugle : elle réduit l'espace (ce qui était parcourus il y a deux siècles en plusieurs jours



devient faisable en quelques heures, voire moins) et dilate le temps (notre façon de gérer le temps en est totalement bouleversée). Nous restons obnubilé par les facilités que nous accordent tous les moyens de transports, cette fascination de la vitesse nous empêche de voir toutes les conséquences et répercussions qu'ils peuvent avoir : pas seulement d'un point de vue écologique ou économique, mais dans la façon même de structurer nos vies et nos activités dans le temps. Cet aveuglement provient, en partie, par la facilité d'obtention de cette vitesse : une simple pression sur une pédale !

La volonté d'aller toujours plus vite est aussi liée à celle d'aller toujours plus loin. Si cette volonté d'aller plus loin était liée à une volonté d'échange (au sens de partage et non de commerce) il n'y aurait pas de problème (voir l'article sur le tourisme et le voyage). Malheureusement, c'est le plus souvent par esprit de conquête, vieux reste de colonialisme et d'impérialisme du temps des grandes

La vitesse (suite)

explorations.

Enfin le besoin de vitesse est aussi lié à celui du temps. Pour se développer toujours plus, pour croître toujours plus, en fait pour se maintenir en vie, le capitalisme a besoin d'obsolescence afin de renouveler sans cesse la production. En conséquence les cycles de vie des objets qui nous entourent sont de plus en plus rapide. Pour garder prise avec cet environnement sans cesse changeant, nous sommes obligés de vivre vite, trop vite, sous peine d'être « largués » hors du monde, de leur monde. Ce besoin impérieux de vitesse nous empêche de prendre le temps de réfléchir sur elle et sur ces effets, ce

qui nous entraîne dans une spirale infernale nous plongeant toujours plus dans une accélération sans fin.

Cette vision jetable du monde, mis en place par le capitalisme et l'industrialisation, n'est pas seulement catastrophique pour l'environnement (on conquiert des espaces, on les détruit, on en reconquiert d'autres...), mais aussi pour nous : nous ne pouvons pas vivre et nous adapter sans cesse à de nouvelles conditions. Nous devons donc également lutter contre cette volonté de dominer l'espace et le temps.



Une voiture consomme douze fois plus d'espaces par personne qu'un bus et huit fois plus que les cyclistes.



Transports et intérêts économiques

« Et tu veux trouver du travail sans voiture ? » Et bien oui, tant qu'à faire, j'aimerais ne pas être obligé de prendre une voiture, ou quoi que ce soit d'impossible à faire fonctionner tout seul pour aller travailler. J'aimerais ne plus avoir à fractionner mon temps, comme je dois fractionner ma vie. Travail/Loisir/Repos. Et si tout ça au



Transports et intérêts économiques (suite)

fond, ça pouvait être quelque chose de neuf, ou si c'est impossible pour l'instant, au moins quelque chose à moins de quinze kilomètres de chez moi ! Parce que moi, je n'ai jamais exigé de prendre un véhicule pour aller travailler (1). Qui a décidé d'éloigner les lieux de travail des lieux de vie ? Ceux qui gardent les fruits de mon activité pour eux. Ceux qui m'obligent à travailler.

Ceux qui pensent qu'on doit transporter des marchandises sur des kilomètres, parce qu'au final il est moins cher de gaspiller du gazoil ou du

kérosène que de se servir des produits locaux. Ceux qui voient plus loin les profits, mais pas du tout le sang sous leurs bottes, ni la suie qu'ils traînent. Il y a clairement un danger lié à la multiplication des transports, individuels d'abord, et marchands surtout. Sans compter la surproduction, la cadence à laquelle nous transportons des produits induit un coût écologique et humain (2) qui est insupportable, et qui le deviendra de plus en plus.

(1) Du latin *trepallium*, instrument de torture à trois pieds

(2) Plus le trafic augmentera, plus les risques routiers, aériens et maritimes feront

La distance cumulée parcourue pour la production et la vente d'un pot de yoghurt est de 15 000 km.

Quelques pistes pour s'en sortir...

Comme tous objets techniques (voir l'article sur la technique), les moyens de transports permettent à la fois de nous libérer de contraintes tout en nous enchaînant à d'autres. Afin de regagner notre autonomie dans nos déplacements, il est nécessaire de réfléchir à leurs conséquences et à des moyens de transports plus conviviaux (au sens d'Ivan Illich).

En attendant la « révolution », on pourrait peut-être commencer par la « vélorution »... et bien d'autres mises en pratique ici et maintenant : marches, moyen de transport non (moins) polluants (vélo, roller,

trottinette), covoiturages, transports publics. Certes, cela ne changera pas la face du monde, mais il n'empêche que ce sera un premier pas :



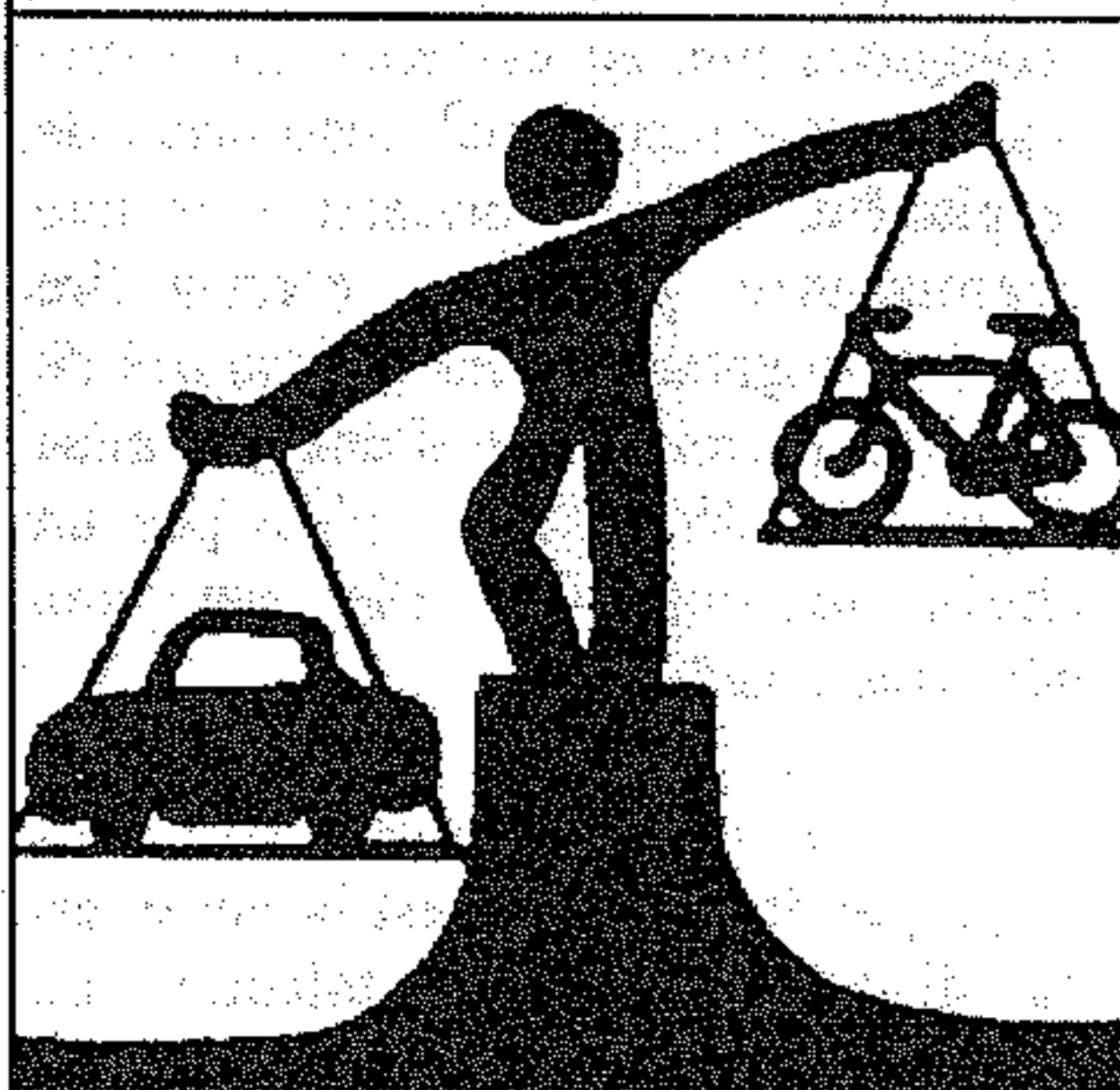
LA VELOURUTION EST EN ROUTE



Quelques pistes pour s'en sortir (suite)

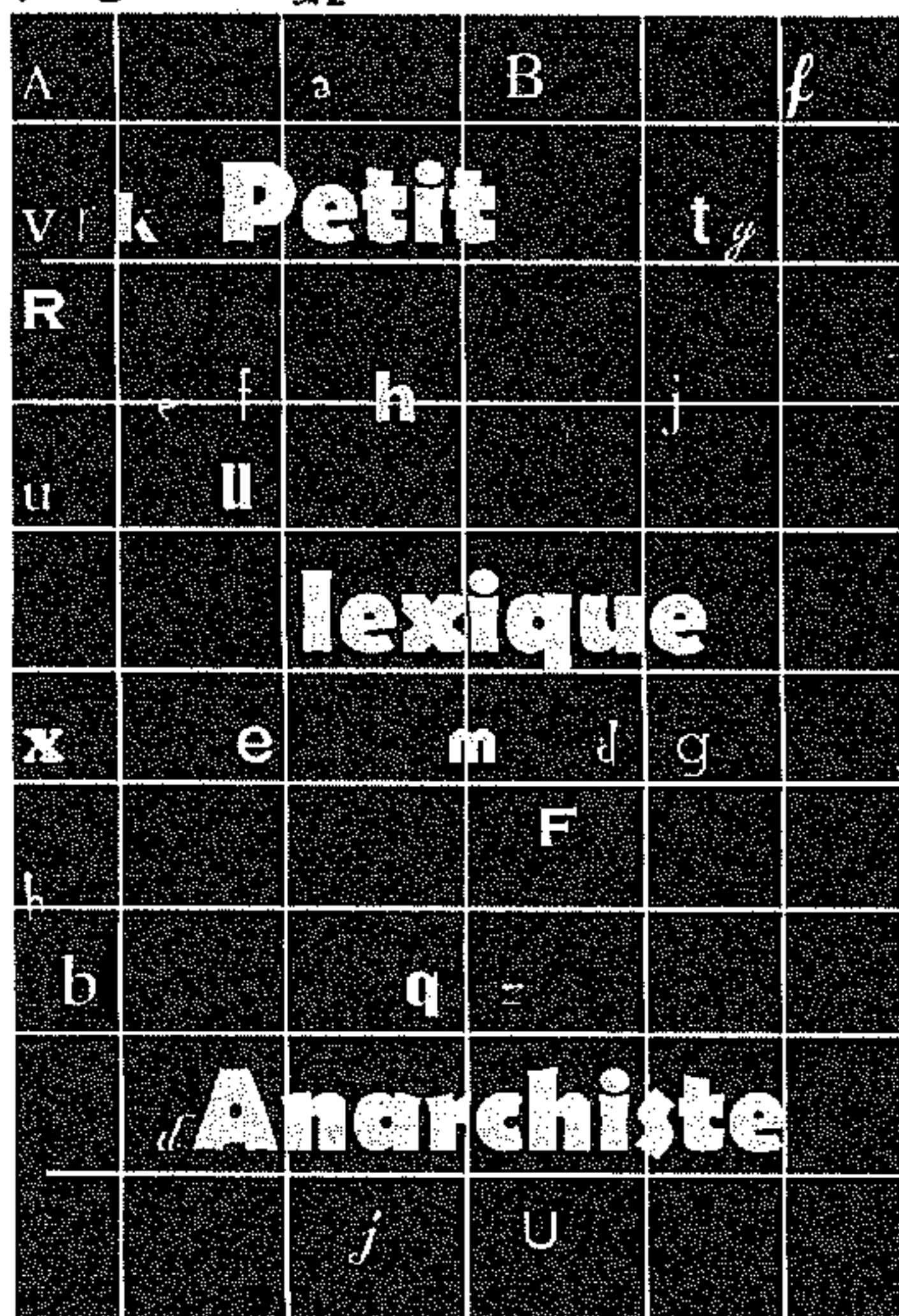
comment peut-on prétendre changer la société si nous ne sommes pas capables de changer notre quotidien ?

Pour aller plus loin, d'autres luttes sont nécessaires à une échelle collective : gratuité des transports en commun (voire mutuelle de fraudeurs en attendant que cette revendication aboutisse), adaptation des transports publics au besoin des usagers (pour éviter les bus bondés ou les bus vides), amélioration des pistes cyclables, utilisations de moyens de transports plus propres



tels que le voilier à la place du cargo ou le dirigeable à la place de l'avion, résistance aux constructions d'autoroutes, d'aéroports, etc.

Tout comme le changement de notre comportement individuel impliquent des luttes collectives, ces luttes collectives impliquent également une réflexion et une action plus globale : l'abolition du système capitaliste et industriel. En effet, pour aboutir à des transports réellement conviviaux, nous devons penser à une autre mode de production : un mode de production locale et de subsistance, incompatible avec le système actuel.



A chaque numéro, nous vous proposerons la définition d'un terme appartenant au vocabulaire propre à l'anarchisme. Nous présenterons également un événement ou un personnage important de ce mouvement. Ainsi d'« **action directe** » à « **travail** » et de l'« **Association Internationale des Travailleurs** » à « **Voline** » nous irons à la découverte de l'anarchisme et de son histoire tournée vers l'avenir.

Décroissance

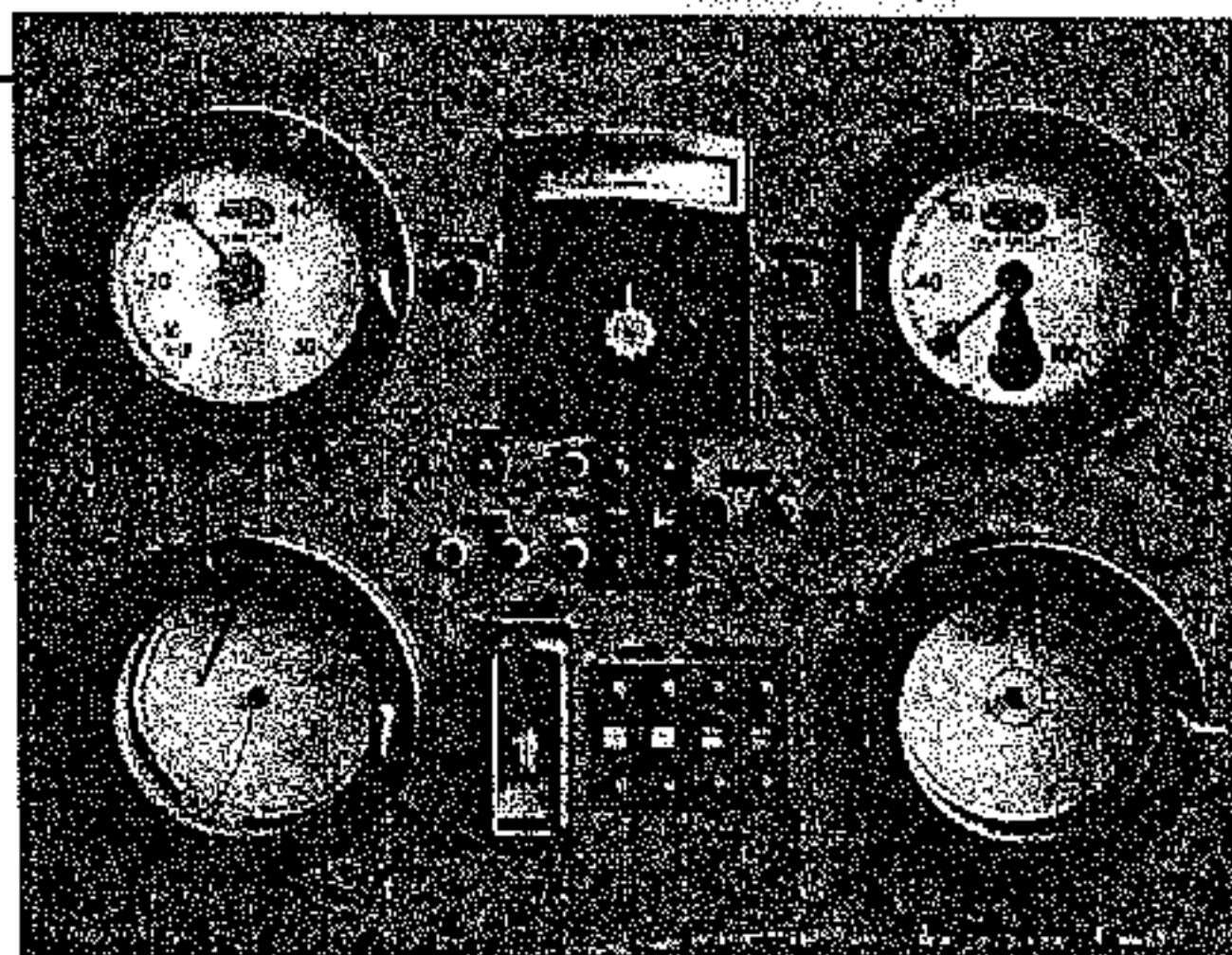
Le développement des forces « productives » a engendré une nouvelle religion, celle de la croissance économique. Après un demi-siècle de « progrès », la situation est catastrophique. L'homme est atteint dans sa chair et dans sa dignité : aliénation par le travail, chômage, précarité, stress, solitude.... Les inégalités sociales, tant entre pays riches et pays pauvres qu'à l'intérieur de chaque nation, n'ont jamais été aussi fortes et les conflits armés germent sur tous les continents. Mais, aussi, parce qu'il met gravement en

péril les générations futures, le bilan lié à l'environnement s'avère proprement désastreux. Puisque l'impact écologique met en évidence un « sur-régime » par rapport aux ressources de la planète, il faut s'orienter vers une décroissance physique, c'est-à-dire réduire progressivement la quantité de matières premières et d'énergie mise en jeu. La décroissance n'est pas un choix idéologique, elle est une nécessité absolue.

Le préalable à la mise en œuvre de cette décroissance, dans l'optique libertaire qui est la notre, est la disparition du capitalisme. La deuxième condition est la suppression

D

de l'État, dans la mesure où cette dynamique capitaliste ne s'accélère qu'avec la collaboration des différents gouvernements. Enfin, toute solution qui ferait l'économie d'une redistribution des richesses serait fatalement vouée à l'échec. Pour que la décroissance puisse être maîtrisée par les différentes populations, pour qu'elle n'ouvre pas la voie à des conflits pour l'appropriation des ressources ou aux mesures draconiennes d'un régime totalitaire, le problème doit impérativement être posé dans une perspective d'égalité économique et sociale. Seule une



société fédéraliste, autogestionnaire, autonome, conviviale et postindustriel peut assurer conjointement l'égalité économique, la justice sociale et la préservation des ressources naturelles !

Jacques Ellul

"Think globally act locally"

« Penser globalement, agir localement ». Toute sa vie durant Jacques Ellul se sera montré fidèle à cette maxime. Il avait coutume de dire qu'il était né à Bordeaux, par hasard, le 6 janvier 1912, mais c'est délibérément qu'il a choisi d'y passer la presque totalité de sa carrière universitaire. Il s'est éteint le 19 mai 1994 dans sa maison de Pessac (Gironde) à quelques kilomètres du campus, entouré de ses proches, à la suite d'une longue maladie dont le traitement lui donnait l'occasion encore, peu avant sa mort, d'illustrer l'un de ses thèmes favoris : l'ambivalence du progrès technique. Profondément attaché à

l'Aquitaine, ses racines cosmopolites l'ont très vite rendu allergique à tout sentiment nationaliste. Sa grand-mère paternelle était serbe, descendante des Obrenovic', son grand père était italien mais originaire de Malte et son père, natif de Trieste, était à la fois citoyen autrichien et sujet britannique. Quant à sa mère, elle était la fille d'une française et d'un portugais du nom de Mendès.

Ces deux destins se sont croisés un jour à Bordeaux où le père de Jacques Ellul, après ses études à Vienne, avait été recruté comme fondé de pouvoir par la maison de négoce Louis Eschenauer. Sa mère enseignait le dessin dans un cours privé et son père connut plusieurs fois le chômage en raison d'une intransigeance de caractère qui lui faisait placer l'honneur au-dessus de toute autre considération.

La jeunesse d'Ellul fut celle d'un enfant pauvre mais heureux, Premier

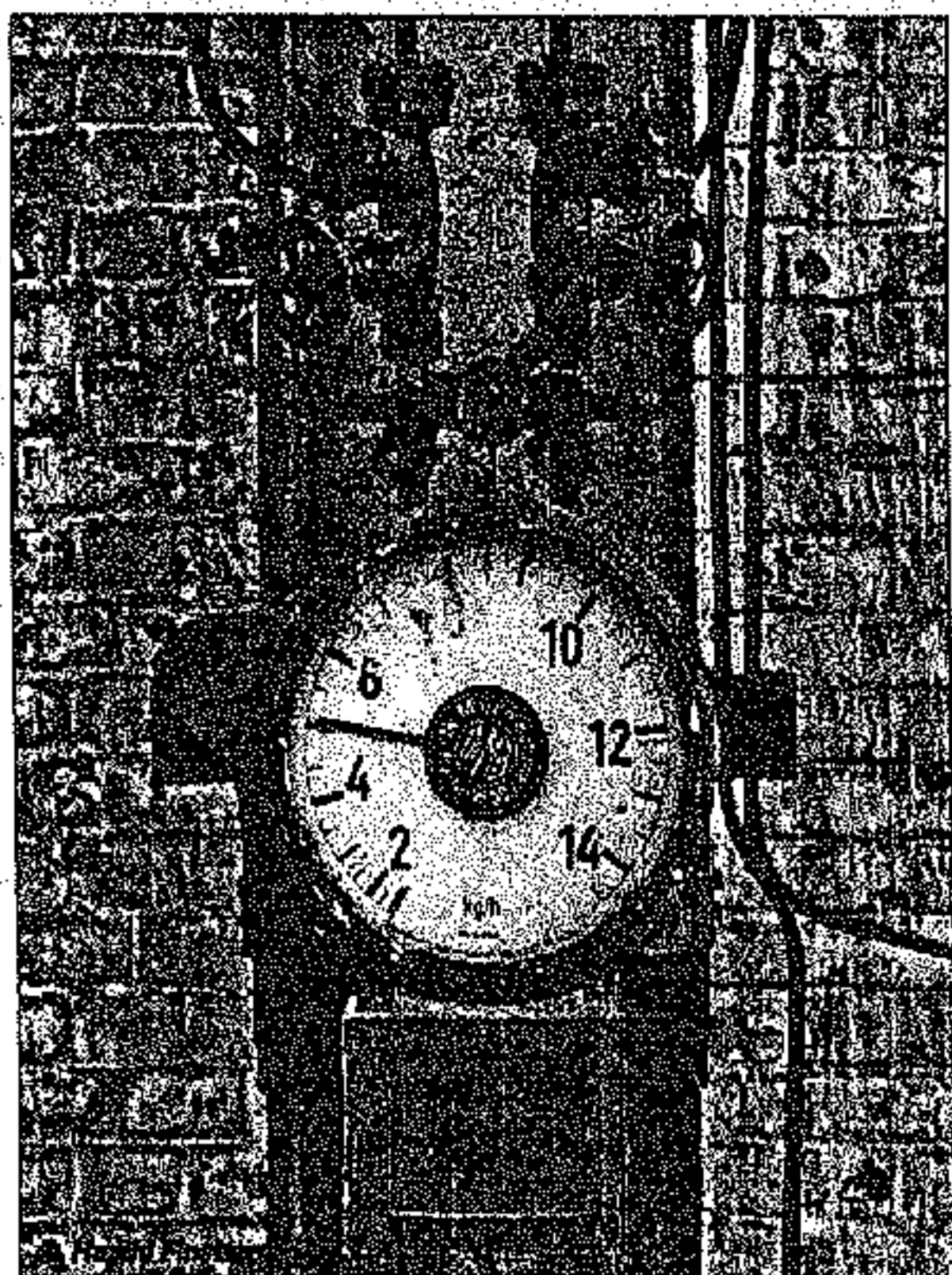
E



de la classe au lycée de Longchamp - aujourd'hui lycée Montesquieu - une fois ses devoirs terminés, sa mère le laissait vagabonder librement sur les quais de Bordeaux ou dans les marais d'Eysines. La famille vivait près du Jardin Public, où avec ses petits camarades de la « laïque », il se livrait à des batailles homériques contre ceux de la « catho ». Ce qui ne l'empêchera pas, plus tard, de devenir un apôtre de la non-violence, ou plus exactement, de la « non-puissance ».

C'est au lycée Montaigne, où il excelle en latin, en français, en allemand et en histoire, qu'il obtient son bac à l'âge de dix-sept ans. Il voulait être officier de marine mais son père l'oblige à faire son droit. Quand il entre à la Faculté de Bordeaux, Jacques Ellul s'est converti au christianisme (sa foi mettra du temps à prendre sa forme définitive).

Des rencontres décisives interviendront durant ses études:



Bernard Charbonneau et Yvette, son épouse qui lui donnera quatre enfants, dont trois garçons : Jean, Simon, Yves et une fille : Dominique. Avec son ami Charbonneau, dont il n'était à l'en croire que le « brillant second », il anime une composante gasconne du personnalisme dont les historiens des idées commencent à peine à mesurer toute l'originalité. Véritables pionniers de l'écologie politique, les deux hommes mènent une critique d'inspiration libertaire de la société moderne.

Voulant faire d'*ESPRIT* un véritable mouvement révolutionnaire - enraciné régionalement grâce à des petits groupes autogérés - et non une simple revue intellectuelle Parisienne, Jacques Ellul finira par rompre avec Emmanuel Mounier, à qui il reproche notamment son catholicisme intransigeant.

Après son doctorat obtenu en 1936 à l'issue d'une thèse intitulée : *Histoire et nature juridique du mancipium*, Ellul devient chargé de cours à la Faculté de droit de Montpellier (1937-1938), avant d'être nommé à Strasbourg puis à Clermont-Ferrand.

Révoqué par le gouvernement de Vichy, en 1940, en sa qualité de fils d'étranger, il s'installe dans l'Entre-deux-mers et c'est dans le petit village de Martres (Gironde) qu'il participe à la Résistance où il se livre à l'agriculture pour nourrir sa famille. Il avouera avoir tiré autant de fierté d'avoir récolté sa première tonne de pommes de terre que d'avoir obtenu son agrégation de droit romain (1943).

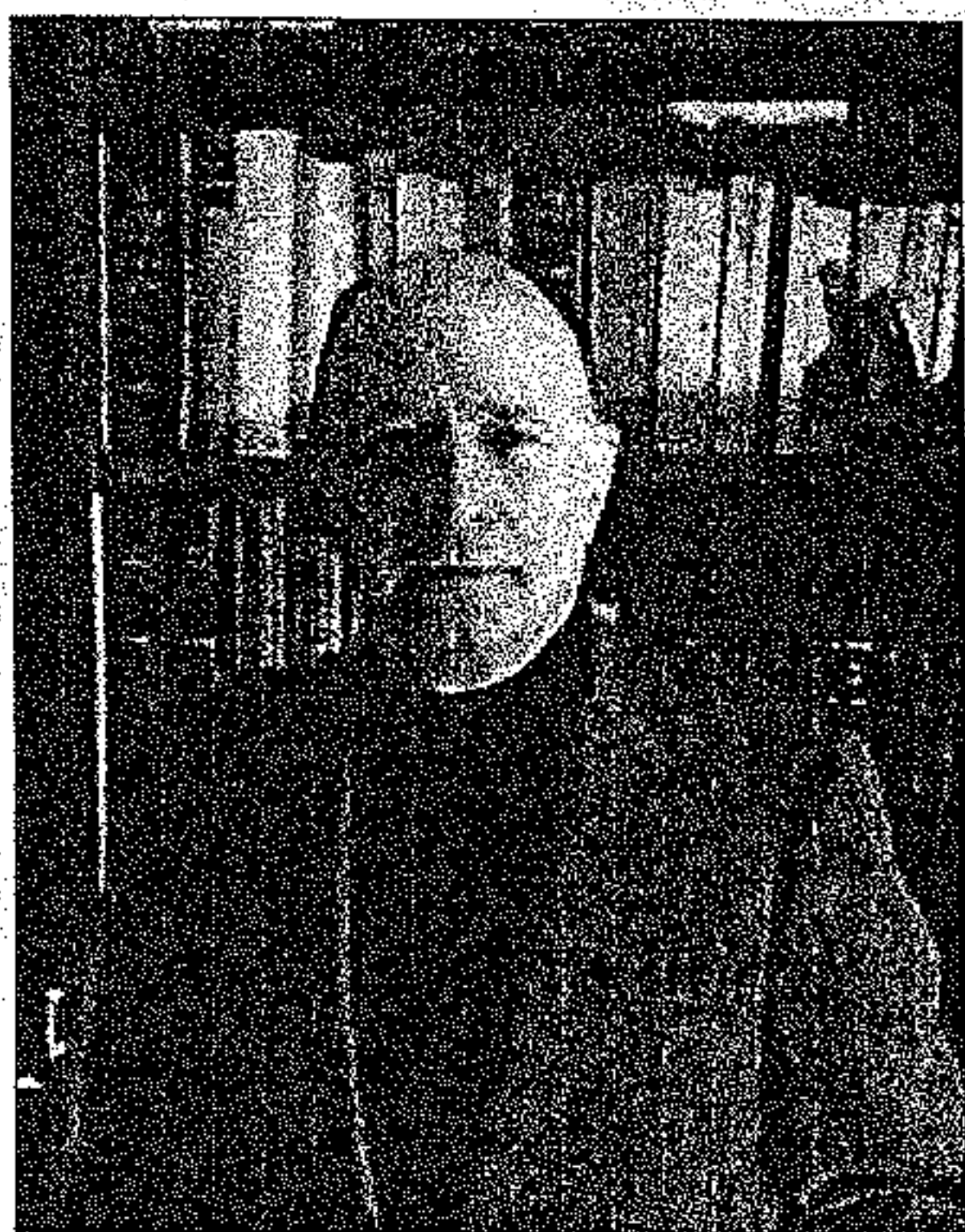
A la Libération, sa brève expérience de conseiller municipal (31 octobre

1944-29 avril 1945) l'écartera pour toujours de la politique politicienne, si l'on veut bien excepter sa candidature malchanceuse sur la liste de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) en octobre 1945.

Ellul n'en continuera pas moins de vouloir incarner sa conception chrétienne de « la présence au monde moderne », aussi éloignée des intégristes que des théologiens de la libération. Il exerce des responsabilités nationales à la tête de l'Église Réformée de France jusqu'en 1970, ce qui ne l'empêche pas de rester un marginal au milieu des protestants.

De 1958 à 1977, il préside un Club de prévention de la délinquance juvénile tout en prenant une part active au combat écologiste, notamment au sein du « Comité de défense de la côte aquitaine ». Son engagement dans le siècle nourrit une oeuvre considérable : près d'un millier d'articles et une cinquantaine d'ouvrages traduits en plus de douze langues. *La technique ou l'enjeu du siècle*, premier volet de sa trilogie consacrée à la critique de la société technicienne, paraît en France en 1954.

Découvert par l'anglais Aldous Huxley, cet ouvrage lui assure dix ans plus tard une belle notoriété dans les universités américaines comme en attestent les centaines d'étudiants californiens venus assister à ses cours à l'Institut d'Études Politiques jusqu'en 1980, année de son départ à la retraite. Professeur ponctuel, exigeant mais ouvert à la discussion, il savait, sans effets de manche, ni concession aux modes, capter l'attention de ses auditoires avec des cours sur la société



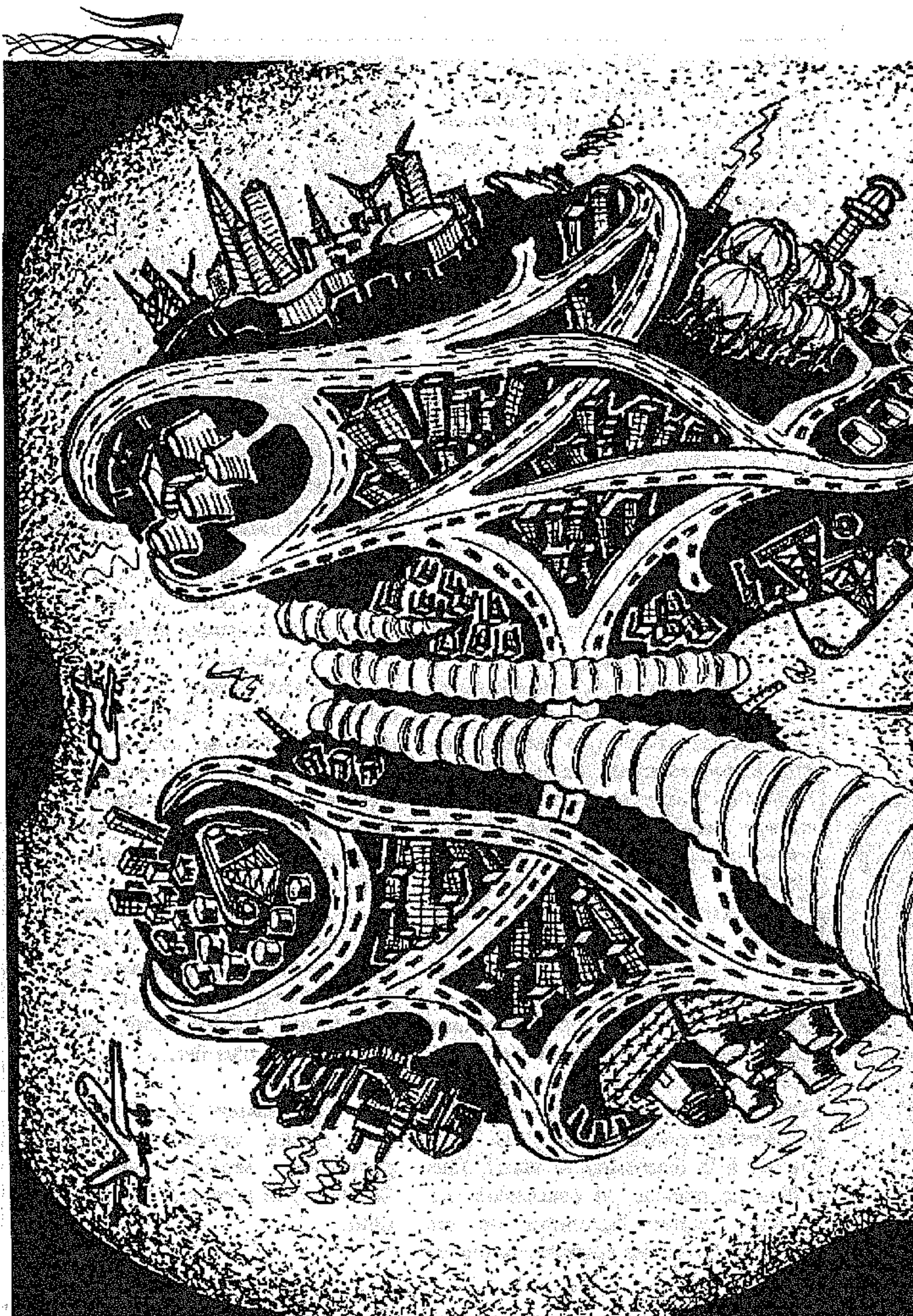
technicienne, la propagande, la pensée de Marx ou celle de ses divers épigones (allemands, italiens, russes, chinois ou tchèques).

Penseur engagé au sens le plus noble du terme, c'est à dire partie prenante de tous les débats essentiels de son temps, Ellul ne répugnait pas à prendre la plume pour toucher le grand public par le biais d'articles volontiers polémiques publiés notamment dans *Réforme*, *Le Quotidien de Paris*, *Ouest-France* et *Sud-Ouest Dimanche*.

Son *Histoire des institutions* en cinq volumes a accompagné des générations d'étudiants mais *L'espérance oubliée* était l'ouvrage dont il était le plus fier.

Avertissement : Ce bref texte est issu d'une version abrégée et provisoire, réalisée par Patrick Chastenet, de la biographie de Jacques Ellul.







L'empreinte Écologique

Article publié initialement par

Passerelle Eco

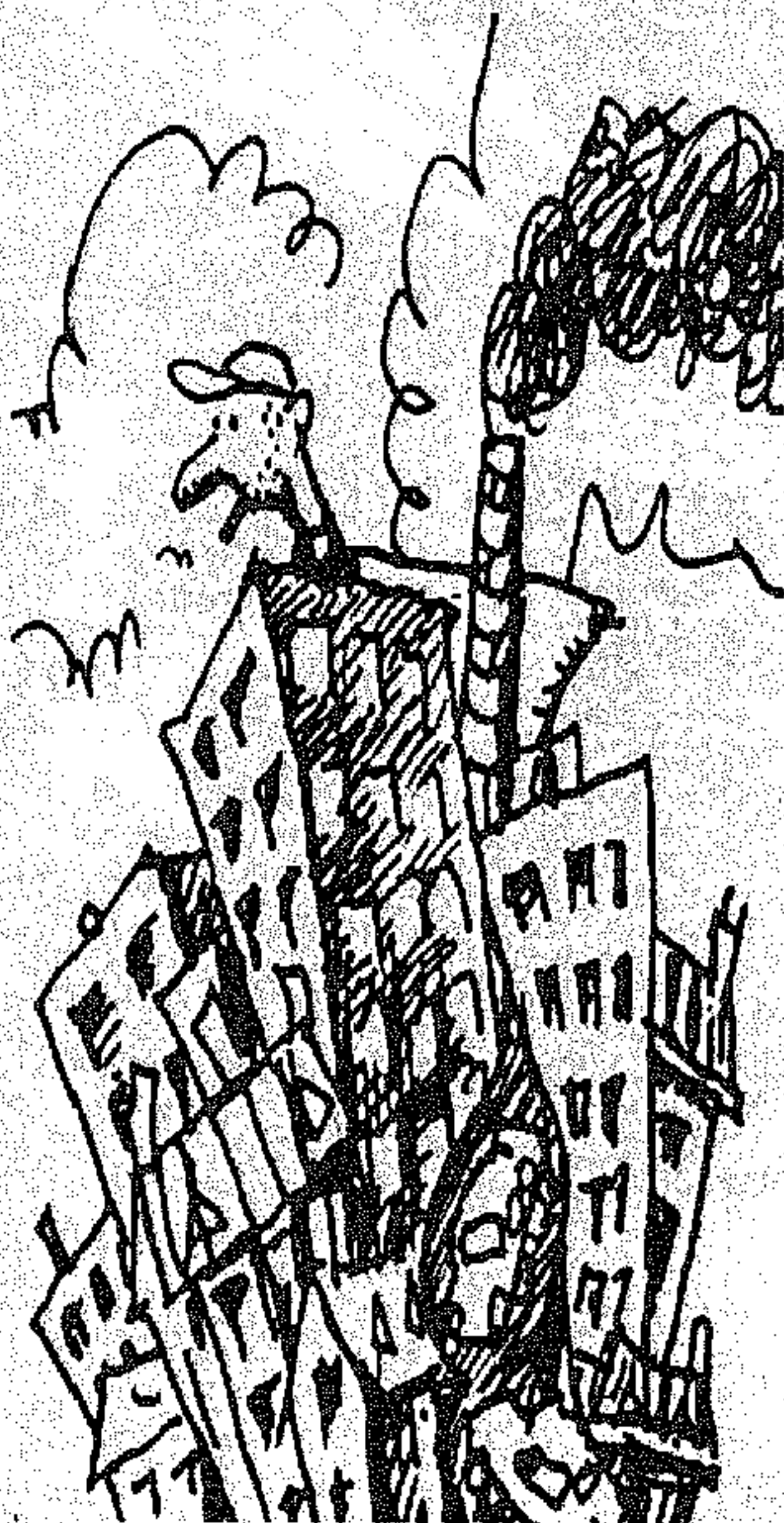
42 rue du Fbg Figuerolles, 34070 Montpellier 11

Définition

L'empreinte écologique d'une population humaine correspond à la surface écologique productive nécessaire au maintien durable de la population à son niveau de vie actuel, c'est-à-dire :

- Pour fournir l'énergie et les matières premières consommées par la population
- Pour éliminer et tous les déchets de la population avec sa technologie

La surface écologique productive est constituée de forêts, de terres cultivées, et de pâturages. Elle comprend également l'eau potable et les ressources des océans.



Introduction

Quand je mange une orange ou un oeuf, quand je me déplace en véhicule, quand je prends une douche, je consomme des ressources naturelles. Chacun de ces actes s'accompagne d'une consommation de ressources que la planète doit me fournir et d'une production de déchets qu'elle doit absorber, en conséquence de leur production et leur usage. A l'origine de cette ressource, il y a une partie de la terre, ou des océans, une portion de la planète, une surface vivante...

Un verre de jus d'orange ?

Un geste aussi simple que boire un verre de jus d'orange acheté dans une grande surface, nécessite la mise à contribution de nombreuses ressources :

- Une certaine surface de terre cultivable pour y faire pousser des orangers
- De l'eau et des engrais (en général)
- Du travail humain et des machines consommant de l'énergie pour réaliser les semailles, la récolte, le pressage.
- Des matières premières et encore du travail pour l'emballage : faire le carton, le plastique, l'étiquette,...
- Du combustible pour le transporter jusqu'au magasin (avion, camion, train, etc.) et pour le réfrigérer sur tout le trajet
- De l'essence (ou une autre source d'énergie) pour que j'aie l'acheter
- Des ressources pour que sa marque fasse de la publicité, etc ...

Des études ont estimé qu'il fallait plus de deux litres de pétrole pour qu'un litre de jus d'orange arrive jusqu'à ma table !

On voit sur le graphique page suivante la multiplicité des ressources nécessaire à la production d'un oeuf comme ceux qu'on trouve à bas prix dans les supermarchés.

Digérer la pollution

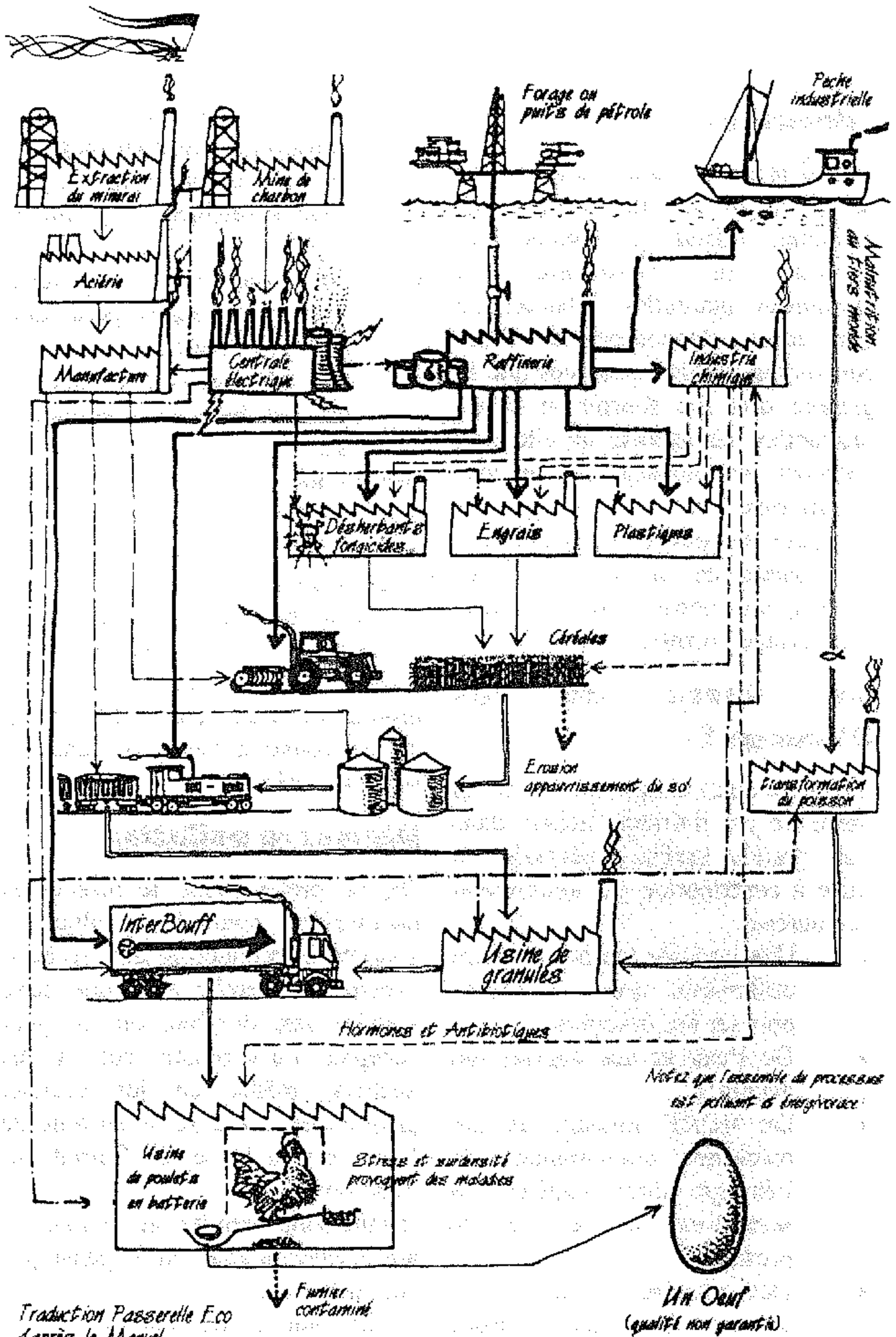
Or, au prélèvement de ressources nécessaires pour la production, s'ajoute la production des déchets. Lorsqu'on cherche à ce que cette activité soit durable, on ne peut accepter d'accumuler sans fin les déchets, même en les cachant profond sous la terre ou au fond de l'eau, car, à force, ça finirait par déborder !

Il faut donc prendre en compte cet autre aspect auquel on ne pense pas spontanément

: l'élimination des matières en fin de vie et des déchets.

Pour cela, il faut des ressources





Traduction Passerelle Eco
d'après le Manuel
de Design Permaculturel
de Bill Mollison

Production industrielle d'un oeuf

naturelles, des formes de vie qui vont « digérer » la pollution et la réintégrer dans un cycle durable.

Ainsi, le gaz carbonique doit être absorbé par la croissance des végétaux, et pour chaque kilomètre parcouru en train ou en camion, correspond donc une certaine surface de forêt.

A propos du verre de jus d'orange déjà étudié, il faut donc ajouter à la liste des ressources mises à contribution :

- Des terrains chargés de micro-organismes pour éliminer les déchets qui dériveront de la production de ce jus d'orange : verres des bouteilles et toutes autres matières produites comme effet secondaire.
- Des forêts pour absorber tout le CO₂ qui s'est dégagé lors de tous ces processus etc.,
- Etc., etc., car le volume de matière mise en oeuvre est assez énorme, ainsi qu'illustré pour la production d'un oeuf.

De l'orange à l'oeuf à la planète

Mais on ne fait pas que boire du jus d'orange, dans la vie !!

De la même manière, on peut évaluer toutes les ressources utilisées pour produire un oeuf ou pour tout autre produit ou service, alimentaire ou non, pour toute

activité humaine en fait.

A chacun de ces actes de consommation élémentaires correspondent des ressources primaires consommées.

Pour s'alimenter, se déplacer, se loger, pour se servir de biens de consommation (téléphones portables, vélos, télévisions, etc.) et pour tous les services dont on bénéficie, directement ou non, volontairement ou non : hôpitaux, écoles, banques, armée, autoroutes, ...

Empreinte d'une ville

Une ville est comme un organisme vivant en ceci que son métabolisme humain et industriel exige des aliments et produit des déchets.

Une question se pose alors : Quelle serait la surface de campagne, de lac ou d'océan, nécessaire pour fournir durablement les ressources nécessaires au train de vie actuel de cet organisme ?

La réponse est surprenante. Pour Londres, par exemple : il faut 125 fois sa surface en territoires adéquats (forêts, terres cultivables, pâturages, etc.) pour subvenir à tous ses besoins durablement !

Cette surface que la ville nécessite pour survivre durablement est appelée empreinte écologique de la ville.

Le même raisonnement peut être appliqué à l'échelle d'un pays, d'une personne, d'une famille, et à





l'échelle du Monde.

Et à l'échelle du monde ?

Si on considère le monde entier, limité aux dimensions de la planète Terre, et sa population humaine totale, on calcule que la surface écologique productive disponible par personne est de environ 2,2 hectares.

D'autre part, si on cherche à savoir quelle est l'empreinte écologique globale de l'humanité, on s'aperçoit qu'elle ne cesse de progresser, qu'elle a même doublé au cours des 35 dernières années à tel point que, depuis 1976, elle est devenue supérieure à la surface disponible ! En effet, l'empreinte écologique moyenne par personne est de 2,9 hectares alors que la surface écologique productive disponible sur notre planète n'est que de 2,2 hectares par personne environ !

Cela signifie que pour durer comme ça, il faudrait une planète et demie pour subvenir aux besoins de l'humanité !

Comment cela serait-il possible, alors que la population elle-même est toujours croissante et toujours plus avide de consommations matérielles ?...

Pourquoi ne sommes-nous pas tous morts alors que notre empreinte écologique est plus grande que la surface existante ?

Parce que la terre a des réserves !

Le calcul de l'empreinte écologique s'inscrit dans une perspective durable de la vie sur la planète. Or, en gros depuis l'ère industrielle, la civilisation occidentale épuise tant les ressources fossiles que les forces vivantes qui ont mis des milliers voire des millions d'années à se former...

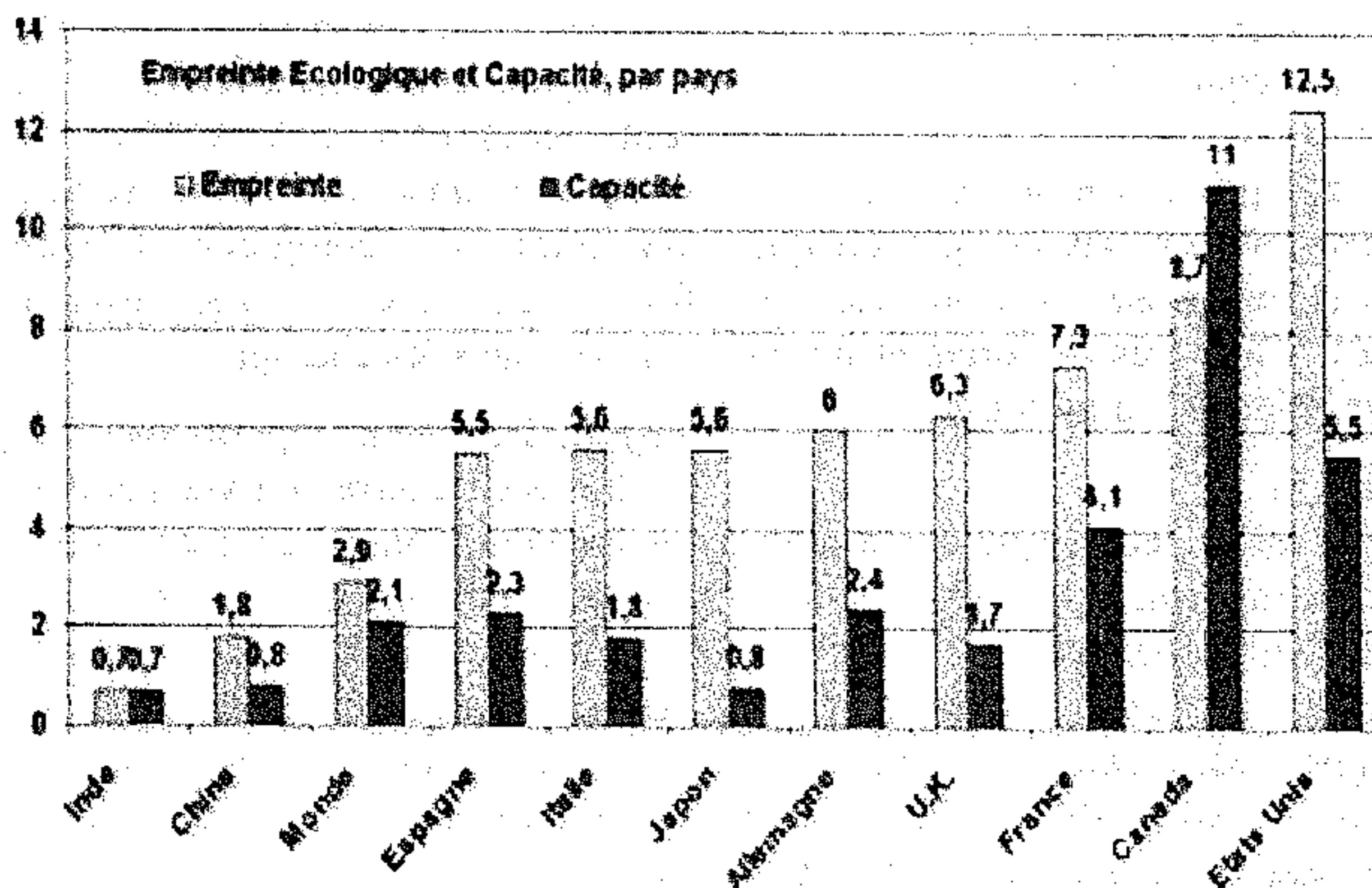
En effet, le pétrole comme le charbon se sont formés en millions d'années. La couche d'humus qui supporte notre agriculture et toute forme de vie sur terre a mis des millions d'années pour devenir ce qu'elle est, et supporter également les grandes forêts qui nous offrent le bois et qui recyclent nos surplus de gaz carbonique. Les océans regorgent d'une quantité phénoménale de poissons mais à force de consommer ces réserves, il ne restera plus rien pour les générations futures !...

Et nous ?

En France, l'empreinte écologique moyenne par personne est de 7,3 hectares. C'est à dire que si tout le monde était comme le français moyen, il nous faudrait à peu près 3 planètes...

Aux États-Unis, cette mesure dépasse les 11 hectares et donc, si tout le monde était comme l'américain moyen, il faudrait plus de 5 planètes Terre pour subvenir à nos besoins !...

Et encore ces chiffres sont-ils



calculés en retenant l'hypothèse optimiste à chaque fois qu'il y a incertitude ... et en ne prenant pas en compte le fait que la nature ne pourra jamais re-fabriquer les carburants fossiles...

Alors ?

“Contraction et convergence” : telle est une possible évolution des consommations des pays du nord et du sud. Qui assure au Sud un développement raisonné, et au Nord une décroissance soutenable.

Quelques points de repère

William Rees, professeur à l'université de Vancouver, s'est basé sur plus de 134 facteurs pour décrire les principaux postes de consommation.

Les principaux postes sont :

- L'alimentation,
- le logement,
- le transport,
- les biens de consommation courante.

Avant de tester votre empreinte écologique personnelle, en voici quelques exemples et repères.

Transport

L'empreinte écologique annuelle d'une personne qui se rend chaque jour à son travail, avec un trajet de 10 km, est de :

- 120 m² en vélo
- 420 m² en bus
- 2.000 m² en voiture

En effet, un hectare de forêt en bonne santé a la capacité d'absorber en un an le CO₂ issu de la combustion de 2500 litres de



pétrole ou d'essence... Si vous faites le plein une fois par semaine en moyenne, c'est ce qu'il vous faut !

En ce qui concerne le transport aérien, il faut savoir que chaque fois qu'on passe 10 h en avion, il faut 0,5 hectares de forêts et un an pour "digérer" la pollution...

Énergie

L'empreinte écologique due à notre consommation d'énergie varie considérablement en fonction de nos sources d'approvisionnement : si on prend pour base 100 l'empreinte écologique du pétrole, on constate des disparités étonnantes :

- Charbon 128
- Pétrole 100
- Gaz 79
- Hydroélectricité 7
- Photovoltaïque 3,5
- Éolien 0,57
- Eau chaude solaire 0,18

De quoi donner à réfléchir aux planificateurs et à chaque citoyen !

Quand au nucléaire, son empreinte est incalculable puisque les déchets radioactifs ont une durée de nocivité quasi illimitée ...

Agro-industrie / bio

La culture en serre et l'élevage hors sol ont des impacts écologiques beaucoup plus grands que leurs contreparties naturelles en champ, ainsi qu'on s'en rend compte sur le schéma présentant la production

d'un oeuf industriel. Si l'on tient compte de l'énergie, des transports, des engrais et des autres intrants qui sont nécessaires à la culture en serre, une tomate cultivée en serre a une empreinte écologique 10 à 20 fois supérieure à une tomate cultivée dans les champs.

Végétarien / Non Végétarien

Un hectare de terre cultivée pendant un an peut donner en moyenne 7 fois plus de calories sous forme de nourriture végétale que sous forme de viande (animal). Il faut donc sept fois moins de surface pour un végétarien que pour un amateur de viande.

Les autres produits animaux comme le lait, les oeufs, etc. ont une empreinte écologique un peu moindre que la viande, surtout en bio.

Conclusion

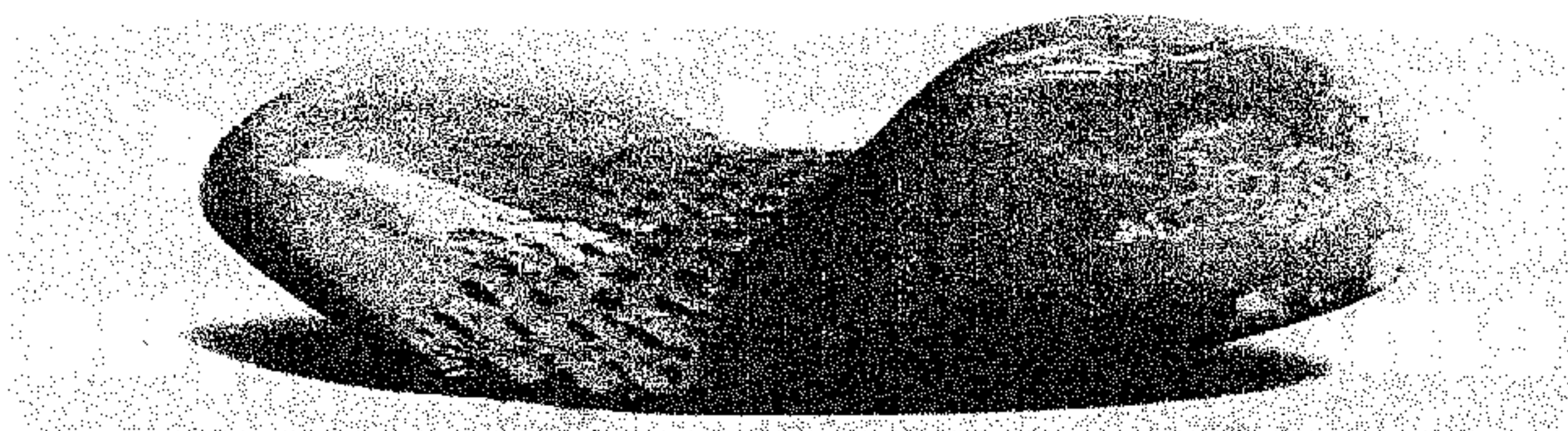
A l'intérieur d'un même pays, l'empreinte écologique d'une personne dépend énormément de son mode de vie et de l'attention qu'elle porte aux conséquences de ses gestes.

En la calculant pour vous-même, vous prendrez conscience de l'impact que vous avez sur l'environnement... de là où vous en êtes dans votre démarche écologique, et vous donnera éventuellement quelque indication pour évoluer.

C'est ce dont ce test va vous donner une idée ...

Ce questionnaire ci-après fait la synthèse de plusieurs études, et se présente sous une forme simple, voire ludique. Les résultats prennent en compte des éléments clés de votre mode de vie pour fournir une indication de votre empreinte écologique.

Pour obtenir cette simplicité, nous avons dû faire des choix, et à certains égards, ce test est expérimental. Vous pouvez participer à son évolution en nous transmettant vos résultats et remarques. Pour plus de finesse (et de complexité) dans le calcul, rendez vous sur le site Internet de *Passerelle Eco*.



Mode d'Emploi

A l'intérieur de chaque rubrique, figurent plusieurs questions qui décrivent des comportements possibles.

- Lorsque votre mode de vie correspond franchement à la situation décrite, suivez les indications.

- Selon les cas, vous devrez additionner, soustraire ou parfois multiplier ou diviser par 2...

- Pour certaines rubriques, il est indiqué un chiffre de base de calcul, et c'est à partir de cette valeur que vous additionnez ou soustrayez ensuite en fonction de vos réponses.

- Pour certains aspects, ce questionnaire fait en partie appel à votre appréciation pour aboutir au résultat. Si vous ne savez pas, gardez le résultat standard.

Vous verrez, c'est assez simple, et ça se comprend bien ! Vous avez un stylo en main ? Voici le test !

Questionnaire

Alimentation : Partez de 8000

- Vous achetez des produits emballés, préparés, transformés, cuisinés : +2000

- À chaque repas, vous avez beaucoup de perte (surplus jetés) : +2000

- Vous êtes gros mangeur : +2000

- Vous achetez à des producteurs locaux, au marché : -2000

- Vous achetez plutôt au supermarché : +2000

- Vous êtes végétarien : -2000

- Vous achetez surtout des produits bio : -1000

- Vous avez un beau jardin potager : -2000

**R é s u l t a t p o u r
l'alimentation :**

Eau : Prenez 600 pour commencer.

- Vous prenez souvent des bains ? +300

- Vous arrosez souvent votre

gazon ? +400

- Vous avez une machine à laver la vaisselle ? +600

- Vous prenez surtout des douches, pas tous les jours ? -100

- En général, vous veillez à économiser l'eau ? -200

- Vous récupérez l'eau de pluie, ou vous utilisez des toilettes sèches ? -200

R é s u l t a t p o u r
l'eau :

Électricité

- Si vous êtes économes, que vous avez très peu d'appareils électriques, et que vous utilisez une éolienne ou des panneaux solaires : comptez 500

- Si vous avez tout le confort moderne et les appareils à la mode, si vous laissez souvent la lumière et d'autres appareils allumés ou en veille, comptez 10000.

- Entre les 2, faites une estimation entre 500 et 10000, la moyenne étant de 5000.

R é s u l t a t p o u r
l'électricité :

Ordures

- Si vous produisez très peu d'ordures, ou si vous recyclez, compostez ou réutilisez tout ce qui est possible, comptez 6000.

- Si vous produisez beaucoup d'ordures, ou si vous ne recyclez

rien du tout, comptez 20000.

- Entre les 2, faites une estimation entre 6000 et 20000

R é s u l t a t p o u r l e s
ordures :

Papier

- Si vous achetez beaucoup de journaux et livres, comptez 3000

- Si vous préférez la bibliothèque, si vous partagez la lecture de journaux avec d'autres personnes, comptez 1000

- Entre les 2, faites une estimation entre 1000 et 3000.

R é s u l t a t p o u r l e
papier :

Transports :

Votre empreinte transport est la somme des empreintes des différents moyens de transports que vous utilisez.

- Si vous vous déplacez uniquement à pied ou en vélo, passez à la rubrique suivante !

- Si vous vous déplacez à cheval ou en âne, demandez lui quelle est sa surface de pâturage et celle de sa nourriture l'hiver...

Voiture

o Combien en moyenne faites vous de kilomètres par an, comme conducteur ou passager ?

o Si vous ne savez pas, estimez combien vous en faites par





semaine, et multipliez par 50. Ainsi, si vous faites 100 km par semaine, le résultat est 5000. (Au besoin, déduisez le kilométrage du nombre de pleins que vous faites par mois.)

o si votre voiture consomme plus de 10 litres au 100, multipliez par 2 le résultat obtenu.

o si vous êtes passager ou si vous avez très souvent un ou des passagers, divisez par 2.

(Résultat Voiture :)

- **Moto mobylette :**

o Combien de kilomètres faites vous par semaine en moyenne en moto ou mobylette ? Multipliez ensuite ce chiffre par 30.

(Résultat Moto :)

- **Transports publics, bus, train, métro, ferry :**

o Combien de kilomètres faites vous par semaine en moyenne en transports publics ? Multipliez ensuite ce chiffre par 20

(Résultat Transports Publics :)

Total pour les transports (sauf avion) :

Vacances ou travail : l'avion

- Combien d'heures voyagez vous en moyenne en avion par année ? Multipliez ensuite ce résultat par 500.

R é s u l t a t p o u r l'avion :

Chauffage

- Si vous économisez le chauffage, si votre habitat est très bien isolé, et si vous avez des très petites factures de chauffage, comptez 2000

- Si vous aimez bien avoir bien chaud en hiver, si votre habitat est peu isolé thermiquement, si vous avez des factures élevées de chauffage, comptez 9000.

- Entre les 2, faites une estimation entre 2000 et 9000 selon que vous vous sentez plus proche de l'économe ou de l'énergivore.

R é s u l t a t p o u r l e chauffage :

Total

Lorsque vous en êtes là, vous devez additionner les résultats des 8 rubriques différentes :

Résultat :

Ce chiffre est également le nombre de m² nécessaires à la planète pour assurer votre mode de vie.



Résultats

Sachant qu'un hectare comprend 10000m^2 , vous en déduisez votre empreinte écologique, ... hectares.

Or, il y a sur la Terre environ 2,2 hectares productifs disponibles par personne...

Si votre empreinte est inférieure à 1,1 hectare (score inférieur à 11000)

- C'est exceptionnel : votre mode de vie laisse de la place pour la vie sauvage de la planète, et pour tous ses autres habitants, humains, animaux, ou végétaux.

- Attention toutefois à ne pas négliger votre satisfaction personnelle et votre épanouissement.

N'oubliez pas de Penser Global : vous n'êtes pas seul sur la planète ! Si vous êtes en autarcie, développez les échanges informels.

Si votre empreinte est comprise entre 1,1 et 3,3 hectares (score inférieur à 33000m^2)

- Bravo ! Votre empreinte correspond à peu près à la surface disponible équitablement. Le savoir peut vous encourager à persévérer dans votre démarche écologique. Écrivez-nous, ou annoncez dans Passerelle Eco, pour partager votre expérience;

- Si vous avez l'impression de

faire beaucoup d'efforts, ce résultat peut vous inviter à relâcher la pression dans certains domaines, et à privilégier d'autres types d'action. Souvenez vous également que l'écologie supportable est autant intérieure qu'extérieure...

Si votre empreinte écologique est comprise entre 3,3 et 5,5 hectares (< 55000)

- Vous êtes économe et conscient du fait que votre mode de consommation a des impacts écologiques. Vous avez déjà diminué significativement les principales sources de pollution et de pillage des ressources naturelles. Ou bien alors, vous êtes particulièrement fauché !

- Toutefois, vous consommez plus de ressources naturelles qu'il n'y en a équitablement de disponibles pour chaque humain. Regardez les rubriques dans lesquelles votre empreinte est la plus forte, et voyez si vous pouvez infléchir quelque chose dans le bon sens. Parcourez les annonces de Passerelle Eco pour trouver ce qui vous manque, ou découvrir de nouveaux possibles,....

Si votre empreinte écologique est comprise entre 5,5 et 8,8 hectares

- Si tout le monde vivait comme vous, il faudrait 3 planètes pour subvenir aux ressources de l'humanité. C'est désastreux, et





cependant, vous êtes dans la moyenne européenne. Ne culpabilisez pas, mais, cette prise de conscience faite, passez à l'action.

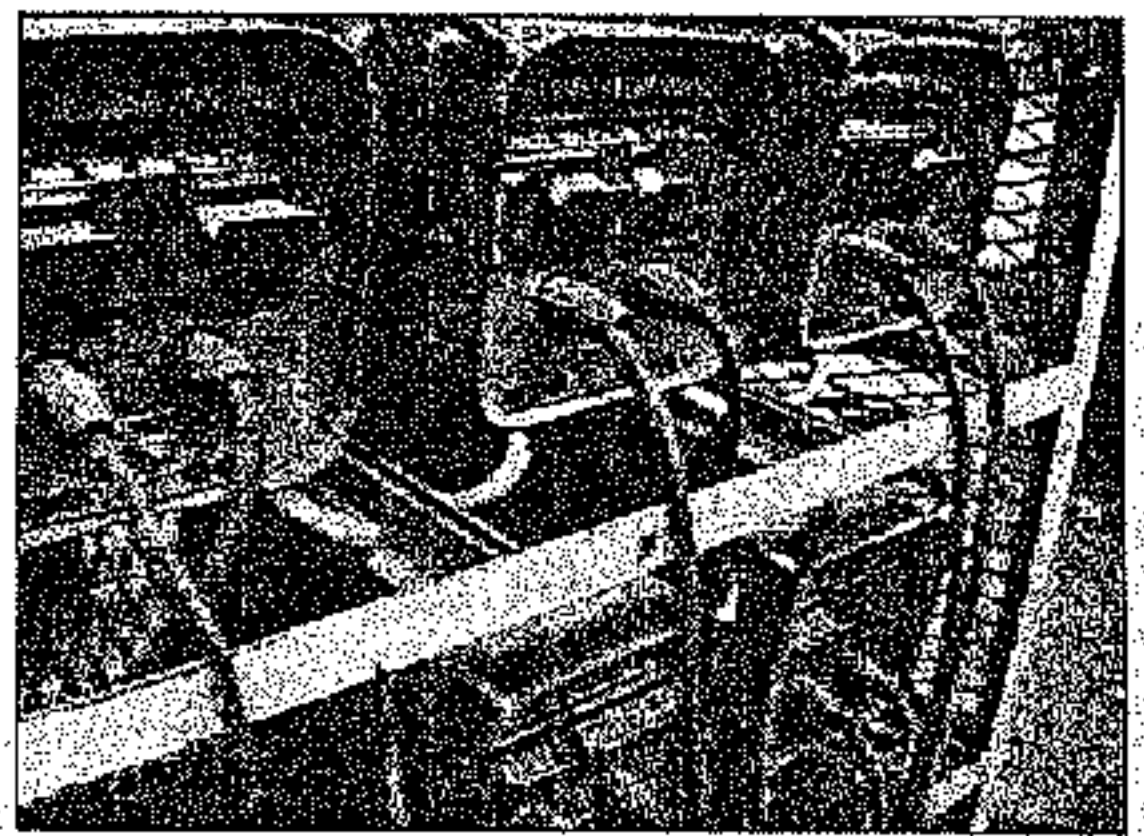
- Choisissez une rubrique parmi celles pour lesquelles votre score est le plus important et prenez la résolution de faire quelque chose dans ce domaine en vue de réduire votre empreinte écologique.

- De nombreuses personnes ont fait ce pas, et vous proposent de partager leur expérience. Épluchez les annonces de Passerelle Eco (120 contacts dans ce n° !) et trouvez le projet de vos rêves pour vous investir à plein, ou le contact dont vous avez besoin pour mettre en oeuvre, là où vous en êtes, cette bonne résolution.

Si votre empreinte est supérieure à 8,8 hectares (score supérieur à 88000)

- Si tout le monde était comme vous, il faudrait plus de 4 planètes pour subvenir aux besoins de l'humanité (moyenne aux états unis : 6 planètes !). Comme il n'y en a qu'une, cela accélère l'épuisement des ressources naturelles et la détérioration d'éléments aussi vitaux que l'air, l'eau et la terre. Votre mode de vie

L'empreinte écologique de la France était de 5,2 ha en 1999 pour une capacité de 2,9 ha.



se base indirectement sur l'exploitation de 6 milliards d'être humains et contribue à l'extinction de milliers d'espèces vivantes chaque année.

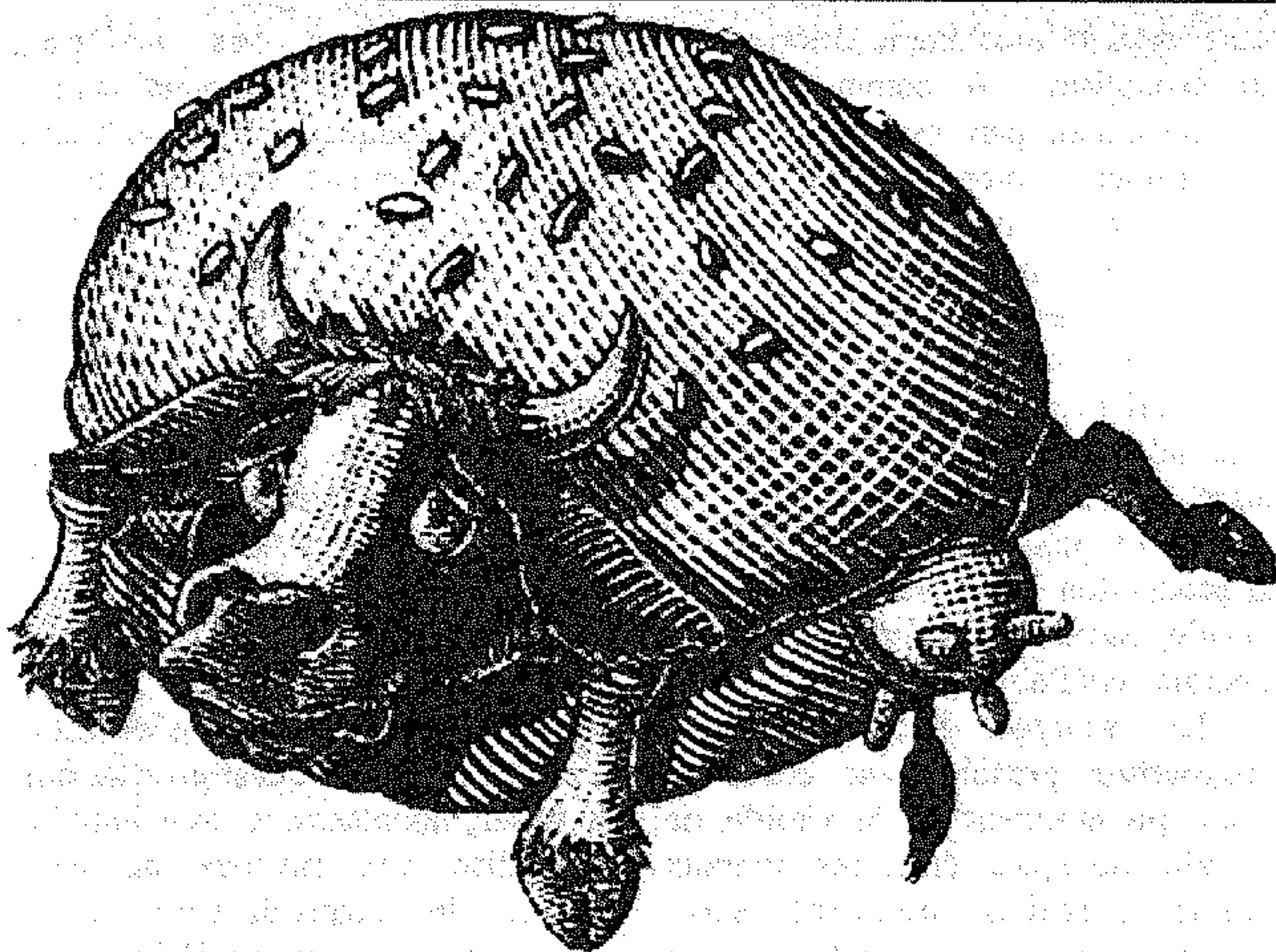
- En fait, il est possible de vivre de manière plaisante et respectueuse des autres habitants présents et à venir de la Terre. Prenez conscience de vos véritables besoins et des diverses manières avec lesquelles vous pouvez y répondre. Choisissez ce qui est moins nuisible. Inscrivez vous à un SEL. Souscrivez des parts de SCI éco-villageoise ou faites un don à une association écologique.

Conclusion

L'empreinte écologique est une mesure de notre impact sur la planète. Elle peut nous accompagner sur le chemin d'une civilisation durable. Ensemble, imaginons et mettons en oeuvre des manières simples et réalistes pour réduire notre empreinte écologique sur la planète !

Passerelle Eco - 42 rue du Fbg Figuerolles, 34070 Montpellier

Décroissance & végétarisme



La décroissance a décidément bonne presse dans les milieux libertaires. Le débat a noirci bien des pages de notre hebdomadaire*, et récemment la salubre brochure de notre compagnon Jean-Pierre Tertrais lui a donné un nouvel élan. De telles lectures, si elles sont stimulantes, n'abordent pas toujours la question essentielle des réponses et projets que peuvent proposer les anarchistes dans le cadre de la décroissance, en rupture avec le système capitaliste, sa logique de surproduction et son corollaire direct, la surconsommation.

*Article publié initialement dans *Le Monde Libertaire*





Il est temps d'aborder la question de nos attitudes, de nos comportements au sein d'un système économique engagé tout entier dans une logique suicidaire de croissance, mais plus précisément dans nos actes les plus ordinaires, les plus quotidiens, qui pèsent d'un poids d'autant plus lourd dans la machinerie destructrice du capitalisme. À commencer par l'alimentation, part essentielle de la consommation mondiale, qui répond aux mêmes principes d'offres (largement industrialisées), de demandes (largement conditionnées) et reste soumise aux mêmes déséquilibres entre puissances nationales, que la majeure partie des marchandises s'échangeant de par le monde. Et, pour être tout à fait précis : la production et la consommation de viande, parties prenantes de la course libérale vers l'abîme.

Le propos n'est pas de stigmatiser gratuitement celles et ceux qui mangent de la viande, de brandir quelques principes moraux (dont certains peuvent être, certes, tout à fait valables) et d'asséner sur certaines têtes la seule idée que le végétarisme, voire le végétalisme a valeur d'obligation morale. Le mouvement anarchiste conserve, sur cette question, les pénibles souvenirs d'une époque où quelques militants de la cause animale ont, non sans tapage, osé de douteux rapprochements entre consommation de viande et fascisme. Il n'en a pas fallu davantage pour que les adversaires nourrissent une méfiance

durable (doux euphémisme), les uns vis-à-vis du végétarisme, les autres vis-à-vis des organisations libertaires.

Si les querelles sont loin désormais, hélas la question de l'abolition de la viande n'a guère progressé dans les milieux anarchistes. Voire. Comparativement à d'autres époques où le problème était passionnément abordé dans les colonnes de nos journaux et les pages de nos brochures, l'indigence de nos réflexions sur ce point est patente. Il n'est guère que les milieux anarchopunk et écologiste radical qui se soient emparés de la question et aient amené, par la force des débats et la conscience individuelle, une assez large frange de leurs activistes à devenir végétariens voire végétaliens*.

Au-delà de toute considération morale, il est une question que doit se poser, honnêtement, tout individu sensibilisé aux ravages de cette société de surproduction et de surconsommation, et décidé à y mettre non pas seulement un frein, mais un terme : peut-on, au 21^e siècle, continuer à consommer de la viande ? Commençons par noter que, à l'heure industrielle, la production de viande constitue objectivement un gaspillage énergétique. Le théorème est simple : on cultive des céréales pour nourrir et engraisser le bétail. Pourquoi ne pas manger directement les céréales produites ?

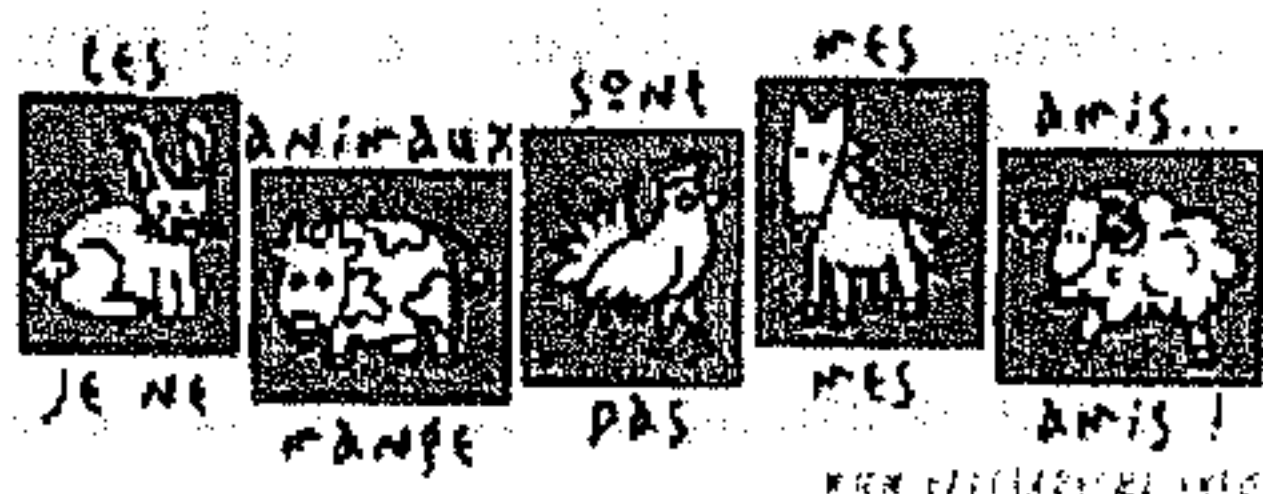
Cela n'a l'air de rien, mais il





L'Europe utilise sept fois sa superficie agricole en terres du tiers monde pour produire de quoi nourrir son bétail.

faut imaginer à quel degré de paroxysme cette aberration énergétique peut être portée par l'appétit carnassier de millions, de milliards d'individus. L'entretien des animaux, indexé sur la demande du marché de la viande (en pleine croissance, notamment dans les pays du Nord), implique de trouver toujours plus de terres à couvrir de pâturages et de cultures. Tragique démonstration de cette fuite en avant, la couverture forestière tropicale et subtropicale s'est considérablement réduite depuis que les différentes officines mondiales d'aide au développement encouragent, et c'est peu dire, l'installation d'établissements d'élevage de plusieurs millions de têtes de bétail. Et la razzia continue quand, après avoir dévasté les forêts, ruiné les terres ainsi gagnées par une exploitation démesurément intensive – les exploitants restant soumis aux mêmes exigences de rendement qu'ailleurs –, il faut porter la tronçonneuse et le bulldozer plus loin encore, conquérir de nouvelles terres, poursuivre l'œuvre de mort.



Les animaux ne nécessitant pas une alimentation variée, quelques types de céréales, souvent même un seul, suffisent à leur croissance. En particulier le soja, dont la prodigieuse production est essentiellement destinée au bétail, entraînant un modèle de culture inédit pour les communautés paysannes traditionnellement attachées à une agriculture de subsistance, plus variée, qui aujourd'hui ne pèse pas lourd dans la balance économique réglée par les pays du Nord. Pour survivre, ces communautés n'ont guère d'autre choix que de se lancer dans la monoculture, s'enchaînant encore davantage aux fluctuations du marché, et participant sans en récolter de bénéfices à la destruction de leur environnement, qui est aussi le nôtre. Ce sont eux qui sont les plus directement touchés par les déséquilibres engendrés : exodes massifs, disparition des repères sociaux et culturels... mais aussi effets directs et indirects de la déforestation. On en parle peu, mais la destruction de la forêt équatoriale est également celle de l'habitat naturel d'une multitude d'animaux qui ainsi meurent ou ne trouvent plus leur place dans la complexe organisation de la chaîne alimentaire. On signale de nombreux cas d'animaux sauvages qui, affolés, affamés, attaquent l'homme, parfois le tuent. Car le détraquement généralisé des équilibres naturels affecte d'innombrables composantes des milieux végétal et animal, toutes solidaires les unes aux autres, sonnant



un glas qui se répercute par échos successifs.

L'homme qui souffre, l'homme qui meurt n'est pas l'entrepreneur qui par calcul décrète les mises à mort économiques et écologiques, ni le technocrate qui sans état d'âme administre la curée, pas davantage les politiques qui justifient le tout voire le favorisent, non sans prélever au passage leurs petites commissions. Ceux qui souffrent et meurent, ce sont les pauvres, artisans inconscients de leur propre destruction. Ce sont par exemple ces éleveurs de volailles qui, dans certains pays d'Asie, vivent et travaillent au milieu de leurs animaux, dans des conditions d'hygiène épouvantables qui ne sont pas étrangères à l'apparition et à la propagation de virus toujours plus résistants. Les épidémies ainsi développées font d'autant plus de ravages que les populations touchées sont vulnérables et mal informées, les gouvernements paraissant davantage préoccupés des enjeux économiques que des retombées sanitaires. Nous pourrions également parler du smog dévastateur qui a couvert certaines régions de l'Indonésie à cause du feu utilisé pour le défrichage. Ou des effets des pesticides pulvérisés en surabondance dans certaines cultures, empoisonnant la terre mais aussi les travailleurs qui les manipulent. Ou encore des inondations tragiques qui

Pour récupérer une calorie d'origine animale, il faut sept calories d'origine végétale, soit une perte d'environ 86 % !



LA FOURRURE EST
PORTÉE PAR DES
ANIMAUX SUPERBES
ET DES
GENS HORRIBLES



sont la conséquence directe du déboisement et de la mauvaise perméabilité des sols cultivés, comme dans la région de Santa Fe, en Argentine, fin 2003.

Nous pourrions, à vrai dire, poursuivre longuement cette sinistre énumération. Arrêtons-là. En revanche, et pour en revenir à ce qui nous préoccupe, ne croyons pas que les effets pervers de la production de viande ne sont observables que dans les pays du Sud. Dans nos contrées dites « riches » et « développées », le tableau n'est guère plus brillant. Une vague de militants issue du milieu paysan, aujourd'hui suivie par nombre de citoyens, stigmatise la « malbouffe » incarnée par certaines chaînes de fast-food bien connues. Ces dernières ont, c'est vrai, une lourde part de responsabilité dans le saccage planétaire, notamment dans le processus de déforestation engagé pour produire la pâte à hamburgers. Mais ce ne sont pas les seules. La gastronomie des pays du Nord, France en tête, repose essentiellement sur la viande. Ce modèle d'alimentation, logé au plus profond des crânes et des estomacs, conduit les populations pauvres ou riches à acheter, quotidiennement ou presque, leur lot de chairs plus ou moins fraîches. Mais la précarisation voire l'appauvrissement généralisé des



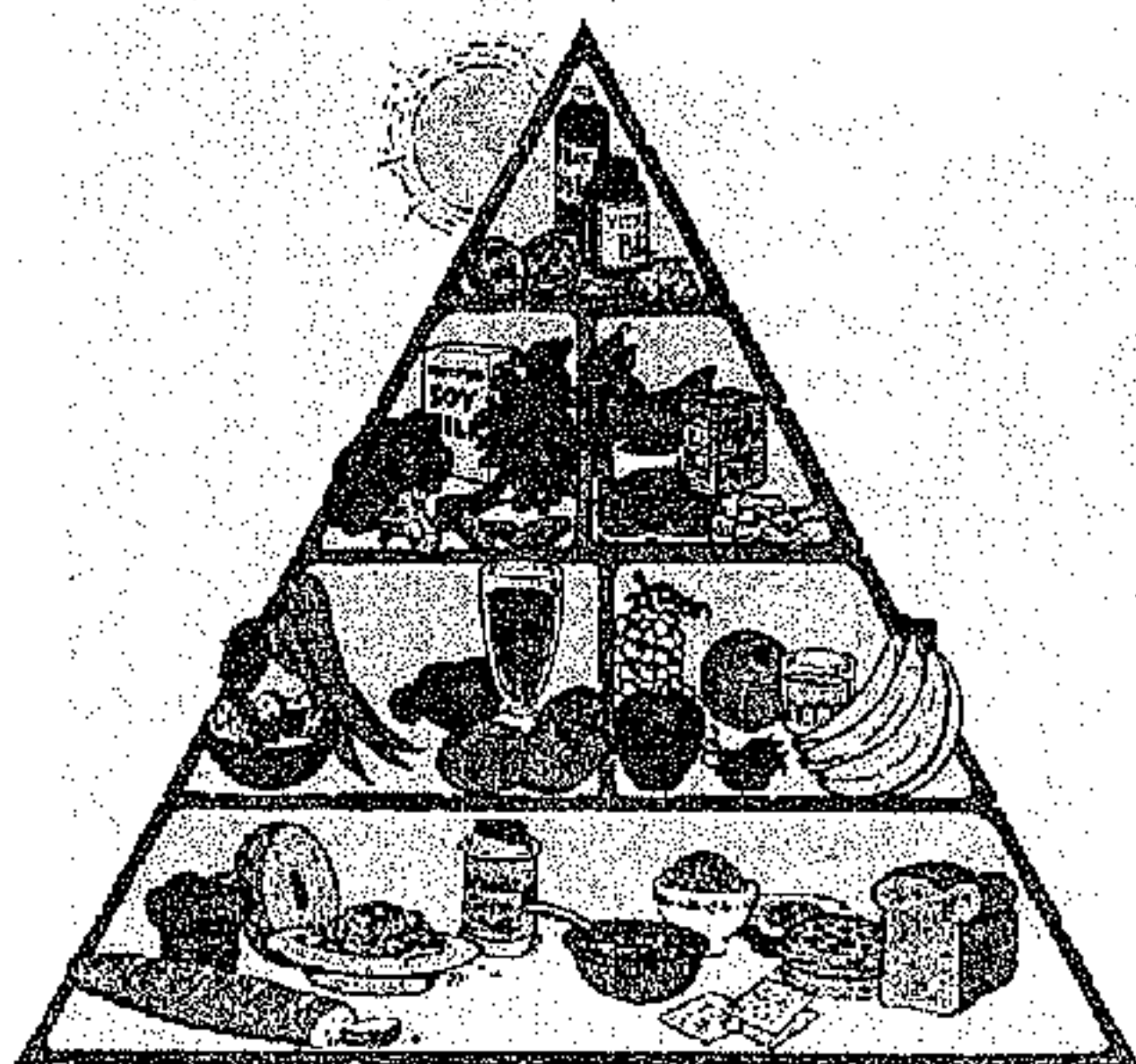
consommateurs amène ces derniers à rogner sur leur budget de nourriture et à aller au moins cher. Cela fait la fortune d'autres chaînes de discount alimentaire qui proposent une viande rendue bon marché par le recours aux hormones de croissance, aux anabolisants divers, aux antibiotiques et à l'occasion aux farines animales. Mêmes effets sur la santé que chez les habitués des fast-food : obésité, problèmes dentaires, risques de maladies cardio-vasculaires ou de cancers...

Il est certain qu'un végétarisme sinon généralisé, du moins massivement adopté, ne règlera pas seul le problème de la surexploitation des ressources naturelles et des conséquences désastreuses qui en découlent. Le scandale des OGM a montré à quel point les apprentis sorciers de l'industrie agroalimentaire étaient prêts à toutes les manipulations irréversibles pour accroître les rendements et les dividendes. Une agriculture pour l'homme et non pour l'élevage peut fort bien être à l'origine de nouveaux saccages si elle reste

soumise à la logique destructrice du capitalisme. À ce titre, la production actuelle d'huile de palme ou encore de fruits exotiques comme la banane par exemple, participent également à la déforestation, à la destruction des communautés autochtones, à la surexploitation et à l'empoisonnement des sols.

Mais le végétarisme est une première rupture concrète avec le système capitaliste. Le végétarien assume, dans son comportement alimentaire, son refus de cautionner l'aberration de l'industrie carnassière et d'en porter une part de responsabilité, même minime. Plus qu'un simple boycott, dans un monde où la viande domine la gastronomie des pays du Nord le végétarisme est aussi une attitude de résistance, qui amène fréquemment à s'interroger sur l'alimentation, la composition des produits, leur origine, leur valeur nutritive... Parce que nous mangeons tous les jours et parce que nous sommes quotidiennement confrontés au spectacle du cadavre dans l'assiette, le végétarisme questionne en permanence les comportements alimentaires et leurs conséquences, en une sorte de dialectique sans cesse renouvelée.

On me dira que le végétarisme est le choix des privilégiés qui dans l'abondance ont la possibilité de sélectionner leurs aliments. C'est vrai. On peut en dire autant de ceux qui ont les moyens intellectuels, sociaux, économiques de contrôler leur fécondité et participer ainsi au processus de régulation des



naissances. Les enjeux démographiques ont jadis passionné les anarchistes, lesquels n'ont jamais éprouvé de scrupules à militer pour le contrôle de la natalité. Les désastres de l'industrie agroalimentaire, à travers la production de viande notamment, doivent nous conduire à la même honnêteté intellectuelle et militante.

Terminons par cette double question : l'humanité compte aujourd'hui quelque 6 milliards d'individus. Dans une cinquantaine d'années, ce seront 8 à 10 milliards (selon les prévisions) qui peupleront la Terre. Une telle population pourra-t-elle survivre en continuant à consommer de la viande ? Et nous, « privilégiés » de l'Occident

800 millions de personnes sont sous-alimentés, alors que globalement il y a une surproduction de nourriture

industrialisé, pouvons-nous laisser notre inconscience carnivore mettre en coupe réglée ce qu'il reste de ressources naturelles, animales, humaines ?

André Sulfide

* Je ne parle pas de certaines sectes qui « conseillent » fermement à leurs adeptes de suivre le régime végétarien. Ce qui relève du dogme n'attire pas, oserais-je dire, mon indulgence. Mais ceci est un autre problème.

VÉGÉTARISME

De la place pour nous tous



Décroissance

& Consommation

« Tout doit disparaître ! »

Conso m m a t i o n ,
c o n s o m m a t e u r ,
c o n s o m m a t r i c e . Ces
termes ont fini par définir l'activité
primordiale de l'individu au sein de la
société, ainsi que son identité sociale
fondamentale. Avant d'être celui/celle
qui prend part à un processus de
production, on est d'abord le/la
consommateur/trice, rôle mis en valeur
par toutes les formes de transmission
de l'information : publicité, médias, et
même « sens commun ». Cette fonction
sociale est sacralisée. Tout d'abord,
elle est sanctifiée comme moteur
économique, c'est-à-dire en tant que
mode de relance de la « croissance ». Elle l'est ensuite comme symbole de
liberté d'une société dont la valeur
ultime reste l'accumulation du capital,
ou à défaut d'objets et gadgets divers,
et fait nouveau, de moyens d'accès à
des services dont on peut aisément
remettre en question l'utilité.

**Et tout d'abord, pourquoi
consomme t'on ?**

Parce que tout nous pousse à le
faire. Il suffit d'allumer une télévision,
d'ouvrir un journal, ou simplement de
se promener dans la rue pour observer

l'omniprésence publicitaire. L'illusion
du choix est orchestrée, et ingérée.
Pour un type de produit, des dizaines
de versions existent, plus ou moins
performantes, mais surtout
relativement équivalentes. Ces produits
existent, donc pourquoi s'en priver ? Et
bien peut être parce que nous n'en
avons absolument pas **BESOIN**. On
nous en a donné **ENVIE**, ce qui
constitue tout de même une différence
de taille.

D'ailleurs l'illusion d'un accès
au confort constitue une des formes
les plus évoluées du contrôle social. Il
ne s'agit pas seulement de forcer la
population à abandonner sa liberté
acceptant de louer sa force de travail, il
faut également que celle-ci accepte de
s'endetter pour alimenter une
mécanique dont on lui assure qu'elle
ne peut fonctionner qu'en sursrégime.
En somme tout doit être dépensé,
même pour le plus inutile, quitte à tout
faire disparaître. Il y eut donc en son
temps la consommation « patriotique »,
pour reconstruire la France au
lendemain de la conflagration
mondiale. Puis cette fonction est
devenue tellement naturelle qu'elle fait
aujourd'hui figure de condition *sine
qua non* au bonheur. Il en faut toujours
plus, et si possible plus vite



qu'auparavant. Mais il faut du nouveau, aussi. C'est pour cette raison que des choses dont on s'est passé pendant des années sont devenues « indispensables »(1). C'est pour cette raison que ces nouveautés doivent être rapidement obsolètes, car sinon, qu'achèterions nous ?

La consommation effrénée est, en somme, devenue à la fois une justification de l'exploitation subie - compensation dont les principaux bénéficiaires restent les exploiters/trices -, et une valeur en soi.

Cette « valeur » a cependant de s e s c o n s é q u e n c e s ; catastrophiques désastreuses.

Les premières sont sociales. Le cloisonnement entre l'acte de production et celui de consommation semble infranchissable. Il ne faut pas produire soi même ce que l'on peut acheter. Cet acte même est impensable, si impensable que l'idée d'autonomie semble absente des esprits. L'illusion de la liberté de choix se répand au détriment de la dépendance totale envers les centrales de productions de biens et de services, les centres de distribution de masse, et l'incapacité technique croissante du/de la consommateur/trice à opérer lui/elle-même la maintenance et la réparation

des biens acquis(2).

D'autre part, le culte de la consommation joue un rôle d'exclusion informel des personnes qui veulent se placer en marge du système de production/consommation capitaliste, mais également de ceux qui n'y ont pas accès. Consommer est une marque d'appartenance à la norme, et toute personne qui critique cette norme, qui ne peut se conformer, ou qui se met sciemment hors de ce contexte se voit ostracisée, non par l'État ou quelque forme de contrôle social officiel, mais par le reste de la population elle-même. Il s'agit donc d'un des piliers d'une idéologie dont l'issue est à court terme suicidaire.

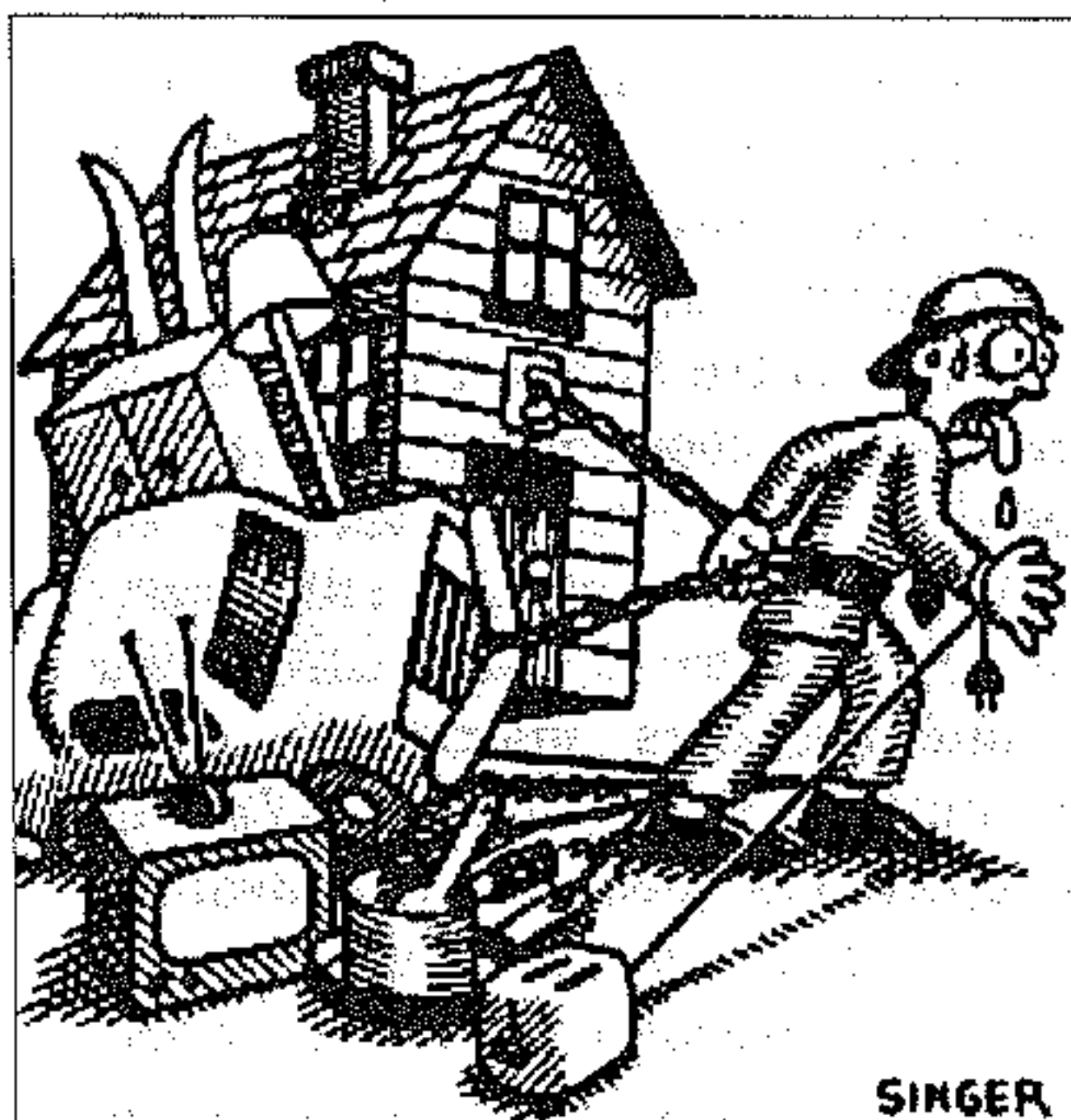
Car notre désir de consommer a évidemment des conséquences environnementales difficilement supportables, même à court terme. En effet, la société de consommation est aussi celle du gâchis, en premiers lieux des matières premières. Il est intéressant de noter la quantité impressionnante de plastique utilisée en pure perte dans des emballages, par exemple(3).

Cependant, au delà même de la notion de nécessaire et de dispensable, la simple idée de la durée de vie des produits est symptomatique d'une logique absurde. Les produits ont en effet une durée d'utilisation de

(1) Les exemples les plus significatifs sont le téléphone mobile et le micro onde. Qui en a réellement besoin ? Et combien en ont tout de même ? De plus, les nouveaux produits induisent des besoins de services nouveaux. Ainsi, l'accès à Internet nécessite souvent l'achat de services complémentaires anti-virus, anti-spam, firewall etc... et quand ceux-ci sont disponibles gratuitement, le simple fait de les télécharger impose d'aller sur des sites où sont présents des espaces publicitaires.

(2) L'informatique constitue un exemple parfait, illustré dans ce numéro page...

(3) Et parfois même des emballages d'emballages...



plus en plus réduite. Il faut en effet que le marché soit renouvelé le plus vite possible pour assurer des débouchés aux détenteurs des moyens de production. Ceci entraîne donc une utilisation complètement irresponsable de ressources dont on aimerait nous faire croire qu'elles existent en nombre illimité. On rassure le/la consommateur/trice en lui inculquant l'idée que son attitude est bonne pour l'économie et les emplois...

On le/la rassure également avec des produits dont la nature relève du moindre mal. Par ceci il faut entendre un ensemble de produits dont l'impact social et écologique est moindre, mais dont la simple consommation préférentielle ne constitue en aucun cas une solution à long terme. Tout d'abord les produits dits de « commerce équitable ». On peut commencer par s'interroger sur la compatibilité même de ces deux

notions... Toutefois, si les termes des échanges restent très inégaux, il faut aussi remettre en question les productions d'exportation à faible coût dans les pays dont elles sont issues(4). Ils ne pourront jamais connaître d'agriculture adaptées à **LEUR PROPRE MILIEU** tant que celles-ci resteront dévouées à NOS « besoins » en café, sucre etc. Les biens issus de l'agriculture biologique sont également un exemple de consommation « de bonne conscience » si l'on ne va pas plus loin. Ces produits sont certes produits avec un impact écologique moindre. Cependant, se contenter de les acheter en grande surface ne résoudra pas le problème de l'acheminement et du transport sur de longues distances(5). D'ailleurs, on peut mettre en doute l'intérêt réel de tels produits s'ils font l'objet du même emballage et des mêmes méthodes de marketing que leurs homologues non-bios.

Il s'agit donc non seulement de trouver des biens de consommation « acceptables », mais aussi de « consommer » beaucoup moins, mais surtout autrement.

Tellement autrement que l'on n'est plus réellement un/une consommateur/trice.

Il existe en effet de multiples façons de sortir du monde des consommateurs moutons. Les méthodes varient selon la nature de

(4) Essentiellement, si l'on se limite aux exemples les plus symptomatiques, des pays d'Afrique tropicale et d'Amérique du Sud.

(5) Voir dans ce numéro pages 35-36.





chacun, et il n'est pas question de donner des recettes miracles. Cependant, quelques pistes existent.

Tout d'abord, il faut s'interroger sur les besoins réels que chacun estime indispensables, sa part de confort « incompressible » en quelque sorte. On ne peut définir un idéal de besoin absolu, c'est pourquoi il s'agit d'une prise de position individuelle, réfléchie, qui tient compte de l'impact écologique de sa consommation, ainsi que de son impact social, en terme d'exploitation collective ou individuelle.

Ensuite, par la mise en place de méthodes de sabotage, dont chacun pourra mettre en doute l'efficacité, mais qui ont le mérite de créer des disfonctionnements dans un système de consommation de masse qui oblige la majorité à suivre ses règles. Dans ce cadre peuvent par exemple se développer des actions de destruction publicitaire, le Don A l'Étalage, et pour certains le Vol A l'Étalage(6). En ce qui concerne ce dernier moyen d'agir, il paraît évident que voler des biens polluants, sans besoin réel, des produits de transnationales, ou toute entreprise faisant appel au salariat paraît totalement absurde et au final ne fait que maintenir un état de fait de satisfaction d'une envie pas si nécessaire que ça. Elle contribue également à maintenir les relations de domination dans le système de production. C'est pourquoi la méthode

du boycott reste un moyen à petite, moyenne ou grande échelle de sortir au maximum de la dépendance individuelle envers les entreprises de distribution et de production.

Une autre forme d'action est la création de coopératives d'achats de produits alimentaires, textiles ou autres, dans une optique écologique, et pour détruire la participation d'intermédiaires marchands entre production et consommation(7). Ces coopératives peuvent également - devrait-on tenté de dire - amener le consommateur à s'impliquer le plus possible dans le processus de production, par son aide physique ou matérielle aux producteur/trices choisis sur des bases écologiques, sociales et si possibles éthiques(8). Cette pratique peut être le premier pas vers la reconstitution de jardins collectifs, non marchands, visant à assurer une autonomie alimentaire la plus développée possible, qui constitue alors la fin de l'existence du/ de la consommateur/trice en tant que tel-le, et à la naissance de l'individu comme un acteur de sa propre subsistance.

Moins je « consomme », plus je suis !

Mala(la)testa

(6) Voir *RIOT magazine*, n°1, pour les renseignements techniques et plus de précisions sur ce type d'actions.

(7) Voir dans ce numéro la charte fondatrice de la coopérative participative, pages 68-69.

(8) Végétariens de tous les pays...

Pour des Pratiques anticapitalistes et autogestionnaires

DIRECTEMENT DU
PRODUCTEUR AU
CONSUMMATEUR



Les deux textes suivants nous montrent des chemins possibles pour sortir de l'impasse du capitalisme et de la domination étatique.

Les pratiques autogestionnaires et solidaires, au-delà de l'exemple qu'elles peuvent fournir, permettent d'atteindre une cohérence entre une démarche individuelle et des intérêts collectifs. Face au monde qui nous est promis, elles représentent une alternative nécessaire. Mais encore une fois, ces expériences ne sont pas des fins en soi, destinées à subvenir seulement à des intérêts particuliers. Elles ne doivent être que la première marche nous guidant sur le chemin d'une société libertaire, égalitaire, fédéraliste, autogestionnaire, autonome et conviviale.





Texte Fondateur de la Coopérative Participative

Une démarche ancrée dans des réflexions et des pratiques anticapitalistes

L'engagement au sein de la coopérative participative s'inscrit avant tout dans une démarche politique. Face à la dictature des réseaux de distribution agroalimentaire et de consommation de masse, nous pensons qu'il est nécessaire de construire des alternatives de résistance créatrices refusant le système capitaliste et mettant en actes des principes de solidarité, d'égalité et d'autogestion permettant ainsi une cohérence plus grande entre nos idéaux et notre comportement au quotidien.

La coopérative participative d'achat permet d'établir un lien direct entre producteur-trices et coopérateur-trices, d'utiliser et de mettre en place des réseaux alternatifs et d'avoir accès à des produits de qualité et de saison (bio ou cultivés selon des valeurs respectant l'environnement et les personnes) pour toutes et tous.

Ainsi, nous pensons que le progrès ne réside pas dans une agriculture techniciste et scientiste. Au contraire nous défendons l'idée d'une agriculture de proximité qui doit retrouver toute sa place dans une réorganisation spatiale des villes et des campagnes, dans le refus de la segmentation des activités humaines, dans le fait que l'échange redevienne un acte social et non plus

marchand.

La coopérative s'inscrit également dans une démarche anti-productiviste refusant l'agriculture industrielle intensive utilisant des outils biotechnologiques comme les organismes génétiquement modifiés (OGM), les herbicides, fongicides et pesticides chimiques ; elle défend une agriculture paysanne autosuffisante. En outre, la coopérative sera vigilante aux conditions d'élevages (bien-être des animaux).

La coopérative s'approvisionne en s'appuyant sur une agriculture locale. Pour les produits qui ne peuvent être produits localement, la coopérative pourra développer des liens au niveau hexagonal ou international et un échange direct avec des associations ou coopératives qui défendent la même éthique.

La coopérative sera attentive aux conditions sociales et économiques chez les producteurs-trices et refuse le recours aux emplois précaires et contrats obligatoires.

Principes de fonctionnement

Au-delà de baisser les coûts en achetant de manière groupée, la coopérative participative implique une participation active et responsable de chacun-e au fonctionnement sans

toutefois entraîner un investissement disproportionné.

Le principe de la coopérative participative doit permettre de ne pas reproduire un fonctionnement centralisé, marchand basé sur les mêmes schémas que le commerce classique et sur un comportement de consommation passive. C'est dans ce sens que nous avons décidé de ne pas nous constituer juridiquement mais de conserver une forme d'association libre entre ses membres. La coopérative n'exerce aucun bénéfice entre le producteur-trice et le coopérateur-trice et développe des rapports d'échanges non marchands entre l'ensemble des coopérateur-trices (solidarité, mutualisation des moyens, transmission et échanges de savoirs). Tous les dons et participations sont réutilisés pour le fonctionnement de la structure.

Le fonctionnement est basé sur un découpage géographique en modules de 10 foyers maxi (foyer : Unité de vie sous un même toit). La petite taille de chaque module, structuré de manière autogérée en interne, facilite les

échanges et l'organisation entre coopérateurs-trices. Dans chaque module, un calendrier définit le(s) référent(es) du module pour chaque mois. Chaque mois, les référents de tous les modules s'organisent et se chargent : de répartir l'argent et d'aller chercher les produits chez les producteurs ou de réceptionner les livraisons, de les conditionner et enfin d'organiser la livraison à ses camarades de modules.

Le fonctionnement participatif de la coopérative implique des réunions régulières des coopérateurs-trices au sein de chaque module. De la même manière, afin de décider collectivement des orientations politiques et organisationnelles, les coopérateurs-trices s'engagent à se réunir régulièrement et selon les besoins en Assemblée Générale plénière qui fonctionne sur les bases de la démocratie directe et participative (1 personne = 1 voix, tours de paroles). Dès lors, l'AG, fédération des modules, est souveraine quant à ses décisions qui s'appliquent donc à l'ensemble des modules de la coopérative. De plus, l'AG est également un espace permanent de réflexion, de questionnements..

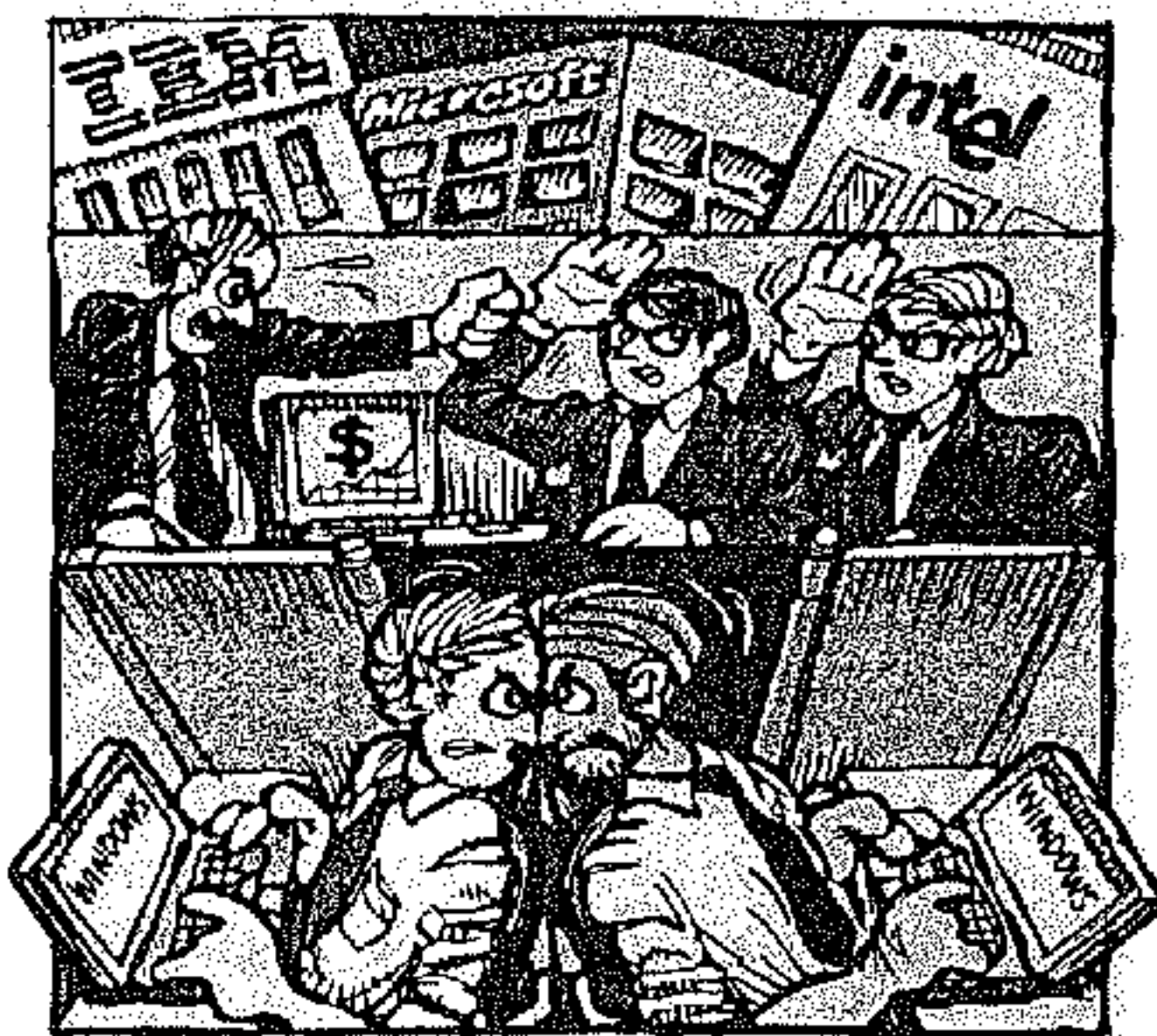
Enfin, nous pouvons espérer que ce système de coopérative puisse être décliné à d'autres secteurs que celui de l'alimentation. Nous espérons aussi avoir un objectif pédagogique en communiquant son expérience pour générer de nouvelles initiatives, créatrice, autogérées et associées librement.

* Foyers = Unité de vie sous un même toit

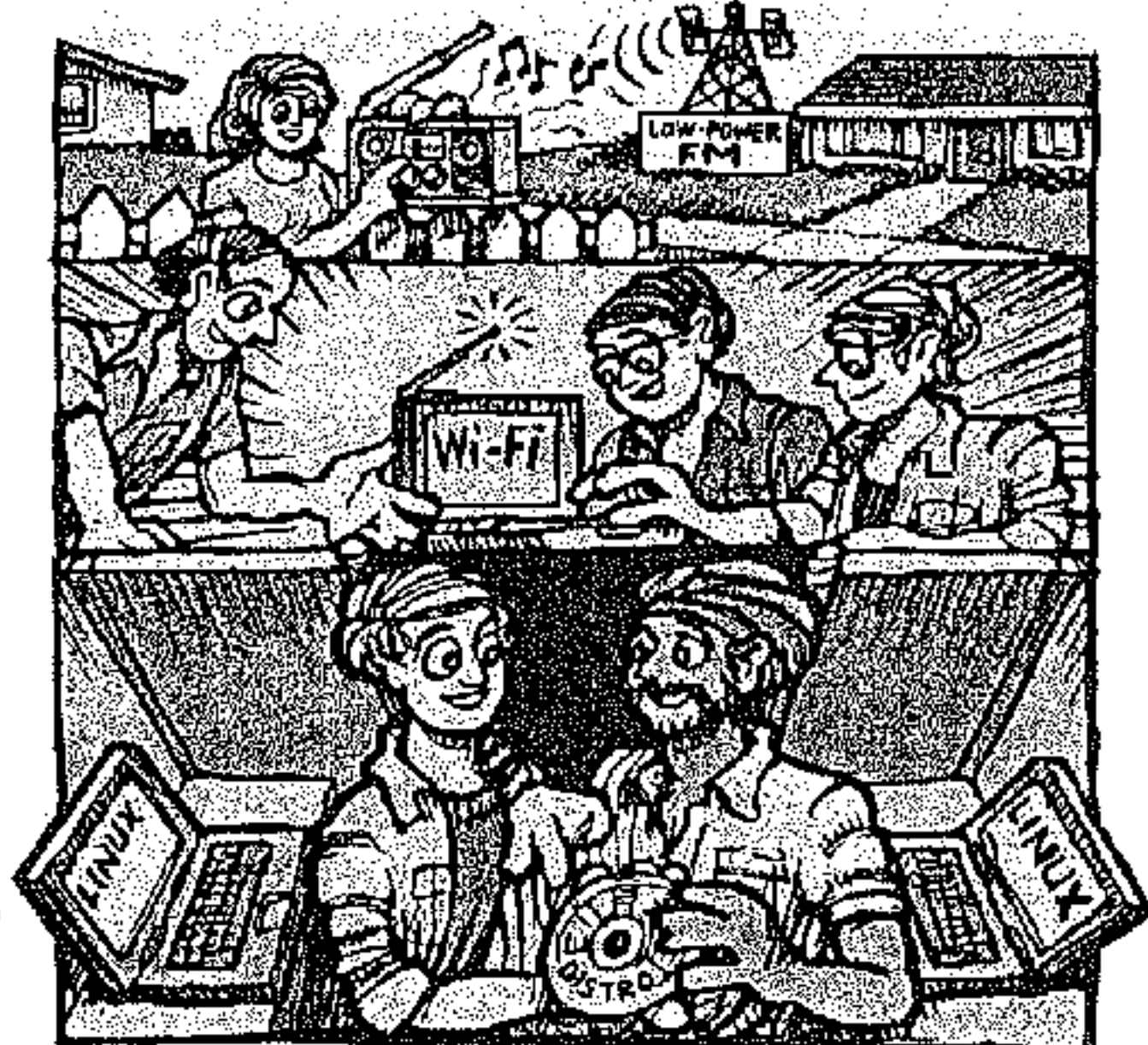


La Réserve
société coopérative &
La Navette des Fous asbl
Appel à soutien

A BETTER WORLD is POSSIBLE
and exists now in the shadows of this one



COMPETITION



COOPERATION

anarchy is everywhere

Pour rendre possible un projet collectif de pratiques et savoirs autonomes basé au 27 rue des Osiers à Molenbeek (Bruxelles).

Sièges sociaux provisoires :

La Réserve : 13 rue du Duc, 1150 Woluwe-Saint-Pierre

La Navette des Fous : 201 rue Dieudonnée Lefèvre, 1020 Laken

Pourquoi un projet collectif de pratique et savoirs autonomes ?

Parce que pendant longtemps on pourra encore pester contre ces médias qui alignent désinformations après mensonges, sur ces supermarchés qui fournissent une nourriture artificielle, sur ces gouvernants qui gèrent un monde toujours moins vivable, sur les écoles, la recherche, les prisons, l'industrie pharmaceutique, les bagnoles, la publicité, la pollution et "l'atomisation sociale"...

Nous préférons, au lieu de nous plaindre, créer l'information par nos propres moyens, répondre à nos besoins en nourriture, en soins, en déplacement et même en habitat, instruire nos enfants et construire notre propre savoir...

Bref, s'organiser dans tous les domaines de la vie quotidienne en se passant de plus en plus des structures dominantes, sur la base de techniques réinventées, écologiques et viables. Projet utopique de par ses ambitions, donc lent et difficile, impossible à mener seul, mais réalisable à plusieurs, en liaison avec d'autres.

Dans notre démarche de réflexion pour créer la base matérielle à un tel projet nous avons constaté plusieurs choses. D'abord que des lieux culturels se voulaient point de départ d'un questionnement autonome, mais n'en restaient pas moins coincés par la séparation entre projet artistique et vie quotidienne. Quant aux squats, qui peuvent représenter une alternative, ils se font expulser manu militari les uns après les autres, et le mouvement

s'essouffle par manque de stabilité.

Nous excluons la location puisque c'était cette posture de soumission évidente à un propriétaire et à la flambée des prix que nous voulions quitter. Par contre, il nous a semblé intéressant de constater que, des communautés apparues dans les années 70, seules ont survécu et se sont développées celles qui étaient devenues propriétaires des lieux qu'elles habitaient.

D'où la décision d'acheter un lieu tout en mettant en oeuvre les conditions pour ne pas y reproduire une logique de propriétaire ni même de co-propriétaire. Un lieu qui appartienne plutôt à des projets en évolution.

Pourquoi rester à Bruxelles ?

Parce que nous y sommes affectivement et activement attachés et, refusant de nous soumettre au fait que les lieux de vie y sont transformés en capital, nous ne voulons pas la fuir. Nous voulons nous y ancrer plus sûrement. Nous voulons mener dans un espace approprié, que nous venons de trouver à Molenbeek, des activités qui font exister au centre du monstre européen une manière de vivre absolument différente. C'est aussi en ville qu'un tel projet peut avoir la visibilité la plus grande.

Pourquoi s'organiser financièrement ?

Parce que l'incroyable flambée des prix de l'immobilier bruxellois tend à rendre impossible ce genre de projet, à moins d'être richissime, ce qui n'est pas notre cas. D'où la création d'une société coopérative foncière.

La société coopérative est





statutairement une société à finalité sociale, non destinée à l'enrichissement des coopérateurs mais à la réalisation d'un but précis. En ce sens, cette forme juridique qui date de 1997 est un peu un retour à l'esprit initial des coopératives. L'intérêt est de permettre une prise de parts – une part vaut 250 euros -- comme un soutien sur le long terme ou une sorte de prêt convivial qui n'enrichisse pas le système bancaire. Les fondateurs ont déjà apporté 65 500 euros. La maison coûte 235 000 euros. Trouver un maximum de parts avant la signature de l'acte d'achat (mars 2005) permettrait de diminuer la charge de l'emprunt. En tant que coopérateur, on peut aussi jouer un rôle actif en participant aux Assemblées Générales de la Coopérative.

La Réserve (société coopérative) : établir un lieu

La maison à Molenbeek est suffisamment grande et adaptée pour créer à la fois des logements et des espaces d'activité. Ce mélange entre l'habitat et les activités va pour nous de soi, car nous ne voulons pas faire une maison culturelle mais propager l'autonomie à partir de la vie quotidienne. Il y a donc un collectif qui habitera une partie de la maison pendant que l'autre partie sera ouverte aux activités d'individus, groupes, associations dont le but est l'autonomie. L'asbl La Navette des Fous entend sur ce point être une base logistique.

La Navette des fous (l'asbl) : permettre des activités

Presque toutes les activités quotidiennes, formatées par la technologie, sont devenues des formes de consommation : sans plaisir, sans maîtrise, sans diversité. La recherche d'une autonomie matérielle toujours plus élaborée est le seul moyen pour sortir de cette dépendance. Cette idée est partagée par beaucoup.

Des collectifs et individus organisent des fabrications de fours à pain, des cuissons hebdomadaires dans ceux-ci, des voies de retour à une agriculture de subsistance, des recherches en autonomie énergétique et de transport, des projections et publications indépendantes, enfin des centres de documentation sur tout cela.

Le but de l'asbl "La Navette des Fous" est de mettre à la disposition de cette mouvance l'outillage nécessaire : imprimerie, ateliers, cuisine, matériel de projection etc. La volonté est de créer une véritable plate-forme d'appropriation et d'échange de savoirs et de pratiques qui favorisent l'autonomie.

Ses premiers objectifs

Développer des techniques pour un habitat viable, c'est-à-dire maîtrisable : chauffage au bois dans des poêles de masse, murs en matériaux sains, toilettes sèches, récupération des eaux, redécouverte d'une menuiserie qui travaille le bois naturel (et non des panneaux de poussières de bois recomposé) etc.

Prôner un ravitaillement alimentaire qui dépasse l'échange marchand. Car celui-ci appuie la séparation entre les "consommateurs" (les passifs) et les

"producteurs", qui disparaissent d'ailleurs à raison de trois mille chaque année rien qu'en Belgique. Pour éviter l'artificialisation totale de la vie en ville et la disparition de la vie paysanne la campagne. Si l'on n'accepte ni la méga-agriculture industrielle ni les fermes muséifiées, il est essentiel que des gens se réapproprient les savoirs de subsistance.

Faire circuler des savoir-faire simples directement utilisables (sans être un spécialiste mais non sans exiger une certaine maîtrise) : fabrication d'un four à pain, cuisson du pain, réparation des vélos, reliure, démontage et remontage de serres etc.

Concernant la diffusion des idées d'émancipation, l'asbl dispose d'ores et déjà d'une bibliothèque et de matériel de projection et d'impression. Ils ont servi cette année à la diffusion de brochures, à la présentation de tables de presse, à la projection de films et documentaires dans le cadre de soirées-débats.

Projets en vue

Rééditer la série de documentaires réalisée dans les années 70 et 80 par Gordian Troeller et Marie-Claude Deffarge, et intitulée "Au nom du progrès". Il s'agit d'une série de huit documentaires passant en revue les conséquences du développement dans les pays décolonisés, mais également

aux États-Unis et en Europe. Chaque documentaire dure quarante-cinq minutes. Grâce à un commentaire continu inspiré des thèses de François Partant, ils offrent une intelligence approfondie du phénomène. Malgré leur sérieux et leur didactisme qui soutient une critique qui était extrêmement peu répandue à l'époque, ces documents filmiques demeurent difficile d'accès. Les copies originales en seize millimètres sont conservées à la cinémathèque du Grand-Duché du Luxembourg.

Des tonnes d'imprimerie à mécanique maîtrisable vont chaque jour à la casse. La Navette des Fous a des possibilités d'en intercepter. Elle se proposerait, sur la base des savoirs qui ont été maintenus, de remettre en état de fonctionnement une off set avant de se tourner vers des techniques encore plus simple comme la linotype.

Sauver des bibliothèques... Des passionnés par l'histoire des idées et des combats politiques passent toute leur vie à accumuler des livres, des tracts, des brochures. Ils finissent par établir de splendides bibliothèques. Quand ils disparaissent, faute d'héritiers aussi passionnés qu'eux, ces bibliothèques soit déperissent dans des cartons, soit sont disséminées. L'idée serait de pouvoir trouver des accords pour préserver ces bibliothèques en entier et pour les rendre publiques.

Pour prendre des parts dans La Réserve : 523-0410784-64
(une part = 250 euros) (pour l'étranger IBAN : BE 29523041078464
BIC : TRIO BE 91)

Pour faire un don à La Navette des Fous : 979-6206107-52

Renseignements au 0032/(0)2-427-26-49



Néo-Malthusianisme & Décroissance

« Faisons la grève des ventres ! »

En 1798, dans un ouvrage intitulé, *Essai sur le principe de population*, l'économiste anglais Thomas Malthus (1766-1834), établit que la population croît en progression géométrique alors que les subsistances n'augmentent qu'en progression arithmétique, entraînant ainsi un décalage provoquant périodiquement guerres, famines, épidémies... Malthus en conclut que la chasteté serait alors la solution pour mettre un terme à ces fléaux.

C'est vers la fin du XIX^e siècle que, dans les milieux libertaires, en particulier sous l'influence de Paul Robin, va se développer la théorie néo-malthusienne. Si elle reprend l'analyse de Malthus concernant la croissance de la population et des ressources, elle diffère dans les moyens à mettre en œuvre pour résoudre les problèmes qui y sont liés. Ainsi la chasteté volontaire y est substituée par la théorie de la sélection scientifique, ou « bonne naissance » selon les termes de Robin, c'est-à-dire une maternité désirée, avec les moyens de la mener à bien. Ce dernier, créateur de la « Ligue de régénération humaine » et éditeur du

journal *Régénération*, estime que, pour parvenir à un nouvel ordre social, sans passer par une révolution violente, il faut réunir plusieurs conditions :

- Une maternité librement consentie
- Une éducation saine et complète
- Une nouvelle organisation sociale

Il affirme alors : « Cessons de procréer au hasard, un nombre de fois déraisonnable et, comme cela se pratique le plus souvent dans des conditions d'hygiène et de santé lamentables. Nous aurons alors des individus sains, que leur parents pourront élever dans de bonnes conditions puisqu'ils les auront mis au monde volontairement [...]. Assurons alors une bonne éducation à ces enfants et, tout naturellement, se réalisera cette organisation sociale que les hommes recherchent en vain depuis si longtemps, car les gens biens nés, bien élevés, n'auront aucune peine à s'entendre pour créer les organisations sociales basées sur la réelle liberté de chacun, assurant à tous l'abondance de tous les biens produits par la nature et l'industrie, et la félicité générale résultant de la bonté de tous envers tous » (1).

Face à la misère d'un

(1) Paul Robin, « Sommaire de conférences sur le néo-malthusianisme », *Régénération*, n° 1, avril 1900, cité par Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, Gallimard, 1992, Tome I, p. 346.

prolétariat sans cesse grandissant, le contrôle de la natalité (2), la diffusion de moyens de contraceptions, le droit à l'avortement, mais aussi le développement de pratiques hygiéniques représentent des mesures apportant des solutions à des problèmes concrets, de façon immédiate, sans attendre un hypothétique « Grand Soir ». Une éducation intégrale, basée sur l'apprentissage intellectuel et manuel, ainsi que sur l'activité physique, viendrait alors compléter ces dispositions et constituerait le premier pas vers le nouvel ordre social (3). Il faut bien reconnaître que, une fois encore, sur certaines revendications, les anarchistes font figure de précurseurs.

Ainsi de nombreux libertaires, en France

(dont Sébastien Faure), aux États-Unis (Emma Goldman), en Espagne (*Liga de regeneración humana*), au Brésil, partout où le mouvement anarchiste est développé, vont s'atteler à diffuser ces théories.

On peut cependant regretter, et critiquer, chez Paul Robin, une certaine tendance au scientisme et à l'eugénisme, la première étant caractéristique d'une époque qui pensait que la science et le progrès technique résoudrait presque tous les problèmes, et la seconde une

conséquence presque logique de la première, en étant sa transposition et son application dans le champ de la natalité. En effet, Paul Robin estimait que les conditions déplorables de procréation engendrait des êtres « dégénérés » et que l'application des principes néo-malthusiens donnerait vie à de nouvelles générations d'hommes et de femmes, et que l'espèce humaine s'améliorerait, tant sur le plan physique que moral.

Si nous débarrassons le néo-malthusianisme de ses deux aspects, cette théorie reste d'une grande actualité, voire même d'une nécessité impérieuse, et s'intègre parfaitement au concept de décroissance.

Dans le contexte actuel, le problème de la démographie

croissante et incontrôlée s'est déplacé. Auparavant phénomène lié aux intérêts antagoniques de classe, à l'intérieur des frontières du monde occidental, il s'est transposé au « conflit » opposant le Nord et le Sud. C'est dans les pays exploités par l'Occident que les maux liés à la natalité sont les plus criants et contribuent, bien qu'ils n'en constituent pas la seule raison (l'extrême pauvreté en étant une autre), à alimenter des catastrophes tels que les famines, les épidémies, les guerres, la pollution... et risquent d'ouvrir la

Aux Patriotes 'Repopulateurs'

LA FRANCE NE SE DÉPEUPLE PAS		LE TAUX DE LA NATALITÉ DÉCROÎT EN ALLEMAGNE	
Année	Nombre d'habitants	Période	Par 1.000
1909	37.500.000	1845-1849	36,7
1910	38.130.000	1850-1854	36
1911	38.800.000	1911	26,7

C'est donc un mensonge de dire que la France se dépeuple. Elle a gagné 800.000 habitants en dix ans. Elle a gagné 1.000.000 en quinze ans. Elle a gagné 1.500.000 en vingt ans. Elle a gagné 2.000.000 en vingt-cinq ans. Elle a gagné 2.500.000 en trente ans. Elle a gagné 3.000.000 en trente-cinq ans. Elle a gagné 3.500.000 en quarante ans. Elle a gagné 4.000.000 en quarante-cinq ans. Elle a gagné 4.500.000 en cinquante ans. Elle a gagné 5.000.000 en cinquante-cinq ans. Elle a gagné 5.500.000 en soixante ans. Elle a gagné 6.000.000 en soixante-cinq ans. Elle a gagné 6.500.000 en septante ans. Elle a gagné 7.000.000 en septante-cinq ans. Elle a gagné 7.500.000 en quatre-vingt ans. Elle a gagné 8.000.000 en quatre-vingt-cinq ans. Elle a gagné 8.500.000 en quatre-vingt-dix ans. Elle a gagné 9.000.000 en quatre-vingt-dix ans.

GÉNÉRATION CONSCIENTE

Organe de propagande pour la limitation volontaire des naissances

Régisseur H. LAMBERT

Principaux collaborateurs : Léo de BRÉCY, G. CÉLÉSTIN, Sébastien FAURE, Louis GRIGNON, G. HARRY, Made GLOT, D. KLOTZ, FOREST, Fernand ROINER, Robert LAROFF, Albert LANTIER, A. F. MAC, Jean MANSTAN, Louis RABINANT, Jeanne MARQUIS, P. MARQUET, D. MASCAUX, Victor BÉRIC, D. NIESEN, André NIKET, Nelly NOUVEL, etc.

INTEREST: 1 fr. 50 par an. — Écrire: 1 fr. 50

ADMINISTRATION: 177, rue de la Drée, Paris 10. — 100 par an en versement

(2) Le contrôle de la natalité que réclament les néo-malthusiens ne dépend d'aucune autorité extérieure sinon du libre-arbitre de chacun.

(3) Paul Robin se démarqua avant tout comme pédagogue. Il fut le directeur de l'orphelinat de Cempuis, où il appliqua ses principes éducatifs.



voie à des conflits et à des dangers encore plus dévastateurs.

Actuellement, à l'inverse peut-être du début du siècle, la possibilité technique existe de nourrir toute la planète. Seule manque la volonté politique, soumise aux intérêts du marché. Seulement, si nous voulons sortir du cercle infernal du « Progrès » (en tant qu'idéologie en soi) et de la spirale productiviste et revenir à une « économie de subsistance » (4), il faut donc s'orienter vers une décroissance des naissances.

De plus, dans un monde fini, comme le notre, où les ressources se trouvent fatalement limitées, la croissance démographique n'est pas possible à l'infini. Si nous voulons consommer et produire moins, et autrement, il est indispensable que nous soyons moins nombreux sur cette terre. Il semble d'ailleurs désormais évident que les grandes concentrations humaines sont génératrices de problèmes sociaux et environnementaux. C'est donc en inversant certaines échelles et certains rapports (de consommation, de production, de concentration urbaine, de natalité...) que nous nous engagerons sur une voie plus égalitaire et plus écologique.

C'est pourquoi les combats pour le droit à l'avortement, mais également l'accès aux moyens de contraception, donc à une maternité et une paternité librement consenties restent, aujourd'hui, comme hier, une priorité qu'il faut étendre à l'ensemble de l'humanité, et ce, en dépit de tous les fanatismes religieux et conceptions

La population a davantage augmenté depuis 50 ans que pendant les quatre millions d'années que se sont écoulées depuis l'apparition de l'homme.

morales rétrogrades qui, comme on le sait, ont généralement la fâcheuse habitude de s'opposer à ce type de mesures. Une autre solution peut être l'adoption. Pourquoi continuer à procréer alors que tant d'enfants croupissent, à travers le monde dans des orphelinats insalubres, ou sont livrés à eux-mêmes dans les grands centres urbains des pays dits « en développement », en proie à toutes les violences ?

Au début du siècle, des voix, parmi les anarchistes, se sont élevées à l'encontre de ceux qui voyaient dans le néo-malthusianisme l'unique solution à tous les problèmes. Et cette critique est toujours valable. La réduction des naissances, à elle seule, ne peut modifier l'ordre social actuel. Ce n'est qu'accompagnée de mesures révolutionnaires, à savoir la disparition du capitalisme et de l'État, une redistribution égalitaire des richesses et la mise en place de structures autogestionnaires, autonomes et fédérées qu'elle représentera l'un des facteurs permettant de parvenir à la société libertaire, solidaire et conviviale que nous appelons de tous nos vœux.

Thierry Libertad

(4) Telle que la définit Ivan Illich.

Pour aller un peu plus loin ...

Petite bibliographique décroissante...

La décroissance selon les libertaires...

Jean-Pierre Tertrais *Du développement à la décroissance : de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*, Editions du Monde Libertaire

... ou selon d'autres :

Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance*, Éditions Sang de la Terre.

Nicholas Georgescu-Roegen, *Objectif décroissance*, Editions Parangon

Réflexions sur la technique, le progrès et la société industrielle :

J.L. Porquet, *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prédit*, Le Cherche-Midi

Jacques Ellul, *Le système technicien*

Jacques Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*

Jacques Ellul, *Le bluff technologique*

Ivan Illich, *Œuvres complètes* (tome 1)

Ivan Illich, *Œuvres complètes* (tome 2)

Bertrand Louart, *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle, Notes et morceaux choisis*



ET SI VOUS VOULEZ VOUS RENSEIGNER
D'AVANTAGE, PASSEZ À LA CASBAH, 20 BIS
RUE VILLEBOIS-MAREUIL, QUARTIER MON
DÉSERT, À NANCY. OUVERT LES MERCREDI ET
SAMEDI APRÈS-MIDI À PARTIR DE 14 H



Collectif des lutTins, *Le progrès, une idéologie ? La technique en question*
Cornelius Castoriadis, *Les carrefours du Labyrinthe*
Gérard David, *Cornelius Castoriadis, le projet d'autonomie*
P. M., *Bolo'Bolo*, éditions de l'éclat

Quelques réflexions par ailleurs :

Serge Latouche, *Survivre au développement*
Serge Latouche, *La mégamachine*
René Dumont, *L'utopie ou la mort*
Isabelle Stengers, *Sciences et pouvoirs*
Jean Baudrillard, *Le système des objets*
Jean Baudrillard, *La société de consommation, ses mythes, ses structures*

Un peu de littérature :

Barjavel, *Ravages*
Aldous Huxley, *Le meilleur des mondes*
Georges Orwell, *1984*
Mary Shelley, *Frankenstein*

Et du cinéma et des reportages :

Entretien avec Pierre Lehmann
Brazil
La belle verte



Pour aller plus loin nous vous conseillons aussi la lecture des ouvrages édités par l'Encyclopédie des nuisances, Ecosociété, les Ateliers de Créations Libertaire, les éditions du Monde Libertaire, les éditions Libertaires, Agone...

Vous pouvez aussi trouver des infos intéressantes dans les revues ou journaux suivants :

- *Passerelles Eco*
- *A trop courber l'échine*
- *In extremis : Bulletin de liaison et de critique anti-industrielle*

- *Le Monde Libertaire*
- *Silence*
- *L'écologiste*
- *La décroissance*
- *Casseur de Pub*
- Numéro 3 d'*Offensive*, revue de l'OSL, spécial technique
- Numéros d'octobre et de novembre 2004 de *No Pasaran*
- *Réfractions*, « Au delà de l'économie : quelles alternatives ? », n° 9
- *Réfractions*, « Visages de la science », n° 13

Enfin, voici quelques sites où butiner :

- <http://www.decroissance.org>
- <http://netmc.9online.fr/>
- <http://pmo.erreur404.org>
- <http://luttins.ouvaton.org/>

Éditions Marée Noire

Serge Latouche, *A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale !*

Serge Mongeau, *Vers la simplicité volontaire*

Ivan Illich, *Énergie et équité*

Sébastien Faure, *La Ruche, une expérience d'éducation libertaire avant 1914*

Michel Bakounine, *L'instruction intégrale*

E. Domela Nieuwenhuis, *L'éducation libertaire*

Pierre Kropotkine, *L'esprit de révolte*

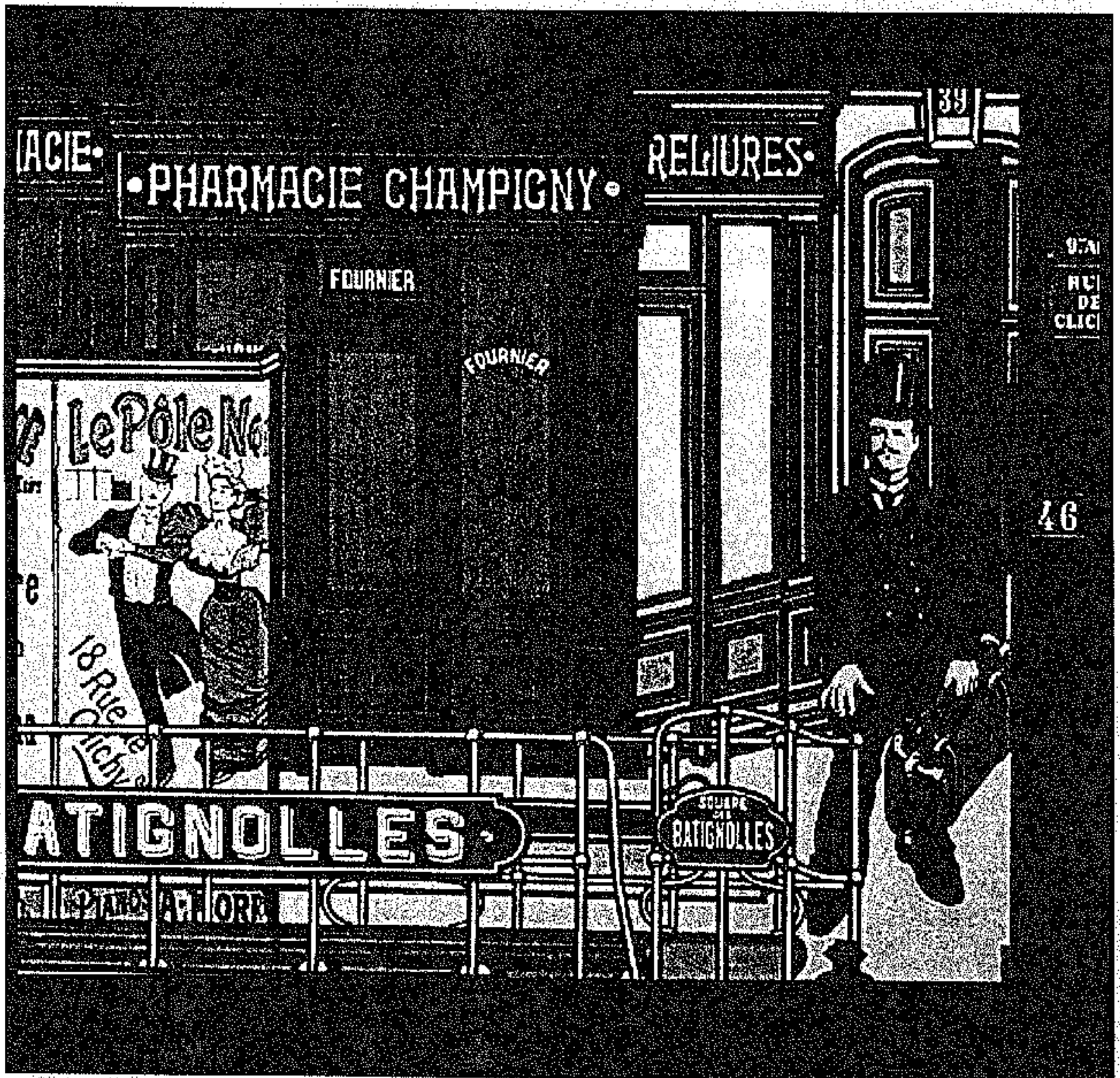
Toutes nos brochures sont à prix libre et disponibles à La Casbah, ou auprès des militants (voir contact p. 1)

Une toute petite histoire de l'Anarchisme

Texte de Marianne Enckell *

Source : *Réfractions*, n° 1, 2002

6ème partie



* Marianne Enckell est gestionnaire du Centre International de Recherche sur l'Anarchisme (CIRA) de Lausanne et historienne du mouvement.

A las barricadas, por el triunfo de la Confederación

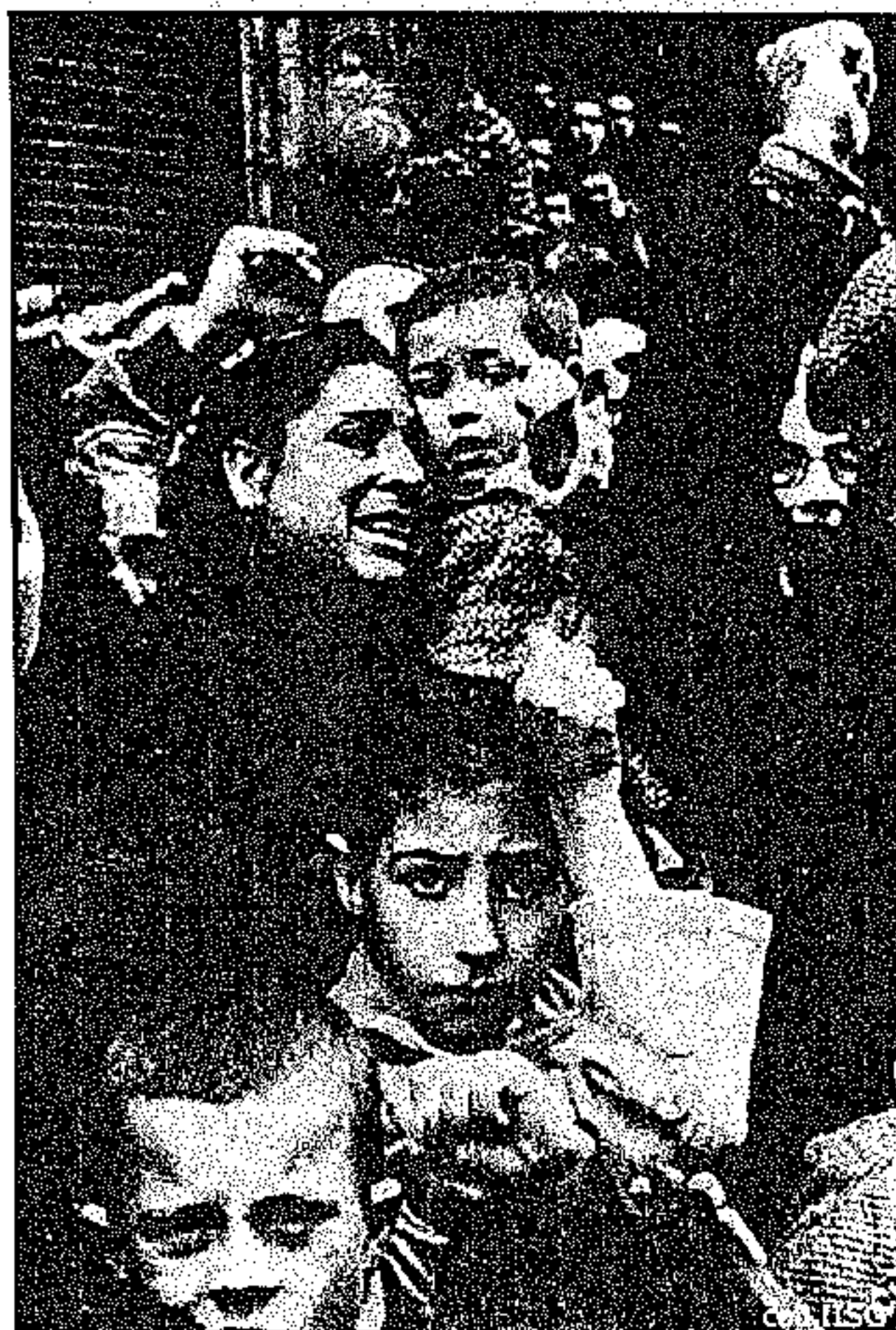
...

Le plus beau chapitre de l'histoire de l'anarchisme est évidemment la révolution espagnole de 1936, malgré ses suites tragiques. Pendant plusieurs mois, ouvriers et paysans ont vécu le communisme libertaire dans les usines et les villages, dans les milices, dans les familles, dans les services publics ; des dizaines de milliers de femmes ont participé à l'organisation des Femmes Libres. Mais ils devaient aussi faire la guerre pour défendre la nouvelle société qu'ils créaient.

La confédération anarcho-syndicaliste CNT, fondée en 1910, avait mis toutes ses forces dans l'éducation du peuple, la pratique de l'organisation et la préparation de l'insurrection. Avec la Fédération anarchiste FAI, des tentatives révolutionnaires sont lancées de

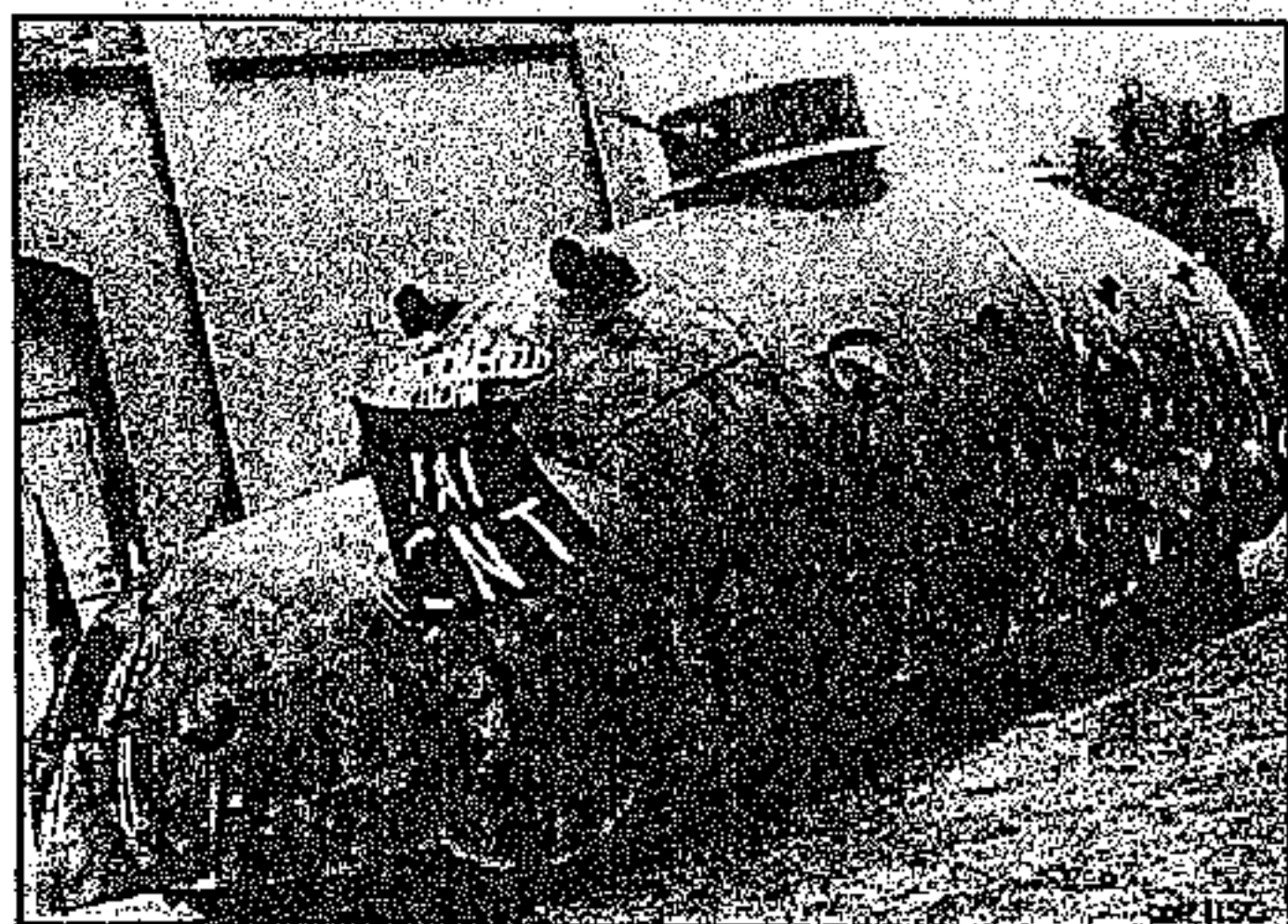
1932 à 1934 dans plusieurs régions du pays : constitution dans les villages de collectivités communistes libertaires, assaut contre les casernes et les mairies, qui renforcent l'enracinement populaire de l'anarchisme mais suscitent une répression démesurée et la polarisation d'avec la gauche politique.

En juillet 1936, les anarchistes sont toutefois prêts à riposter au coup d'État du général Franco et montent « aux barricades, pour le triomphe de la Confédération », la CNT : le mouvement des collectivisations démarre aussitôt, en même temps que la constitution de milices. La solidarité des



compagnons étrangers est immédiate ; des centaines d'anarchistes français, italiens, allemands, argentins, suisses quittent leur travail dès le mois d'août 1936 pour aller se battre en Espagne contre le fascisme et pour la révolution sociale. Vingt-cinq anarchistes chinois arriveront jusqu'à Marseille avant de devoir rebrousser chemin. Des camions de vivres et de vêtements, sous lesquels sont souvent dissimulées des armes, cahotent à travers les Pyrénées et passent la frontière sous les vivats.

Bien différente est l'attitude des démocraties européennes et de la gauche socialiste et communiste, qui craignent la généralisation de la guerre et la victoire de la révolution et adoptent une politique de non intervention. Elles ouvrent ainsi la porte à l'appui massif de Mussolini et d'Hitler aux fascistes espagnols : ils leur envoient troupes, avions et armement lourd. Ce n'est qu'en octobre que l'URSS change de



tactique et encourage la constitution des Brigades internationales, sévèrement encadrées, dont une des missions sera de briser l'élan révolutionnaire du peuple au profit de la guerre.

Les fronts se sont multipliés ainsi que les victimes, les milices anarchistes manquent d'armes et de munitions, les usines collectivisées improvisent véhicules blindés et obus. Peu à peu, l'industrie tout entière devient industrie de guerre ou d'arrière-garde, et « la guerre dévore la révolution », comme l'a écrit alors le libertaire français Pierre Ganivet. Dans son isolement, jugeant prioritaire la défense du front antifasciste, la CNT prend la décision discutable d'entrer en septembre déjà dans le gouvernement de Largo Caballero, puis d'accepter du bout des lèvres la militarisation des milices. Place est ainsi faite aux staliniens pour

s'attribuer la direction de cette guerre.

En mai 1937, ils s'attaquent de front aux anarchistes et au POUM à Barcelone, assassinant Camillo Berneri qui avait été un des plus fiers critiques de la participation de la CNT au gouvernement. Cette dernière, prise entre deux feux, ne sait qu'appeler au calme. Les collectivités de Catalogne et d'Aragon seront bientôt reprises en main, celles du Levant tiendront encore plusieurs mois.

En février 1939, Barcelone est prise par les troupes franquistes, en mars c'est au tour de Madrid. Des milliers d'anarchistes et de républicains sont massacrés ou emprisonnés, des centaines de milliers prennent la route de l'exil et se trouvent confinés dans des camps établis à la hâte sur les plages française de Méditerranée.

Le mouvement libertaire s'est



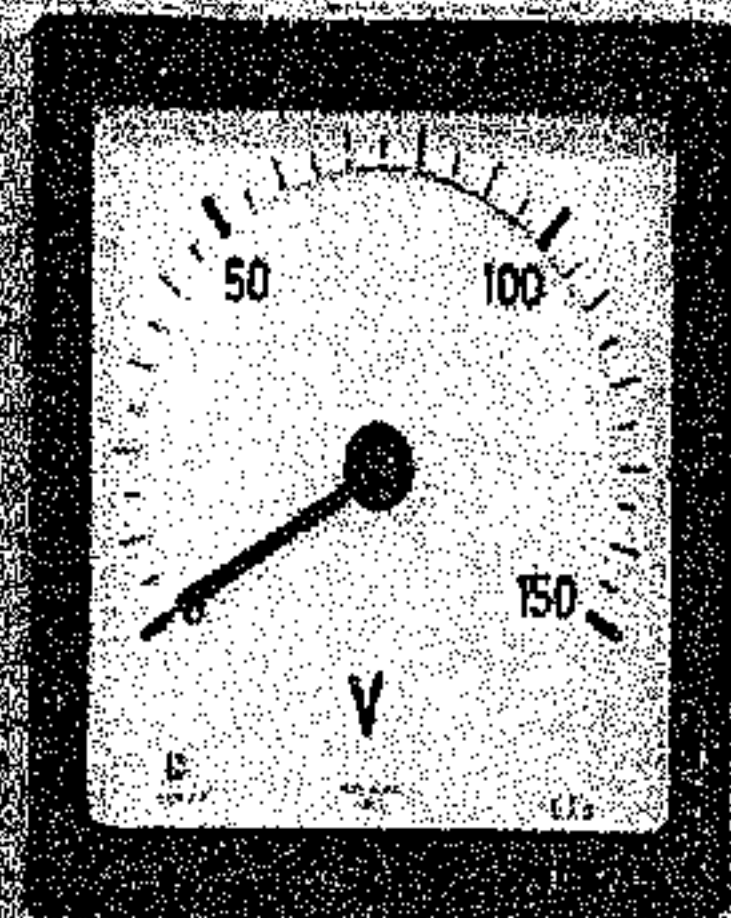
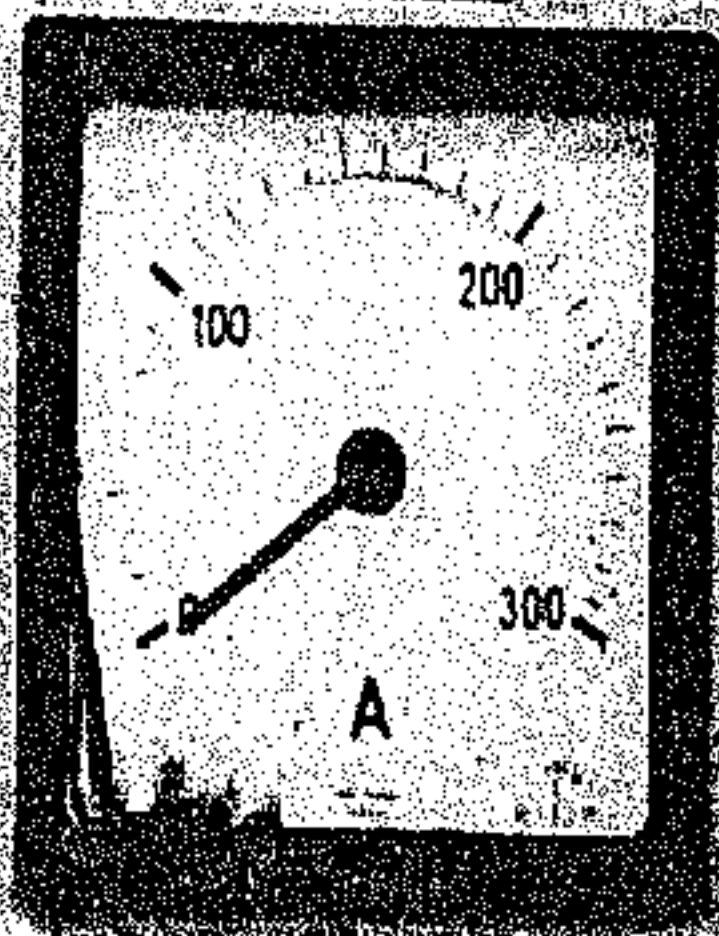
reconstitué en exil, avec la CNT, la FAI et les organisations de jeunes et de femmes, avec les divisions inéluctables que provoque ce genre de situation. À l'intérieur de l'Espagne, la CNT s'est aussi reconstituée sans cesse dans la clandestinité, au prix de nombreux morts et d'interminables années de prison. C'est le même sort qui a échu aux guérilleros cherchant à remonter un mouvement de résistance et à nombre de militants ayant tenté d'en finir avec Franco, jusqu'à ce que celui-ci en finisse à lui seul en 1975.

A suivre...

La nature rejette le monarque, non l'homme
le sujet, non le citoyen
car rois et sujets, ennemis les uns des autres
jouent entre eux une partie toujours perdante
dont les enjeux sont le vice et la misère
L'homme à l'âme vertueuse ne commande ni noblesse
ni puissance, telle une peste d'âme désolante.
Pollue tout ce qu'elle touche, et l'obéissance
Éléau de tout génie, vertu, liberté, vérité
Fait esclaves les hommes et de la charpente humaine
Un automate mécanise.



Percy Shelley
extrait de Reine Mab - III



STOP!

